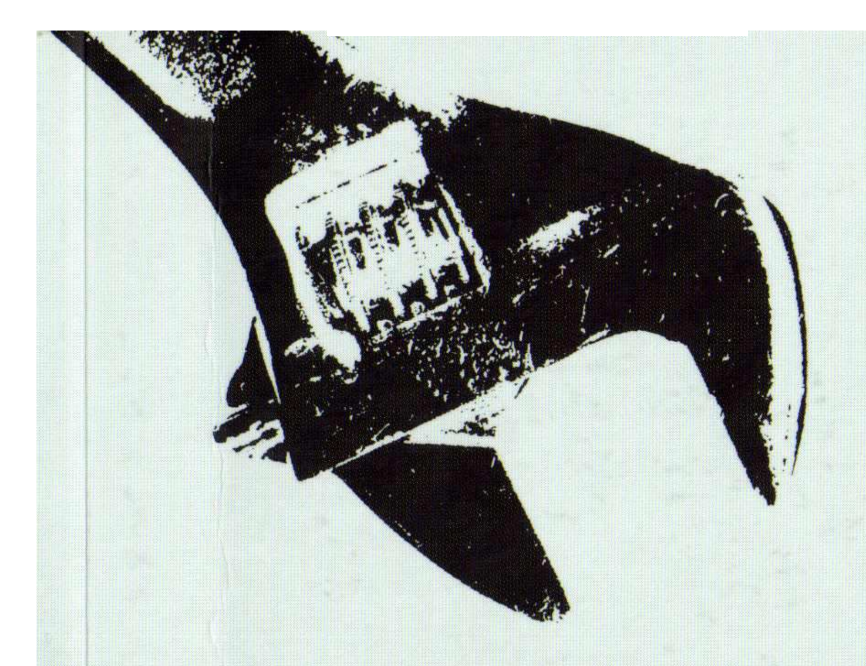


Noam Chomsky

COMPRENDRE LE POUVOIR

L'indispensable de Chomsky

Premier mouvement



editions★aden

Comprendre le pouvoir

L'indispensable de Chomsky

Premier mouvement

Noam Chomsky est professeur au Département de Linguistique et de Philosophie du M.I.T. *{Massachusetts Institute of Technology],* à Boston, Etats-Unis. Membre de l'Académie des Sciences {National *Academy of Sciences],* il a publié de nombreux ouvrages tant en linguistique que sur les affaires du monde.

Peter R. Mitchell et John Schoeffel sont avocats à New York City.

LES EDITIONS ADEN
édition **Gilles Martin**
équipe éditoriale **Julie Matagne, Marie David, Patrick Moens** graphisme **Atelier des grands pêchers** (atelierdgp @ wa nadoo. fr)

Dépôt Légal Janvier 2005
10)74/02005/16
2' édition: **mars 2006**

Publié avec le soutien de **Sponsorcom**

Les Editions Aden
44, rue A. Brcart
B-io6o Bruxelles
Belgique
Tel oo 32 2 5344661
Fax oo 32 2 5344662
adendif@skynet.be
www.aden.be

Noam Chomsky
Comprendre le pouvoir

L'indispensable de Chomsky
Premier mouvement

Edition originale
Peter R. Mitchell et John Schoeffel
Traduit de l'américain ***par***
Thierry Vanès

Notes sur le **site**
www.understandingpower.com

NOTE SUR LES EVENEMENTS DU 11 SEPTEMBRE 2001

Alors que ce livre partait à l'impression*, des avions détournés étaient lancés sur le World Trade Center et sur le Pentagone, tuant des milliers de personnes et déclenchant potentiellement des répercussions majeures dans la société américaine et dans le monde. Les médias américains ont consacré une couverture énorme à ces attaques et à leurs suites. Mais, dans leur grande majorité, ces médias ont omis toute discussion critique et précise du contexte dans lequel elles se sont produites. Lorsque le président Bush et les officiels américains ont annoncé que «l'Amérique était la cible des attaques parce que nous sommes le phare le plus brillant de la liberté dans le monde », les principaux médias des Etats-Unis ont essentiellement répété ce refrain. Un éditorial du New York Times affirmait que les auteurs des attaques avaient agi par «haine des valeurs chéries en Occident, comme la liberté, la tolérance, la prospérité, le pluralisme religieux et le suffrage universel. » [1]
Ce qui a brillé par son absence dans la couverture des médias américains, c'est une prise en considération complète et réaliste de la politique étrangère des Etats-Unis et de ses effets dans le monde. Il était difficile de trouver autre chose qu'une mention à propos des immenses massacres de civils irakiens durant la Guerre du Golfe, de la dévastation de la population irakienne par les sanctions appliquées à l'instigation des Etats-Unis au cours de la décennie précédente, du rôle crucial des Etats-Unis dans le soutien de l'occupation par Israël des Territoires palestiniens depuis 35 ans, de leur soutien aux dictatures brutales qui répriment les populations à travers tout le Moyen-Orient, etc. De même, était absente toute suggestion que la politique étrangère des Etats-Unis devrait être fondamentalement modifiée.
Ce livre a été préparé avant les événements de septembre 2001 et l'intervention américaine en Irak et en Afghanistan. Mais des réponses à bon nombre des questions les plus importantes soulevées par ces attaques seront trouvées ici. Pourquoi les médias ne donnent-ils qu'une perspective limitée et dépourvue de sens critique, et une analyse tellement inexacte ? Quelle est la base de la politique étrangère américaine, et pourquoi engendre-t-elle une haine si répandue pour les Etats-Unis ? Que peuvent faire les citoyens ordinaires pour changer ces situations ?
Comme le notait Chomsky immédiatement après les attaques, « la population des pays développés est maintenant devant un choix: nous pouvons exprimer une horreur bien justifiée, ou nous pouvons chercher à comprendre ce qui peut avoir conduit à ces crimes. Si nous refusons cette deuxième attitude, nous contribuerons à la probabilité de voir arriver bien pire encore. »
Avec l'effrayant recul que nous avons maintenant, les discussions rassemblées dans ce livre paraissent avoir plus d'urgence que jamais. Nous espérons que ce livre fournira un point de départ pour comprendre le monde et contribuera aux débats -et changements- critiques qui se présenteront sûrement.

* Il s'agit ici de l'édition originale.

NOTES DU TRADUCTEUR

Les notes du traducteur sont le plus souvent glissées dans le texte, et repérées par des accolades { }.
Elles donnent soit une précision, soit la traduction d'un titre d'ouvrage, lorsque cela paraît utile (notamment pour les ouvrages traduits en français) ou celle du nom d'une institution ou d'un organisme américains lorsqu'ils ne sont pas très généralement connus ou faciles à comprendre. Les titres de médias n'ont jamais été traduits.
À quelques occasions, une note documentaire est placée en bas de page et appelée par une ou des astérisques.

Les notes brèves que les éditeurs de l'ouvrage ont glissées dans le texte même sont repérées par des crochets [ ]. Pour rappel, les notes des éditeurs qui sont appelées par un numéro sont disponibles sur le site www.understandingpower.com

Préface des éditeurs américains*

Ce livre résume le travail de l'un des plus remarquables penseurs politiques engagés de notre temps. Les discussions rassemblées ici couvrent un large éventail de sujets -depuis le fonctionnement des médias modernes jusqu'à la globalisation, en passant par le système d'éducation, les crises environnementales, le complexe militaro-industriel, les stratégies militantes, et plus encore- et présentent une perspective révolutionnaire pour l'évaluation de l'état du monde et pour la compréhension du pouvoir.

Ce qui distingue la pensée politique de Noam Chomsky n'est pas une vision nouvelle ou une idée synthétique unique. La position politique de Chomsky est en fait fondée sur des concepts qui sont compris depuis des siècles. Par contre, la grande contribution de Chomsky réside dans sa maîtrise d'une énorme quantité d'informations factuelles, et dans son habileté surprenante à démasquer, au cas par cas, les mécanismes et les tromperies des puissantes institutions du monde d'aujourd'hui. Sa méthode implique un enseignement au moyen d'exemples -et non dans l'abstrait- comme manière d'aider les gens à apprendre à penser de façon critique par eux-mêmes.

Le premier chapitre introduit deux thèmes qui sous-tendent pratiquement tous les aspects du livre : le progrès du

***Il s'agit bien ici de Peter R. Mitchell et John Schoeffel, les *«Editors»*, qui ont retranscrit et *aménagé* les enregistrements des discussions entre Chomsky et le public. L'éditeur au sens français du terme est en anglais le «PuW/sfier», ici les Éditions Aden.**

militantisme dans la transformation du monde, et le rôle que jouent les médias pour le contourner et pour modeler nos façons de penser. L'ouvrage suit approximativement un ordre chronologique, et commence avec quatre discussions qui ont eu lieu en 1989 et 1990 -à l'aube de l'ère post-guerre froide. Ces premiers chapitres assoient les fondements de l'analyse ultérieure de Chomsky.

Les autres chapitres explorent des développements plus récents de la politique étrangère des Etats-Unis, l'économie internationale, l'environnement social et politique intérieur ainsi que les stratégies et les problèmes du militantisme. Le livre et ses notes explicatives présentent ainsi l'analyse de Chomsky jusqu'à ce jour.

Internet nous a permis d'introduire une documentation extensive dans nos notes, lesquelles sont disponibles sur le site de l'éditeur. Ces notes en ligne sont étendues bien au-delà de la simple citation des sources ; elles comportent aussi des commentaires du texte, des extraits de documents gouvernementaux, des citations significatives d'articles de journaux et d'études ou d'essais, et d'autres informations importantes. Notre but était de rendre accessible une bonne partie des preuves qui appuient chacune des affirmations factuelles de Chomsky. Les notes apportent aussi un contenu qui permettra à ceux qui le souhaitent d'approfondir un sujet donné.

La totalité des notes -qui sont plus volumineuses que le texte lui-même- peuvent être téléchargées depuis le site de l'éditeur, http://www.aden.be.

Le livre a été préparé comme suit. Nous avons retranscrit les enregistrements de douzaines de sessions de questions-réponses, nous avons imprimé ces textes pour améliorer leur lisibilité, et nous les avons ensuite réorganisés et combinés pour éliminer les répétitions et présenter l'analyse selon une progression cohérente de sujets et d'idées. Notre but était de

compiler un aperçu de la pensée politique de Chomsky qui combine la rigueur et la documentation de ses essais avec la familiarité de la présentation sous forme de dialogues. Dans tous les cas, nous sommes restés fidèles au langage et aux réponses de Chomsky lui-même -il a d'ailleurs revisité le texte- bien qu'il ait été nécessaire d'apporter des changements superficiels pour des raisons de structure ou de style.

La majeure partie du contenu provient de discussions lors de séminaires avec des groupes de militants, ou de séances de questions ayant suivi des conférences publiques tenues entre 1989 et 1999. Certaines des réponses données dans les chapitres 6,7,8 et 9 viennent de conversations entre Chomsky et Michael Albert.

Ceux qui posent les questions sont identifiés comme « Lui» ou « Elle » parce que ce dispositif fait souvent apparaître si une même personne poursuit une ligne de questionnement, ou si une autre personne a pris le relais.

Nous avons personnellement vérifié et contrôlé les sources citées dans les notes, exception faite de certains textes en langue étrangère. La plupart des sources sont celles sur lesquelles Chomsky s'est fondé pour ses commentaires dans le texte principal, mais ce n'est pas toujours le cas. L'assistance d'Emily Mitchell pour retrouver des quantités de ces sources au cours des derniers mois de notre travail sur ce projet a été très précieuse. Nous renvoyons les lecteurs à la note 67 du chapitre 1 pour une discussion d'un malentendu commun à propos des notes, selon lequel la citation fréquente d'articles de médias très diffusés est en désaccord avec le «Modèle de Propagande» des médias que Chomsky esquisse dans le chapitre i.

Nous voulons remercier nos parents - Emily et Georges Mitchell, ainsi que Ron et Jone Schoeffel- dont les encouragements ont rendu ce livre possible.

Les Editeurs américains.

I_ Colloque à Rowe: avant la session

Principalement fondé sur des discussions
à Rowe, Massachussets, 15-16 avril 1989.

Les hauts faits de la dissidence intérieure

Elle : Noam, nous sommes tous venus ici discuter avec vous, écouter vos vues sur l'état du monde et sur ce que nous pouvons faire pour le changer. Pensez-vous que le militantisme a apporté beaucoup de changements aux Etats-Unis au cours de ces dernières décennies ?

Bien sûr, de grands changements même. Je ne crois pas que la structure des *institutions* a été changée, mais on peut voir de réels changements dans la culture et dans bien d'autres choses.

Comparez par exemple deux administrations présidentielles, l'une dans les années 60, l'administration Kennedy, et l'autre dans les années 80, l'administration Reagan. En fait, elles avaient beaucoup de similitudes, en un sens, contrairement à ce que tout le monde dit. Les deux sont arrivées au pouvoir en dénonçant perfidement leurs prédécesseurs comme des poules mouillées et des faibles, qui laissaient les Russes nous dépasser : il y avait un « fossé des missiles » mensonger dans le cas de Kennedy, une « fenêtre de vulnérabilité » mensongère dans celui de Reagan. Les deux se sont distinguées par une escalade majeure de la course aux armements, ce qui a signifié plus de violence internationale et des subventions publiques plus importantes aux industries de pointe du pays via les dépenses militaires. Les deux étaient chauvines, s'efforçaient de faire monter la peur dans la population par beaucoup d'hystérie militaire et de xénophobie. Les deux lancèrent autour du monde des politiques étrangères très agressives : Kennedy augmenta significativement le niveau de la violence en Amérique latine ; le fléau de la répression qui culmina dans les années 80 sous Reagan résultait en fait largement de ses initiatives.[1]

Bien entendu, l'administration Kennedy *était* différente en ceci que, au moins de façon rhétorique et dans une certaine

mesure en pratique, elle se préoccupait de programmes de réformes sociales à l'intérieur du pays, alors que l'administration Reagan était engagée au contraire dans l'élimination de ce qu'il pouvait y avoir ici comme système de sécurité sociale. Mais cela reflète probablement la différence de situation des affaires internationales au cours de ces deux périodes, plus qu'autre chose. Au début des années 60, les Etats-Unis étaient la puissance dominante et avaient de nombreuses occasions de combiner la violence internationale et l'engagement dans les dépenses militaires avec les réformes sociales. Dans les années 80, cette situation avait changé : les Etats-Unis n'étaient plus aussi puissants ni aussi riches par rapport à leurs rivaux industriels : en termes absolus, ils l'étaient, mais pas en termes relatifs. Et il existait un consensus parmi les élites - Reagan n'était pas le seul à le penser- selon lequel il était nécessaire de démolir l'Etat-providence pour maintenir le rendement et la compétitivité du capital américain*. Mais à part cette différence, les deux administrations étaient très semblables.

D'un autre côté, elles ne pouvaient pas/aire les mêmes choses. Ainsi par exemple, Kennedy pouvait envahir Cuba et lancer contre l'île la plus grande opération terroriste internationale jamais connue dans le monde, opération qui continua pendant des années et continue probablement encore.[2] Il était capable d'envahir le Sud Viêt-nam, ce qu'il fit d'ailleurs : Kennedy envoya l'Air Force américaine bombarder, napalmer et défolier ce pays et il y envoya des troupes pour écraser le mouvement indépen-

* Il est remarquable que le mot «Américain» ne s'applique couramment qu'aux seuls habitants des Etats-Unis. Noam Chomsky l'a lui-même fait observer et, interrogé à ce sujet dans un autre livre *(De la Propagande,* Librairie Arthème Fayard, 2002.), il répond que le mot devrait en réalité désigner tout habitant du continent américain, mais que les Etats-Unis se sont approprié le mot en l'employant constamment à propos d'eux-mêmes, alors qu'en Amérique du Sud, les gens désignent les habitants des Etats-Unis comme «Américains du Nord». Il ajoute que c'est en partie le résultat d'un problème linguistique, car il est difficile de créer un adjectif-en anglais- à partir de «Etats-Unis».

dantiste des paysans.[3] Pourtant, le Viêt-nam est une région d'intérêt mineur pour les Etats-Unis, c'est vraiment à l'autre bout du monde. L'administration Reagan essaya de faire la même chose bien plus près, en Amérique centrale, et elle n'y réussit pas. Dès qu'ils commencèrent à penser à une intervention directe en Amérique centrale dans les premiers mois de l'administration en 1981, ils furent forcés de reculer et de se contenter d'opérations clandestines : ventes d'armes en secret, financements cachés via des pays-clients, entraînement de forces terroristes comme les *contras* au Nicaragua, etc.[4]

C'est une différence très frappante, une énorme différence. Et je pense que cette différence est l'une des réussites du militantisme et de la dissidence des vingt-cinq dernières années. En fait, l'administration Reagan fut contrainte de créer un important bureau de propagande, *l'Office of Public Diplomacy*. Ce n'était pas le premier de l'histoire des Etats-Unis, mais le deuxième : le premier fut installé sous l'administration Wilson en 1917. Mais celui-ci était bien plus grand, bien plus ambitieux, c'était un effort important pour endoctriner le public.[5] L'administration Kennedy n'avait jamais eu à faire cela, parce qu'ils pouvaient faire confiance à la population pour soutenir toute forme de violence et d'agression qui était décidée. C'est un grand changement et il a eu ses effets. Il n'y avait pas de B-52 en Amérique centrale dans les années 80. Certes, c'était déjà assez grave en soi : des centaines de milliers de personnes furent massacrées. Mais si nous avions envoyé les B-52 et la 82e Division aéroportée, c'aurait été bien pire encore. Et ceci est le reflet d'une sérieuse montée de la dissidence intérieure et du militantisme aux Etats-Unis au cours des vingt-cinq années précédentes. L'administration Reagan fut forcée d'user de tactiques clandestines plutôt que d'utiliser l'agression directe comme Kennedy avait pu en mener contre le Viêt-nam, et cela principalement pour calmer la population intérieure. Aussitôt

que Reagan eût indiqué qu'il pourrait tenter de recourir à l'intervention directe en Amérique centrale, de fortes réactions se firent entendre dans tout le pays, allant d'un flot massif de lettres à des manifestations et à l'engagement de groupes religieux ; les gens commencèrent à sortir d'on ne sait où pour protester partout. Et l'administration recula immédiatement.

De même, le budget militaire de Reagan dut diminuer dès 1985. Il explosa bien, comme prévu par les projections de l'administration Carter, mais ensuite il diminua jusqu'à peu près ce qu'il aurait été si Carter était resté au pouvoir.[6] Pourquoi cela se passa-t-il ainsi ? En partie à cause des problèmes fiscaux qui apparurent après quatre années de dépenses déficitaires catastrophiques de Reagan, mais en partie aussi parce qu'il y avait simplement une importante dissidence intérieure.

Et aujourd'hui, cette dissidence est en quelque sorte irrépressible. Le fait qu'elle n'ait pas de centre, pas de source, pas de structure organisationnelle, suscite aussi bien des avantages que des inconvénients. Les inconvénients sont que les gens ont l'impression d'être seuls, parce qu'on ne voit pas les choses bouger dans la rue. Et il est possible de maintenir l'illusion qu'il n'y a pas de militantisme, parce qu'il ne se passe rien de très visible, comme d'énormes manifestations par exemple ; il y en a bien de temps en temps, mais pas tout le temps. Toutes sortes de choses peuvent s'organiser en parallèle, mais cela ne permet pas au militantisme de s'entretenir et de se développer vu l'absence de communications entre ces initiatives. Tout cela sont des faiblesses. D'un autre côté, la force du militantisme est qu'il est très difficile à écraser, parce qu'il n'y a rien de concret à briser : si une chose est éliminée, une autre apparaît pour la remplacer.

Ainsi, en considérant le long terme, je ne crois pas qu'il soit vrai que les gens sont devenus plus passifs, plus amor-

phes, plus endoctrinés etc. En fait, ce serait même plutôt le contraire. Sans doute n'est-ce en réalité ni plus ni moins.

On peut le constater de multiples façons. L'opposition publique aux politiques de l'administration Reagan a continué de croître, elle a toujours été très importante et elle a augmenté tout au long des années 1980.[7] Ou, si vous prenez les médias, il y a eu de légers changements, il y a davantage d'ouverture. Il est plus facile pour les dissidents d'avoir accès aux médias aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Ce n'est *pas facile,* c'est peut-être 0,2 pour cent au lieu de 0,1 pour cent, mais cela fait une différence. Et en fait, il y a même maintenant des gens à l'intérieur des institutions qui sont venus de la culture et des expériences des années 1960 et qui ont trouvé le chemin des médias, des universités, des maisons d'édition et du système politique dans une certaine mesure. Cela a eu son effet aussi.

Ou prenez par exemple la politique des droits de l'Homme de l'administration Carter. En fait, elle ne provenait pas vraiment de l'administration Carter, elle venait du Congrès : c'était les programmes sur les droits de l'Homme du Congrès auxquels l'administration Carter fut forcée de s'adapter, dans une mesure modérée. Cette politique a aussi été maintenue au cours des années 1980 : l'administration Reagan dut également s'y adapter quelque peu. Et elle a eu un effet. Elle est utilisée de façon très cynique et hypocrite, nous savons tout cela, mais cependant, elle a sauvé la vie de beaucoup de gens. Et d'où venaient ces programmes ? Ils venaient, si vous remontez à l'origine, des gosses des années 60 qui devinrent des assistants parlementaires au Congrès et poussèrent à l'élaboration de lois, en s'appuyant sur de multiples pressions populaires pour les aider à réussir. Leurs propositions parvinrent à franchir quelques bureaux du Congrès et aboutirent finalement à des lois.[8] De nouvelles organisations de défense de droits de l'Homme se développèrent en même temps, comme *Human Rights Watch.*

De tout ceci résulta au moins un engagement rhétorique à placer les problèmes de droits humains à l'avant-plan des préoccupations de politique étrangère. Et ce ne fut pas sans effet. C'était cynique, c'était douteux, on peut le montrer. Mais cela a tout de même eu un effet.

Le réseau américain d'Etats mercenaires terroristes

Elle : C'est curieux que vous disiez cela, parce que je n'avais certainement pas cette impression. Le seul problème de droits de l'Homme dont l'administration Reagan semblait se soucier était celui des Juifs soviétiques alors qu'ils ont recommencé à financer la terreur au Guatemala.

Mais remarquez comment ils l'ont fait: ils ont dû le faire en catimini. En fait, il y avait davantage de financement du Guatemala sous Carter que sous Reagan, bien qu'on le sache peu. Voyez-vous, une loi du Congrès de 1977 obligea l'administration Carter à cesser d'envoyer de l'aide militaire au Guatemala et, officiellement, elle s'y résolut. Mais si on examine les comptes du Pentagone, on s'aperçoit que le financement se poursuivit plus ou moins au même niveau jusque vers 1980 ou 1981, grâce à diverses sortes de truquages. On n'en parla jamais dans la presse, mais si vous regardez les comptes, vous verrez que le financement continuait encore à ce moment-là.[9] Finalement, l'administration Reagan dut cesser complètement d'envoyer cette aide. Et ce qu'ils firent en réalité, c'est se tourner vers des Etats mercenaires.

Une des caractéristiques intéressantes des années 1980 est que, dans une large mesure, les Etats-Unis ont dû mener leurs interventions à l'étranger par l'intermédiaire d'Etats mercenaires. Il en existe tout un réseau au service des Etats-Unis.

Israël est le plus important, mais il y a aussi Taiwan, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, les Etats qui sont impliqués dans la Ligue anti-communiste mondiale et les diverses organisations militaires qui unissent les pays de l'hémisphère occidental. Nous en avons eu un aperçu à l'occasion du procès d'Oliver North [Oliver North fut jugé en 1989 pour son rôle dans l'affaire «contra/Iran», l'arrangement illégal du gouvernement américain pour financer les milices de la *contra* nicaraguayenne dans leur guerre contre le gouvernement de gauche du Nicaragua par la vente secrète d'armes à l'Iran], il existe des réseaux terroristes internationaux d'Etats mercenaires. C'est là un phénomène nouveau dans l'histoire du monde et qui va bien au-delà de ce que quiconque a jamais imaginé. D'autres pays engagent des terroristes, mais nous, nous engageons des Etats terroristes. Nous sommes un grand pays puissant! Un élément significatif a surgi du procès North. A ma grande surprise car je ne pensais pas qu'il en sortirait quoi que ce soit. Une chose intéressante a été actée : ce fameux document de 42 pages auquel il fut fait référence.[10] Voyez-vous, le gouvernement ne voulait pas permettre que des documents secrets soient dévoilés, mais il en autorisa un résumé que le juge présenta au jury en disant: «Vous pouvez considérer ceci comme des faits, nous ne le mettons plus en question puisque le gouvernement l'a autorisé. » Cela ne signifie d'ailleurs pas que ce ne soit pas de la désinformation ; cela signifie que c'est là ce que le gouvernement voulait déclarer comme vrai, mais que ce soit la vérité ou non, c'est une autre question. Quoi qu'il en soit, ce document de 42 pages est assez intéressant. Il esquisse un réseau terroriste international massif dirigé par les Etats-Unis. On y trouve la liste des pays impliqués et les façons dont nous les avons impliqués. Dans ce cas-ci, tout y est centré sur la guerre au Nicaragua. Mais il y avait beaucoup d'autres opérations en cours et si on élargissait l'information

pour examiner, disons l'Angola, l'Afghanistan et d'autres, on retrouverait des éléments supplémentaires. Un des acteurs principaux est Israël: les Israéliens ont aidé les Etats-Unis à pénétrer en Afrique noire, ils ont aidé à soutenir le génocide au Guatemala. Lorsque les Etats-Unis ne pouvaient pas s'impliquer eux-mêmes dans les dictatures militaires du cône sud en Amérique latine, Israël l'a fait pour nous.[11] C'est très précieux d'avoir sous la main un tel Etat mercenaire qui soit militairement avancé et technologiquement compétent.

Mais la question est celle-ci : quel besoin y avait-il de développer cet énorme réseau terroriste international ? C'est que le gouvernement américain ne pouvait plus intervenir directement chaque fois qu'il le désirait, de sorte qu'il devait le faire par des voies qui se sont révélées très inefficaces. Il est bien plus efficace de faire ce que Kennedy et Johnson avaient fait : envoyer les Marines purement et simplement. Ça, c'est efficace, c'est une machine à tuer, ce ne sera pas risqué et ça ne fera pas un pli, il n'y a pas besoin de le faire en cachette. Donc, oui, vous avez raison : l'administration Reagan a en effet soutenu le Guatemala, mais indirectement. Ils ont dû y impliquer des conseillers israéliens et des agents contre-révolutionnaires taiwanais.

Prenons un exemple, le chef du Renseignement du F.D.N., la principale force *contra* au Nicaragua, qui a fait défection en 1988, un type nommé Horacio Arce* (Voir Noam Chomsky, *Necessary Illusions,* 1989, www.zmag.org/chomskybooks.htm). Cet homme est le plus important transfuge jusqu'ici. Ceci n'a

* Horacio Arce avait fui le Nicaragua avec son père, un major de la Garde nationale de Somoza, le jour même de la victoire sandiniste, le 19 juillet 1979. L'année suivante, il avait été recruté pour les *contras,* sous le nom de guerre de «Mercenario». Il devint le chef des renseignements du F.D.N. en 1985, après que son prédécesseur (Ricado Lau, un personnage douteux) avait été démis et peut-être assassiné. Après sa défection, Arce s'était réfugié à l'ambassade du Mexique à Tegucigalpa (Honduras), d'où il avait ensuite rejoint Mexico City en novembre 1988: c'est là qu'il fut interviewé. Il est ensuite allé s'établir à Managua (Nicaragua) en profitant d'un programme d'amnistie du gouvernement.

bien sûr jamais été rapporté aux Etats-Unis, mais il a été beaucoup interviewé au Mexique.[12] Et il avait des choses à dire, y compris des détails sur son propre entraînement. Il avait été amené illégalement à la base de *l'Air Force* d'Eglin, en Floride, et il a décrit scrupuleusement ce qu'était l'entraînement là-bas et ensuite au San Salvador où il avait été envoyé pour s'entraîner avec les paras. Les instructeurs venaient de partout: il y avait des Espagnols, beaucoup d'Israéliens, des Portoricains, des Cubains, des Taïwanais, des Dominicains, des instructeurs japonais séparés pour les recrues qui étaient des Indiens Misquitos.* C'était une opération de grande envergure et bien entendu, c'était clandestin et totalement illégal. Et c'est mortifère : rien qu'au Guatemala, cent mille personnes peut-être ont été tuées durant les années 1980. Et les mouvements populaires ont été décimés.[13] Mais aussi mortel que ce fût, c'aurait été bien pire sans les restrictions qui ont été imposées par la dissidence intérieure américaine au cours des vingt-cinq ans qui précèdent. Je pense que la question importante est là. Si vous voulez mesurer les réalisations des mouvements populaires ici, vous devez vous demander ce qu'auraient été les faits sans leurs efforts. Cela aurait été comme au Sud Viêt-nam dans les années 1960, quand ce pays a été balayé de la carte -et il pourrait ne jamais s'en remettre. Rappelez-vous, l'Amérique centrale représente pour les Etats-Unis un enjeu bien plus significatif que le Viêt-nam: il y a une tradition historique à la contrôler, c'est notre arrière-cour et le monde des affaires américain veut que ce soit l'équivalent de ce qu'est l'Asie orientale pour le Japon, une région de main-d'œuvre à bas prix à exploiter. Pour autant, l'administration Reagan a été incapable d'intervenir là-bas au niveau où Kennedy l'a fait dans une région d'intérêt marginal pour les

* Les Misquitos sont un peuple amérindien établi sur la côte caraïbe, à cheval sur le Honduras et le Nicaragua.

Etats-Unis, le Viêt-nam. C'est un grand changement, et je pense qu'il doit être attribué principalement à la dissidence intérieure. Après tout, de quoi s'agit-il aux auditions de la commission contra/Iran ? Ce dont il est question, c'est que le gouvernement a dû agir en secret. Et pourquoi le gouvernement s'est-il caché sous terre, pourquoi n'a-t-il pas agi au grand jour ? Il ne le pouvait pas. Il ne le pouvait pas, parce qu'il avait peur de sa propre population. Et ça, c'est significatif. Il est très rare qu'un gouvernement ait dû aller se cacher aussi profondément pour mener ses activités terroristes. C'est une situation inhabituelle; je ne crois même pas qu'il existe de précédent dans l'histoire.

Le renversement de gouvernements du tiers monde

Elle : le coup d'état contre Allende au Chili, ne s'est pas fait au grand jour. [Le président chilien Salvador Allende a été renversé par un coup d'état monté par la C.I.A. en 1973.]
L'affaire Allende était secrète, c'est vrai, mais c'était une affaire unique en son genre. Et même ici, il faut remarquer que le style fut différent. Le style classique, c'est comme le côté Iran de l'affaire contra/Iran. La technique traditionnelle pour renverser un gouvernement est d'armer ses militaires. C'est la méthode standard, pour des raisons évidentes. Vous voulez renverser un gouvernement, qui va le faire pour vous ? Les militaires, bien entendu, ce sont eux les gars qui renversent les gouvernements ! C'est d'abord là que se trouve la raison de fournir de l'aide militaire et de l'entraînement partout dans le monde : pour garder des contacts avec «nos » hommes là où ça compte, c'est-à-dire dans l'armée.

Si vous lisez les documents secrets américains, tout cela est raconté très ouvertement. Par exemple, il y a un échange de courriers de 1965, maintenant rendu public, entre Robert McNamara [secrétaire d'Etat à la Défense] et McGeorge Bundy [assistant spécial du président pour les Affaires de Sécurité nationale] qui comporte une discussion détaillée sur l'Amérique latine, où ils débattent du rôle de l'armée dans les sociétés d'Amérique latine : renverser les gouvernements civils si, selon le jugement des militaires, ces gouvernements ne recherchent pas «le bien-être de la nation», qui se trouve être le bien-être des multinationales américaines.[14]

En définitive, si vous voulez renverser un gouvernement, vous armez ses militaires et, bien sûr, vous vous arrangez pour que le gouvernement civil ait peine à fonctionner. C'est ce qui fut fait au Chili : nous avons armé leurs militaires, nous avons essayé de provoquer le chaos économique, et les militaires ont pris le pouvoir.[15] C'est assez classique. C'est presque certainement ce qui s'est passé pour l'Iran dans l'affaire *contra/Iran.* Les envois d'armes à l'armée iranienne n'avaient rien à voir avec un accord secret pour faire libérer les otages américains [retenus par des groupes pro-Iran au Liban au début de 1985] et ils n'avaient rien à voir non plus avec les « surprises d'octobre », à mon avis [il y avait une théorie selon laquelle, durant sa campagne électorale, Reagan avait promis en secret des armes à l'Iran s'il retardait jusqu'après l'élection présidentielle de 1980 la libération d'otages américains qu'il détenait depuis un moment]. Ces envois d'armes répondaient au système classique consistant à armer les militaires de sorte qu'ils puissent mener un coup d'état et restaurer l'ancienne situation, celle qui prévalait sous le Shah. Il y a de très bonnes preuves à l'appui de ceci.[16]

Mais au Chili, c'était une opération simple, classique, clandestine en un sens, mais pas tant que cela. Par exemple, le

fait d'armer les militaires chiliens était complètement public : l'information figurait dans les documents publics et n'a jamais été secrète.[17] Simplement jamais personne aux Etats-Unis ne les lit, parce que les médias et les intellectuels sont trop disciplinés, tandis que les gens ordinaires n'ont pas le temps d'aller lire les documents du Pentagone et de réaliser ce qui s'est passé. C'était donc clandestin dans le sens où personne n'en savait rien, mais l'information était disponible dans des documents publics, il n'y avait rien de caché à ce propos. L'affaire du Chili était en quelque sorte une opération normale de la C.I.A., comme de renverser Sukarno en Indonésie [en 1965, dans un coup d'Etat soutenu par les Etats-Unis]. Il y avait bien quelques parties de l'opération qui étaient clandestines -et il y a des parties qui n'ont pas encore été révélées- mais il ne s'agissait pas vraiment d'actions fort cachées. Et ce n'était en rien comparable aux actions menées en Amérique latine dans les années 1980, qui se situaient tout simplement à une échelle radicalement différente.

Il y a bien eu des opérations clandestines et je ne veux pas suggérer que ce soit nouveau. Il était clandestin de renverser le gouvernement iranien en 1953. Comme le renversement du gouvernement du Guatemala en 1954 était clandestin et le secret fut gardé pendant vingt ans.[20] L'Opération MONGOOSE, qui jusqu'ici gagne le prix de la plus importante opération isolée de terrorisme international au monde, lancée par l'administration Kennedy juste après la Baie des Cochons, était secrète.

Lui: En quoi consistait l'Opération MONGOOSE ?

Juste après que la tentative d'invasion de la Baie des Cochons avait échoué, Kennedy lança une opération terroriste majeure contre Cuba [elle débuta le 30 novembre 1961]. C'était énorme: un budget de 50 millions de dollars par an. Il y avait environ 2 500 employés, dont environ 500 Américains, environ 2 ooo

personnes qu'ils appellent «ressources», vous savez, des exilés cubains ou autres. L'opération a été lancée de Floride et était totalement illégale. Ici, il ne s'agit même pas de parler des lois internationales. Même selon les lois intérieures, c'était illégal. Simplement parce qu'il s'agissait d'une opération de la C.I.A. qui avait lieu en territoire américain, ce qui est complètement illégal.[21] Et c'était du sérieux: il s'agissait de faire sauter des hôtels, de couler des bateaux de pêche, de détruire des installations industrielles, de mettre des bombes dans des avions. C'était une opération terroriste très sérieuse. Nous commençons à bien connaître ce qui concerne les tentatives d'assassinat : il y a eu huit tentatives d'assassinat de Fidel Castro connues.[22] Beaucoup fut révélé lors des audiences de la Commission Church au Sénat en 1975 et d'autres parties ont été découvertes par de bonnes enquêtes journalistiques. Il se peut que l'opération soit toujours en cours (nous découvrons habituellement ces choses quelques années plus tard), mais elle a certainement duré tout au long des années 1970.[23]

Permettez-moi de vous parler juste d'une partie de l'opération. L'Opération MONGOOSE a pratiquement fait exploser le monde. Je ne sais pas combien d'entre vous ont consulté les nouveaux documents sur la crise des missiles de Cuba [confrontation Etats-Unis - Union soviétique en 1962, sur la présence de missiles soviétiques à Cuba] qui ont été rendus publics, mais c'est vraiment intéressant. Il y a eu des rencontres avec des Russes, maintenant il y en a avec des Cubains, et de grandes quantités de documents ont été rendus publics ici en vertu de la loi sur la liberté d'information *(Freedom of Information Act).* On y trouve une image très différente de la crise des missiles de Cuba.

On a découvert que les Russes et les Cubains avaient chacun leur point de vue durant la crise. La vue habituelle présente les Cubains comme des marionnettes des Russes. Eh bien,

rien de tel n'est vrai, il est peut-être commode de le croire, mais ce n'est absolument pas vrai. Les Cubains avaient leurs propres préoccupations : ils craignaient une invasion américaine. Il apparaît maintenant que cette crainte était parfaitement justifiée. Les Etats-Unis avaient des plans d'invasion pour octobre 1962, et la crise des missiles date d'octobre 1962. De fait, des unités navales et terrestres américaines étaient déjà en cours de déploiement pour une invasion, avant le début de la crise des missiles. Cela vient d'être révélé dans des dossiers du *Freedom of Information Act.*[24] Bien entendu, cela a toujours été démenti aux Etats-Unis. Et si vous lisez le livre de McGeorge Bundy sur le système militaire, il dément cette information. Pourtant, les documents sont là pour le démontrer ![25] Les Cubains le savaient, de sorte que c'est probablement ce qui les motivait. Les Russes, de leur côté, s'inquiétaient de l'énorme «fossé des missiles», qui était en réalité en faveur des Américains et non faveur des Soviétiques comme le prétendait Kennedy.[26]

Puis, il y a eu cette fameuse conversation entre Kennedy et Khrouchtchev, au cours de laquelle ils arrivèrent à un accord pour mettre fin à la crise. Un peu plus tard, les Russes essayèrent de reprendre possession de leurs missiles à Cuba, de façon à se conformer à l'arrangement pris avec les Etats-Unis. Mais, voyez-vous, à ce moment les Russes ne contrôlaient pas les missiles : ils étaient entre les mains des Cubains, et les Cubains ne voulaient pas les abandonner parce qu'ils s'inquiétaient toujours d'une plausible invasion américaine. Ainsi, il y eut un désaccord entre Russes et Cubains au début novembre 1962, avec même une réelle confrontation entre forces russes et cubaines pour savoir qui allait avoir le contrôle physique des missiles. C'était un moment très tendu et personne ne savait ce qui allait se passer. Et en plein milieu de tout cela, une des activités de l'Opération MONGOOSE fut

déclenchée. Juste à l'un des moments les plus tendus de la crise des missiles, la CI.A. fit sauter une usine à Cuba et, selon les Cubains, près de 400 personnes furent tuées. Heureusement, les Cubains ne réagirent pas, mais si un acte similaire nous était arrivé à ce moment-là, Kennedy aurait certainement réagi et nous aurions eu une guerre nucléaire. On en est passé très près.

Voici donc une opération terroriste qui aurait pu déclencher un conflit nucléaire et cela ne fut même pas rapporté aux Etats-Unis lorsque l'information a été rendue publique. C'était considéré comme tellement insignifiant. Il n'y a que deux endroits où vous pouvez voir cette information rapportée : une note de bas de page traitant, en fait, d'autre chose dans l'une de ces revues de sécurité nationale, *l'International Security,* et aussi dans un livre assez intéressant écrit par l'un des meilleurs spécialistes du renseignement du *State Department* (Ministère de l'Intérieur), Raymond Garthoff, qui est un homme raisonnable. Dans son livre, *Réélections on thé Cuban Missile Crisis,* il reproduit une partie de ces informations.[27]

D'autres éléments ont été révélés à propos de cette crise et ils sont effrayants. Par exemple, il se trouve que le commandant en chef de l'*U.S. Air Force* à l'époque, le général Thomas Power, sans consulter le gouvernement -en fait sans même *l'informer*- augmenta le niveau d'alerte de sécurité nationale américaine au deuxième plus haut niveau [le 24 octobre 1962]. Il existe une série de niveaux d'alerte pour les forces armées américaines : les «conditions de défense» 1, 2, 3, 4, ou 5. En temps normal, on se trouve au niveau « 5 » : rien ne se passe. Le président peut dire : « Montez à 3 », ce qui signifie, « Faites décoller les bombardiers du *Stratégie Air Command»,* ou: «Montez à 2», ce qui veut dire que l'on est prêt à lancer les missiles. Au niveau «1», on les lance. Le général Power a simplement augmenté le niveau d'alerte de sa propre initiative.

Quand on augmente le niveau d'alerte, il s'agit d'informer les Russes et les autres grandes puissances de ce qu'on fait, parce qu'ils savent qu'il se passe quelque chose: ils peuvent voir ce qu'on fait, ils voient les bombardiers décoller et les navires se déployer. L'intention, d'ailleurs, est que cela se voie. Donc, l'un des plus hauts généraux américains a franchement augmenté le niveau d'alerte de sécurité jusqu'au niveau juste avant celui de la guerre nucléaire, en plein milieu de la crise des missiles, et n'a pas informé Washington: le secrétaire d'Etat à la Défense n'en savait même rien. Le ministre russe de la Défense, lui, le savait, parce que son Renseignement l'avait vu, mais Washington ne savait rien. Et ce général l'a simplement fait, vous imaginez, pour faire un pied de nez aux Russes. Le fait que cela se soit produit a seulement été rendu public fin des années 1980.[28]

Lui : À ce moment-là, les Russes sont-ils aussi passés au niveau supérieur ?

Non, ils n'ont pas réagi. Nous l'aurions vu, s'ils avaient réagi et Kennedy aurait probablement envoyé les missiles. Mais Khrouchtchev n'a pas réagi. En réalité, tout au long de cette période, les Russes ont été très passifs parce qu'ils avaient peur. Les Etats-Unis avaient un avantage militaire énorme. Les militaires américains pensaient qu'il n'y avait pas de vrai problème : ils *voulaient* une guerre, parce qu'ils pensaient balayer les Russes.[29]

Elle : Selon vous, les Etats-Unis ont intentionnellement créé la crise des missiles de Cuba ?

Je ne dis pas exactement cela. Ces événements se sont produits durant la crise, mais nous en sommes arrivés là pour des raisons différentes. C'est arrivé quand les Russes ont installé des missiles à Cuba et que les Etats-Unis ont observé leur arri-

vée et n'ont pas voulu laisser faire ça. Mais bien sûr, il y a un contexte, comme toujours ; et une partie de ce contexte est que les Etats-Unis préparaient une invasion de Cuba à ce moment précis. Les Russes le savaient. Les Cubains le savaient. Les Américains ne le savaient pas : je veux dire que le peuple américain ne le savait pas. Et même une bonne partie du gouvernement américain ne le savait pas. Ce n'est qu'à un niveau très élevé que cela se savait.

Secret gouvernemental

II faut faire ici une remarque à propos du secret gouvernemental. Dans la plupart des cas, le secret gouvernemental n'est pas là pour des raisons de sécurité mais uniquement pour empêcher la population de savoir ce qui se passe. Beaucoup de documents internes secrets sont rendus publics après environ trente ans et si vous examinez cette longue série dans son intégralité, il n'y a virtuellement rien là-dedans qui ait jamais posé de problème lié à la sécurité. Je ne sais pas si Stephen Zunes [un professeur présent dans la salle], qui vient de faire une thèse sur une grande partie de ces documents, serait d'accord, mais mon impression, en lisant les archives secrètes sur un large éventail de sujets, est que l'on n'y trouve virtuellement jamais rien qui ait quelque rapport que ce soit avec la sécurité. La principale intention du secret est seulement de s'assurer que l'ensemble de la population d'ici ne sache pas ce qui se passe.

Stephen Zunes : Je suis tout à fait d'accord.

Vous le savez, je suis au M.I.T. [Massachusets Institute of Technology]. Je parle avec les chercheurs qui travaillent sur

les missiles pour le Pentagone et eux non plus ne voient aucune raison pour ce secret. Par exemple, Stark Draper, qui dirige le grand labo des missiles au M.I.T. et qui a, entre autres, inventé le guidage inertiel, dit publiquement, et il me l'a aussi dit en privé, qu'il ne voit aucune utilité aux classifications de sécurité parce que leur seul effet est d'empêcher les chercheurs américains de communiquer convenablement. Pour lui, on peut prendre le manuel d'instructions pour construire 1es missiles les plus avancés et le donner simplement à la Chine ou à la Russie, ça lui est égal. Il pense simplement qu'ils ne peuvent rien en faire, parce qu'ils n'ont pas le niveau technologique et industriel qui leur permettrait d'en faire quelque chose. Et s'ils avaient ce niveau, ils l'auraient inventé aussi, de sorte qu'on ne leur apprendrait rien. Tout ce qu'on fait, c'est empêcher les scientifiques américains de communiquer.

Quant aux archives diplomatiques secrètes, il est difficile de penser à quoi que ce soit qui ait été rendu public et qui ait jmais été un secret concernant vraiment la sécurité: elles concernent la marginalisation de la population, voilà à quoi servent les secrets gouvernementaux.

Elle : Vous pourriez appliquer cette vue au procès des Rosenberg dans les années 50 : on disait qu'ils avaient mis le monde en danger en vendant des secrets nucléaires aux Russes. [Julius et Ethel Rosenberg ont été exécutés pour trahison par le gouvernement américain en 1953.]

Exactement! L'exécution des Rosenberg n'avait rien à voir avec la sécurité nationale. Cela faisait partie des efforts pour détruire les mouvements politiques issus des années 1930. Si on veut traumatiser les gens, les procès pour trahison sont une méthode extrême : s'il y a des espions qui se baladent parmi nous, alors nous sommes vraiment en danger, nous ferions mieux d'écouter le gouvernement et d'arrêter de réfléchir.

Tout gouvernement a besoin d'effrayer sa population et une façon de le faire est d'envelopper son fonctionnement de mystère. L'idée qu'un gouvernement doit s'envelopper de mystère remonte à Hérodote. Lisez ce dernier, il décrit comment les Mèdes et d'autres ont gagné leur liberté en se battant pour elle et l'ont perdue ensuite lorsque l'institution de la royauté fut inventée pour créer un manteau de mystère autour du pouvoir.[30] Vous voyez, l'idée derrière la royauté est qu'il existe une autre espèce d'individus qui sont au-delà de la norme et que le peuple ne doit pas comprendre. C'est la manière traditionnelle de couvrir et de protéger le pouvoir : on le rend mystérieux et secret, au-dessus de la personne ordinaire. Sinon, pourquoi les gens l'accepteraient-ils ? Ils veulent bien l'accepter parce qu'ils ont peur que quelques grands ennemis soient prêts à les détruire. À cause de cela, ils vont céder leur autorité au seigneur, ou au roi, ou au président ou à n'importe qui, juste pour se protéger. C'est ainsi que fonctionnent les gouvernements, c'est ainsi que fonctionne *n'importe quel* système de pouvoir et le système du secret en fait partie.

La terreur clandestine en est une autre partie : si le public n'est pas prêt à soutenir l'intervention directe et la violence, alors vous devez trouver le moyen d'en garder le secret. C'est pourquoi je pense que, d'une certaine façon, l'échelle des activités clandestines du gouvernement est une assez bonne mesure de la dissidence et du militantisme populaires dans un pays. Les activités clandestines ont explosé durant la période Reagan. Cela vous dit immédiatement quelque chose à propos de la «prise de pouvoir» du peuple: c'est un reflet du pouvoir du peuple que le gouvernement soit obligé d'agir en cachette. C'est véritablement une victoire.

Elle : Ça n'a pas tellement l'air d'une victoire.
Cela dépend de l'angle que vous adoptez. Si vous considérez les 200000 cadavres en Amérique centrale, ça n'a pas tellement l'air d'une victoire. Mais si vous regardez les dix millions de personnes qui sont encore en vie, alors ça a l'air d'une victoire. Vous n'avez pas gagné autant que vous l'auriez voulu, mais vous pourriez avoir perdu bien davantage.

Prenez par exemple le Salvador dans les années 1980. L'intention des politiques américaines était de balayer les organisations populaires et de soutenir un régime de type latino-américain traditionnel qui assurerait un climat économique que nous souhaitons dans la région. Donc, la presse indépendante a été détruite, l'opposition politique a été assassinée, les prêtres et les cadres ouvriers ont été assassinés et les planificateurs américains s'imaginaient qu'ils avaient réglé le problème. Aujourd'hui, nous sommes revenus exactement à la situation antérieure. De nouvelles personnes sont apparues, les organisations se reforment. C'est à un niveau moindre, bien entendu, parce qu'il y a eu tellement de destructions, mais elles sont de nouveau là. Cela ne serait pas arrivé si nous avions envoyé les B-52 et la 82e. Division aéroportée. De sorte qu'il y a une espèce de marge de survie dans le tiers monde qui est liée au degré de dissidence américaine.

Prenez l'ouragan sur le Nicaragua [en octobre 1988]. Ce fut un désastre. Le pays aurait bien pu ne pas survivre. La survie sera rendue possible grâce aux dissidents américains. En effet, une aide fantastique s'est rassemblée pour soulager les victimes de l'ouragan : l'organisation *Questfor Peace,* qui n'a qu'une douzaine de personnes dans un centre jésuite à Hyattsville, dans le Maryland, a rassemblé plusieurs millions de dollars d'aide aux victimes de l'ouragan, toute seule, sans aucuns fonds ni moyens d'action, sans médias, sans rien. Rassembler plusieurs millions de dollars sans moyens n'est

pas facile, essayez à l'occasion. De telles choses peuvent se faire parce qu'il y a une grande partie de la population américaine qui est simplement hors du système : ils ne croient pas ce que le gouvernement leur dit, ils n'acceptent rien. Ils peuvent bien n'avoir aucune organisation, aucun média, rien de tout cela, mais ils sont là. Cela peut fournir une marge de survie dans le tiers monde.

Les médias : une analyse institutionnelle

Lui : Vous avez mentionné que les médias sont très peu ouverts aux dissidents. Depuis quand le gouvernement américain et d'autres puissants groupes d'intérêts du pays ont-ils ainsi pu compter sur les principaux médias pour servir leurs intérêts ?
Eh bien vous savez, je n'ai pas examiné toute l'histoire, mais je crois que c'est à peu près depuis 1775*.

Lui : II y a si longtemps ?
Si vous vous penchez sur la période de la Guerre d'Indépendance, vous verrez que les meneurs tel Thomas Jefferson (qui est considéré comme un grand défenseur de la liberté politique et non sans raison), disaient que les gens devaient être punis s'ils étaient, je cite, «des traîtres en pensée mais non dans les actes». Cela signifie qu'ils devaient être punis s'ils *disaient* des choses déloyales, et même s'ils *pensaient* des choses déloyales. Durant la Guerre d'Indépendance, il y eut une violente répression de l'opinion dissidente.[31]

Cette situation perdure. Aujourd'hui, les méthodes sont différentes : ce n'est pas la menace physique qui assure que

* 1775 marque le début de la Révolution américaine et de la Guerre d'Indépendance, partie du Massachusetts, et qui aboutira à la Déclaration d'Indépendance, le 4 juillet 1776.

les médias vont présenter les choses dans un cadre servant les intérêts des institutions dominantes. Les mécanismes sont aujourd'hui beaucoup plus subtils. Néanmoins, il existe un système complexe de filtres dans les médias et dans le système éducatif qui finit par assurer que les perspectives dissidentes sont éliminées, ou marginalisées d'une façon ou d'une autre. Et le résultat final est en réalité très semblable : ce que l'on appelle des opinions « de gauche » ou « de droite » dans les médias représente seulement les limites d'un spectre de débat qui reflète la gamme de besoins des pouvoirs prives, mais il n'y a essentiellement rien au-delà de ces positions «acceptables».

Ainsi, ce que font effectivement les médias, c'est prendre l'ensemble des postulats qui expriment les idées fondamentales du système de propagande, que ce soit à propos de la Guerre Froide ou du système économique ou de «l'intérêt national», et de présenter alors un espace de débat *à l'intérieur de* ce cadre : ainsi le débat ne fait qu'augmenter la force des postulats, en les incrustant dans l'esprit des gens comme s'ils constituaient le spectre tout entier des opinions possibles. Alors, vous voyez, dans notre système, ce que vous pourriez appeler «la propagande d'Etat» n'est pas exprimée comme telle, comme ce serait le cas dans une société totalitaire : mais elle est plutôt implicite, présupposée, elle fournit le cadre des débats qui sont admis dans la discussion dominante.

En fait, la nature du système occidental d'endoctrinement n'est typiquement pas comprise par les dictateurs : ils ne comprennent pas à quoi sert un «débat critique» qui incorpore les postulats des doctrines officielles et qui, du coup, marginalise et élimine toute discussion critique authentique et rationnelle. Avec ce qu'on a parfois appelé «le lavage de cerveau en liberté», les critiques, ou au moins les «critiques responsables », apportent une contribution majeure à la cause

en enfermant le débat dans des limites acceptables : c'est pourquoi ils sont tolérés et, en fait, même honorés.

Lui : Que sont exactement ces «filtres» qui créent cette situation, comment peut-il se faire que les positions vraiment originales soient éliminées des médias ?

D'abord, il y a différentes strates et différents composants dans les médias américains : le *National Enquirer* que vous trouvez dans un supermarché n'est pas comparable au *Washington Post,* par exemple. Mais si vous voulez parler de la présentation des nouvelles et des informations, la structure de base est ce qu'on appelle parfois les médias «qui fixent l'agenda » : il y a un certain nombre de médias principaux qui finissent par installer un cadre de base auquel des médias de moindre importance doivent plus ou moins s'adapter. Les plus grands médias ont les ressources essentielles et les plus petits médias répartis dans le pays sont bien obligés d'adopter le cadre présenté par les grands et de s'y conformer. Parce que si les journaux de Pittsburgh ou de Sait Lake City veulent s'informer sur, disons, l'Angola, très peu d'entre eux pourront se permettre d'envoyer leurs propres correspondants, d'avoir leurs propres analystes.[32]

Ensuite, ces grands médias ont en commun certains traits fondamentaux. Tout d'abord, les institutions qui fixent l'agenda sont de grandes sociétés. En fait, ce sont des méga-sociétés, très rentables, et, pour la plupart, elles sont aussi rattachées à des conglomérats encore plus importants.[33] Et comme les autres sociétés, elles ont un produit à vendre et un marché où elles veulent le vendre : le produit, ce sont leurs lecteurs, et le marché, ce sont les annonceurs. Donc, la structure économique d'un journal est de vendre des lecteurs à d'autres entreprises. Voyez-vous, ils n'essaient pas vraiment de vendre des journaux à des gens : en fait, très souvent, un journal qui connaît

des problèmes financiers va essayer de diminuer sa diffusion ri d'avoir un lectorat de plus haut niveau, parce que cela augmente les tarifs de la publicité.[34] Donc, ils vendent un public à d'autres entreprises, et les médias qui «fixent l'agenda», comme le *New York Times,* le *Washington Post* ou le *Wall Street journal,* vendent en fait des audiences d'élites très privilégiées aux autres entreprises. En grande majorité, leurs lecteurs sont membres de ce qu'on appelle la « classe dirigeante », celle qui prend les décisions dans notre société.

Imaginez que vous êtes un Martien intelligent qui observe ce système. Ce que vous voyez, ce sont de grandes entreprises qui vendent des lecteurs relativement privilégiés des classes dirigeantes à d'autres entreprises. Maintenant, demandez-vous quelle image du monde on doit s'attendre à voir sortir de cet arrangement ? Une réponse plausible est : une image qui met en avant les points de vue et les perspectives politiques qui satisfont les besoins, les intérêts et les vues des acheteurs, des vendeurs et du marché. Il serait bien étonnant que cela ne soit pas le cas. Je n'appelle pas ceci une «théorie» ou quoi que ce soit de ce genre, il s'agit juste d'une observation. Ce que Ed Herman et moi-même avons appelé le « Modèle de propagande» dans notre livre sur les médias *[Manufacturing Consent*}* est en fait juste une sorte de truisme : il dit seulement que l'on s'attend à ce que les institutions travaillent dans leur propre intérêt, parce qu'autrement elles ne pourraient pas fonctionner bien longtemps. Je pense donc que le « Modèle de propagande » n'est principalement utile que comme un outil pour nous aider à penser les médias. Ce n'est vraiment rien de plus profond que cela.[35]

* N. Chomsky et E. Herman: *La Fabrique de l'Opinion publique - La Politique économique des médias américains,* Le Serpent à plumes, 2003.

Mise à l'épreuve du «Modèle de propagande»

Elle : Pourriez-vous nous donner une indication sur la façon dont vous avez utilisé cet outil ?

Nous avons essentiellement mis en contraste deux modèles : comment les médias *devraient fonctionner et* comment *ils fonctionnent.* Le premier modèle est celui qui est plus ou moins conventionnel : c'est ce à quoi le *New York Times* se référait dans une critique de livre sous le terme de «rôle traditionnel jeffersonien des médias comme contrepoids au gouvernement». En d'autres mots, une presse querelleuse, obstinée, omniprésente, que ceux qui sont aux commandes sont bien obligés de tolérer, et dont le but est de préserver le droit de savoir des gens et d'aider la population à exercer un contrôle pertinent sur le processus politique.[36] C'est la conception standard des médias aux Etats-Unis et c'est ce que la plupart des gens dans les médias eux-mêmes considèrent comme acquis. L'autre modèle envisage que les médias présentent une image du monde qui défend et inculque les agendas économique, social et politique des groupes privilégiés qui dominent l'économie intérieure et qui, par conséquent, contrôlent largement aussi le gouvernement. Selon ce « Modèle de propagande», les médias servent leur but social par des moyens tels que la façon dont ils sélectionnent les thèmes, distribuent leurs inquiétudes, cadrent les sujets, filtrent les informations, centrent leurs analyses, par l'emphase, le ton et toute une gamme d'autres techniques semblables.

Maintenant, je devrais faire remarquer que rien de tout ceci ne prétend dire que les médias seront toujours et à tout moment d'accord avec la politique de l'Etat. Comme le contrôle du gouvernement se déplace dé-ci dé-là entre divers groupes

de l'élite de notre société, quel que soit le segment du monde des affaires qui puisse contrôler le gouvernement à un moment donné, il ne reflète qu'une partie du spectre politique de l'élite, à l'intérieur duquel il y a parfois des désaccord tactiques. Ce que le «Modèle de propagande» prédit en réalité, c'est que l'intégralité de cette gamme de perspectives élitaires sera reflétée dans les médias. Et en réalité, il n'y aura essentiellement rien qui aille au-delà.

Comment prouver cela ? C'est un sujet vaste et complexe, mais permettez-moi de souligner seulement quatre observations de base pour commencer, et puis nous pourrons aller plus en détail si vous le souhaitez. Le premier point est le suivant : le « Modèle de propagande » a en réalité une bonne quantité de défenseurs d'élite. Il existe une tradition très significative parmi l'élite des penseurs démocratiques occidentaux qui soutient que les médias, et la classe intellectuelle en général, *devraient* remplir une fonction de propagande. Le but ? Marginaliser l'ensemble de la population en contrôlant ce qu'on appelle « l'opinion publique ».[37] Cette idée a probablement été le thème dominant de la pensée démocratique anglo-américaine durant plus de trois cents ans et elle est toujours d'actualité. On peut faire remonter cette réflexion jusqu'à la première grande révolution populaire démocratique en Occident, la Guerre civile anglaise dans les années 1640 [un conflit armé entre les tenants du Roi et ceux du Parlement pour la souveraineté sur l'Angleterre entre 1642 et 1648].

Dans la Guerre civile anglaise, les élites des deux camps -d'un côté l'aristocratie terrienne et la classe montante des marchands, qui appuyaient le Parlement, et de l'autre, les Royalistes qui représentaient des couches dominantes plus traditionnelles - étaient très inquiets d'un ferment populaire qui commençait à se développer. En effet, il y avait des mouvements populaires qui bourgeonnaient et remettaient tout

en question, la relation entre maître et valet, le droit d'autorité lui-même. On trouvait beaucoup de publications radicales, la presse d'imprimerie venait juste d'être inventée, etc. Les élites des deux camps s'inquiétaient beaucoup de voir que l'ensemble de la population commençait soudain à échapper à tout contrôle. Comme ils le disaient, les gens deviennent « si curieux et arrogants qu'ils n'auront jamais l'humilité nécessaire pour se soumettre à une loi civile ».[38] De sorte que le Roi aussi bien que le Parlement perdaient leur capacité de contrainte et ils se devaient de réagir.

La première chose qu'ils tentèrent fut de réintroduire la capacité de contrainte : il y eut d'abord un pouvoir absolutiste, et puis le Roi fut restauré [Charles II retrouva son trône en 1660 après plusieurs années de gouvernement par l'administration militaire d'Oliver Cromwell]. Mais ils ne purent tout rétablir ni retrouver le contrôle total. Une grande part des revendications qui avaient fait l'objet du combat des mouvements populaires commença à se tailler tout doucement un chemin avec le développement de la démocratie politique britannique [notamment en 1689, la monarchie constitutionnelle fut établie et la loi sur les droits des citoyens fut adoptée]. Et depuis lors, chaque fois que des mouvements populaires ont réussi à faire fondre quelque peu le pouvoir, il y a eu parmi les élites occidentales une prise de conscience croissante que si l'on commence à perdre le pouvoir de contrôler le peuple par la force, il faut commencer à contrôler ses pensées. Aux Etats-Unis, cette prise de conscience a atteint son sommet.

Au vingtième siècle, il y a donc un courant de pensée américain majeur -en fait, c'est probablement le courant dominant chez les gens qui réfléchissent à ces thèmes : spécialistes des sciences politiques, journalistes, experts en relations publiques - selon lequel, puisque précisément l'Etat a perdu son pouvoir de coercition, les élites ont besoin d'une propa-

gande plus efficace pour contrôler l'opinion publique. C'était par exemple le point de vue de Walter Lippmann, pour mentionner celui qui est sans doute le doyen des journalistes américains, qui considérait la population comme un «troupeau désorienté » : nous devons nous protéger de « la rage et du piétinement du troupeau désorienté ». Et la façon de le faire, disait Lippmann, c'est par ce qu'il appelait «l'usine à consensus» : si l'on ne peut pas le faire par la force, il faut le faire par «l'usine à consensus» constituée à cet effet.[39]

Déjà dans les années 1920, le principal manuel de l'industrie des relations publiques avait réellement pour titre « *Propaganda*» (en ces temps-là, les gens étaient un peu plus honnêtes). Cela débutait ainsi : la manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est une caractéristique centrale d'un système démocratique. C'est pratiquement dit de la sorte. Ensuite, il précise que c'est la tâche des « minorités intelligentes » de réaliser cette manipulation des attitudes et des opinions des masses.[40] C'est vraiment la doctrine principale de la pensée intellectuelle libérale démocrate moderne : si l'on ne peut plus contrôler le peuple par la force, on a besoin d'un meilleur endoctrinement.[41]

Voilà le premier point à propos du « Modèle de propagande » qui a traditionnellement été soutenu et défendu par une partie substantielle de la tradition intellectuelle des élites. Le deuxième point, que j'ai déjà mentionné, est que le « Modèle de propagande » est en quelque sorte plausible *a priori* : au vu de leur structure institutionnelle, il faut s'attendre à ce que les entreprises de médias *doivent* en effet remplir une fonction de propagande dans une société dominée par les affaires, comme la nôtre. Un troisième point est que le grand public tend en réalité à accepter les caractéristiques de base qui guident prétendument le « Modèle de propagande ». Donc, au contraire de ce que l'on dit d'habitude, si l'on examine les résultats des sondages d'opi-

nion, la plupart des gens pensent que les médias sont trop conformistes et trop serviles à l'égard du pouvoir : c'est bien différent de l'image que les médias ont d'eux-mêmes, mais c'est manifestement l'image que le public se fait d'eux.[42]

A partir de ces trois observations initiales -le plaidoyer des élites, la plausibilité *a priori* et le point de vue du public - on pourrait au moins tirer une conclusion : le « Modèle de propagande » mériterait de faire partie du débat actuel sur le fonctionnement des médias. Pourtant ce n'est pas le cas : le «débat» tourne toujours autour de la question de savoir si les médias sont trop extrêmes dans leurs attaques des bases de l'autorité et leur critique du pouvoir, ou s'ils remplissent simplement leur «rôle jeffersonien traditionnel» de contrôle du pouvoir. Cette autre position, qui dit qu'il n'y a pas de «rôle jeffersonien traditionnel » et que les médias, comme la communauté intellectuelle en général, sont essentiellement inféodés au pouvoir, ne fait jamais partie de la discussion du tout. Et, en réalité, il y a une très bonne raison pour cela : discuter du « Modèle de propagande » serait par le fait même contraire aux intérêts des institutions, et, donc, la discussion est simplement exclue. En fait, le « Modèle de propagande » prédit qu'il ne sera pas discutable dans les médias.

Voilà pour les trois premières observations. La quatrième concerne la validité empirique du « Modèle de propagande », et c'est bien entendu le cœur du sujet. Le « Modèle de propagande» est-il exact dans sa description ? Est-il vrai que les médias remplissent le «rôle jeffersonien traditionnel», ou suivent-ils plutôt le « Modèle de propagande » ?

Pour répondre à cette question par vous-même, vous devez faire beaucoup de recherches et examiner une énorme quantité de documentation sur la question. Mais, juste pour vous donner une idée de comment un petit groupe peut faire cela, d'un point de vue méthodologique, la première façon dont nous

avons mis à l'épreuve le modèle dans *Manufacturing Consent,* c'est de le soumettre à ce qui est vraiment le plus difficile des tests possibles: nous avons laissé ses contradicteurs choisir leur terrain. Si vous ne faites pas cela, un critique peut toujours vous attaquer en disant: «Vous choisissez seulement des exemples qui fonctionnent». Parfait, alors laissez aux adversaires le choix de leur terrain : vous prenez les cas que les gens de l'autre bout du spectre pointent pour montrer que les médias vont trop loin dans leurs attaques de l'autorité, vous prenez les exemples *qu'eux* choisissent pour démontrer *leur* thèse -comme la guerre du Viêt-nam, ou le Watergate, ou d'autres cas de ce genre- et vous examinez ces cas pour voir s'ils suivent le «Modèle de propagande».

C'est donc ce que nous avons d'abord fait : nous avons laissé les contradicteurs choisir leur terrain, en sorte qu'il ne soit pas question d'avoir pris un mauvais échantillon. Et même en laissant à nos adversaires le choix du terrain, on obtient encore une très bonne confirmation du « Modèle de propagande ».

En outre, nous avons analysé sur pièces la gamme des opinions permises dans les médias, simplement pour découvrir ce qu'étaient vraiment les limites de la pensée exprimable dans les médias courants. Nous avons examiné en détail des exemples historiques cruciaux. Nous avons étudié le traitement par les médias de paires d'exemples très proches : l'histoire ne construit pas d'expériences contrôlées pour vous, mais il y a de nombreux événements historiques qui peuvent être plus ou moins appariés et il est alors possible de comparer comment les médias les ont traités. Ainsi, nous avons examiné la couverture médiatique d'atrocités commises par des Etats ennemis et l'avons comparée avec celle d'atrocités qui étaient de la même échelle, mais dont les Etats-Unis étaient responsables. Nous avons comparé la couverture des élections dans des Etats ennemis et dans les Etats clients. Nous avons examiné

le traitement des problèmes de liberté de la presse chez les Etats ennemis officiels et chez les Etats clients. Et il y a beaucoup d'autres thèmes que nous avons également investigués.[43]

Donc, nous avons étudié un grand nombre de cas, de tous les points de vue méthodologiques que nous avons été capables d'imaginer, et tous viennent appuyer le « Modèle de propagande». Aujourd'hui, il existe des milliers de pages de documents du même genre, dans des livres et des articles d'autres auteurs, qui confirment cette thèse. Et, je me risquerais à parier que le « Modèle de propagande » est, en réalité, l'une des thèses les mieux validées des sciences sociales. En fait, il n'existe actuellement aucune mise en cause sérieuse de cette thèse, que je sache.[44] Mais tout cela est non pertinent dans la culture dominante et le fait est que tout cela restera non pertinent, même si le niveau de démonstration devait dépasser de loin tout ce qui s'est vu dans les sciences sociales. En réalité, même si l'on pouvait faire la démonstration au niveau de la physique, cela resterait toujours non pertinent dans les institutions dominantes. Et la raison en est que le « Modèle de propagande » est en fait valide, et qu'il prédit qu'il sera non pertinent -et, en réalité, même *incompréhensible* dans la culture de l'élite- aussi bien démontré qu'il soit. Et cela, parce ce que ce qu'il révèle ébranle des institutions idéologiques très efficaces et utiles. De sorte qu'il les dessert. Il sera donc éliminé.

Les médias et l'opinion de l'élite

Lui : Ne pensez-vous pas qu'il pourrait y avoir un peu de paresse intellectuelle dans cette hypothèse sur laquelle vous construisez votre analyse et selon laquelle «les médias» seraient tel un monolithe ? N'est-il pas un peu hypocrite d'espérer que

les médias diffèrent aussi peu que ce soit du reste de la population américaine pour les opinions qu'ils défendent ?
Les médias *sont* différents de l'ensemble de la population, ils ressemblent beaucoup aux élites américaines.

Lui : Je ne suis pas bien sûr que ce soit vrai, pouvez-vous le démontrer ?
En fait, on peut le démontrer : sur les problèmes principaux, il y a une très nette divergence entre les opinions populaires et celles de l'élite, et les médias reflètent avec constance l'opinion de l'élite. Ainsi, par exemple, sur des sujets comme, disons, le démantèlement des programmes de sécurité sociale, ou les politiques américaines en Amérique centrale dans les années 1980, ou la nature de la guerre du Viêt-nam, les vues exprimées dans les médias ont toujours été très différentes de celles de l'opinion publique, et alignées sur l'opinion de l'élite.[45]

Lui : Mon argument est que ce n'est pas nécessairement une transformation des médias, mais une transformation de la société à laquelle vous êtes confronté. Cela peut être une diversion paresseuse que de parler des médias en tant qu'«ils».
Je pense qu'il faut en effet une transformation de la société pour changer les médias, mais je continue néanmoins à penser qu'il est correct de dire «ils » en parlant des médias.

Lui: Regardez le ternie «médias», il signifie «nous, nous adressant à nous-mêmes».

Les autres : Non, non.

Elle : Vous vous trompez.
Ici, je ne suis vraiment pas d'accord. C'est une bonne question à examiner, mais je ne suis pas d'accord. Après tout, que

sont les médias? Qui sont-ils? Sont-ils «nous»? Prenez *C.B.S.**, ou le *New York Times,* qui sont-ils ? Ils sont parmi les plus importantes sociétés du pays, ils ne sont pas « nous ». Ils ne sont pas plus «nous» que ne l'est *General Motors.*

La question est la suivante : les médias sont-ils un échantillon de l'opinion publique ? Le public a-t-il une certaine gamme de croyances dont les médias seraient juste un échantillon représentatif? Si c'était le cas, les médias seraient en réalité très démocratiques.

Lui: Le seul sondage que j'ai vu à propos des journalistes disait qu'ils sont essentiellement narcissiques et de centre-gauche.
Ce que les gens appellent « de centre-gauche » ne veut rien dire, sinon que ce sont des libéraux classiques et ces derniers sont fortement dans la ligne de l'Etat, et d'habitude dévoués au pouvoir privé.

Lui : Mais s'il n'y a qu'un petit pourcentage de la population américaine qui soient des dissidents actifs, je pense qu'il est injuste d'espérer un pourcentage plus grand dans les médias.
Une fois encore, vous devez examiner cette question de près : je pense qu'il y a de nombreux cas avérés où l'opinion publique et la présentation médiatique ont très nettement divergé. Le public considérait en général les médias bien trop complaisants à l'égard de l'administration Reagan, il pensait qu'il aurait fallu davantage de remise en cause. En fait, le public pensait que les médias étaient trop durs avec Carter, mais trop mous avec Reagan. C'est exactement le contraire de ce que tout le monde dit.

C.B.S. est une des plus grandes chaînes de télévision des Etats-Unis.

Elle: D'où tenez-vous toutes ces informations ?
Des sondages. En réalité, ce sujet est traité dans un livre bien intéressant de Mark Hertsgaard sur la couverture médiatique de l'administration Reagan, *On Bended Knee {À genoux}.*[46]

Lui: Vous avez donné l'exemple du public qui était plus en faveur des programmes de sécurité sociale que les médias : mais, aujourd'hui, dans le Massachusetts, il y a un fort soutien dans l'ensemble de la population au démantèlement de nombreux services sociaux et au refus de nouveaux impôts. Ne reconnaissez-vous pas que ce soutien est plutôt important ces temps-ci ? Non. Si vous demandez aux gens : «Voulez-vous de nouveaux impôts?», ils diront non; mais si vous leur demandez: «Voulez-vous de meilleurs services médicaux ? », ils diront oui.

Lui: Pourtant il n'y a pas eu de forte réaction populaire au budget très austère de l'Etat du Massachusetts qui élimine toute une série de services sociaux.
Mais y a-t-il quelqu'un qui pousse au développement de services sociaux significatifs ? Supposez que quelqu'un ait l'occasion de dire : « Nous voulons que tout le monde au Massachusetts ait accès à des soins médicaux convenables », je parie avec vous que si quelqu'un poussait à cela, il obtiendrait un soutien massif. Mais si on va juste chez les gens en disant: «Voulez-vous de nouveaux impôts ? », bien sûr qu'ils diront non. Si vous avez quelque chose sur le bulletin de vote qui dise : « Faut-il mettre une limite aux impôts sur la richesse ? », la réponse sera : «Bien sûr, pourquoi devrais-je payer davantage?». Mais vous ne posez pas la bonne question. Si vous demandez aux gens : «Voulez-vous que vos rues soient propres? Voulez-vous de bonnes écoles? Voulez-vous des services médicaux?», ils répondront oui. Ainsi, une partie de l'explication du manque de réaction, c'est que personne n'offre de réelles alternatives.

Il est vrai aussi que beaucoup de gens regardent simplement le monde en disant : « Ne me plongez pas dans la confusion avec les faits, c'est trop pénible» ou «Je ne veux rien savoir de la réalité, elle est trop laide ». Ils ne lisent même plus les nouvelles, ils lisent seulement la rubrique «Mode» ou les « Sports ». Cependant, si vous prenez les gens qui font encore attention à ce qui se passe dans le monde, c'est assez frappant : la population a tendance à considérer les médias comme trop conformistes, trop serviles par rapport au pouvoir. C'est exactement le contraire de ce qu'on dit.[47]

Ainsi, regardez par exemple le mouvement pour un moratoire nucléaire. Le moratoire nucléaire n'avait virtuellement aucun soutien dans les médias, ni chez les politiciens ni certainement auprès des entreprises, mais néanmoins, 75 pour cent de la population américaine le soutenaient.[48] Eh bien, ceci ne se reflète certes pas dans l'opinion des rédactions ou dans les éditoriaux des médias. Ou prenez ce qui était certainement le problème le plus discuté des médias dans les années 1980, le Nicaragua. J'ai fait beaucoup d'analyses des articles d'opinion dans les médias nationaux, comme le *Washington Post* et le *New York Times,* et c'est partout pareil, plus de 99 pour cent d'entre eux étaient anti-sandinistes et pensaient que le gouvernement sandiniste devait être éliminé. La seule question était comment le faire: en attaquant avec des forces révolutionnaires, ou autrement? Eh bien, cela ne reflétait pas l'opinion publique. Je veux dire que le plus gros de l'opinion publique pensait que nous devions simplement nous retirer du Nicaragua et les laisser tranquilles. Les gens ne savaient même pas de quel côté nous étions, mais ils pensaient que nous n'avions rien à faire là-bas, donc partons. Cela ne se reflétait pas dans les médias. Et parmi la minorité de la population qui savait vraiment de quel côté nous étions, il y avait une très forte opposition à n'importe quelle méthode de renversement du gouvernement.[49] Mais une telle position était impossible à exprimer dans les médias.

Permettez-moi de vous en donner juste une illustration. Les six premiers mois de 1986 et les six premiers mois de 1987 avaient été les périodes les plus intenses de débat sur le Nicaragua, juste avant que les propositions de loi pour une importante aide aux *contras* n'arrivent au Congrès. Le *New York Times* et le *Washington Post* ne publièrent au cours de ces deux périodes que deux articles qui évoquaient au maximum la *possibilité* de permettre aux Sandinistes de survivre. L'un était de la plume de l'ambassadeur du Nicaragua.[50] L'autre était de Kevin Cahill, un médecin du *Lenox Hill Hospital* de New York, un spécialiste des maladies tropicales qui avait beaucoup travaillé dans cette région. Dans son article, il disait qu'il n'y avait qu'un seul Etat en Amérique latine où le gouvernement se souciait de la population, c'était le Nicaragua : voici ce qu'ils font, nous devrions les laisser faire.[51] C'était la seule exception, le seul article qui *envisage* seulement cette position, sur pratiquement un an de couverture intensive du sujet dans les deux journaux les plus importants du pays. Ceci ne reflète certainement pas l'opinion populaire. Dans ce cas, cela ne reflète même pas l'opinion des milieux académiques : les médias n'acceptaient pas de contribution des intellectuels d'Amérique latine sur ce sujet, simplement parce qu'ils n'étaient pas d'accord.[52]

Elle : II y a des gens qui ont perdu leur emploi dans les médias pour avoir fait état d'autres points de vue.

Oui, les cas sont fréquents. Ray Bonner est le plus célèbre : c'était un journaliste indépendant que le *New York Times* publiait et qui a fait l'erreur de rapporter ce qui se passait depuis un an au Salvador. Il fut renvoyé à la section « Métropole » ou quelque chose comme cela, puis il est simplement parti.[53] Et il y a de nombreux autres journalistes qui ont fini par quitter leur poste : Sy Hersh,

par exemple, qui est parti du *New York Times* parce qu'on ne le laissait pas préparer le genre d'articles qu'il voulait faire.

Vous voyez, un de mes bons amis est l'un des sept ou huit rédacteurs principaux d'un grand journal américain et il est très opposé aux politiques américaines à l'égard de l'Amérique centrale, de la course aux armements et aussi de plusieurs autres sujets. Il essaie de composer des éditoriaux qui permettent de jeter à peine un coup d'oeil sous la barrière idéologique mais qui donnent une petite indication sur quelques-unes des choses qu'il voudrait que les gens voient : eh bien, il doit peser très soigneusement ce qui pourra passer.

Elle: Mais n'est-ce pas ce qu'on disait ici ?
Non, cette barrière idéologique reflète l'opinion de *l'élite;* ce n'est pas le *public* qui soulève des objections. Ce n'est pas le public qui va protester si un rédacteur en chef écrit ce genre d'idées ; en fait, ce gars vit dans une ville libérale où le public applaudira -c'est à Boston.

Elle : Alors, pourquoi cette barrière ?
Eh bien, j'ai un jour demandé à un autre rédacteur en chef que je connais au *Boston Globe* pourquoi leur couverture du conflit israélo-palestinien était si horrible (elle l'est). Il a juste ri et m'a dit: «Combien d'annonceurs arabes pensez-vous que nous ayons ? ». La conversation s'est arrêtée là.

Lui : Ce n'est pas vrai, ou alors il plaisantait.
C'est vrai et il ne plaisantait pas. Ce n'était pas une blague.

Lui: Le rédacteur en chef ne fait pas attention à la publicité, il se fiche de la publicité.
Vous voulez rire ? S'il se fiche de la publicité, il ne sera plus rédacteur en chef pour longtemps.

Lui : Vous dites que les décisions éditoriales du «Globe» sont basées sur le fait d'essayer d'empêcher les revenus de la publicité de-quoi?
De disparaître. Cela signifie que les commerçants ne placeraient plus de publicités et que le *Globe* coulerait.

Lui : Mais le Globe a un marché captif.
Pas du tout.

Lui : Que vont-ils faire, passer les annonces dans le «Herald» [le second journal de Boston] ?
Absolument.

Lui : Je crois que c'est vraiment simpliste, je le crois vraiment.
C'est réellement arrivé, c'est même arrivé plusieurs fois. La plupart du temps, ça n'arrive jamais, parce que les journaux ne dévient jamais. Mais en 1976 ou 1977, les revenus d'annonces et la cote en bourse du *New York Times* ont commencé à faiblir très légèrement. Il y a eu immédiatement des articles là-dessus dans le *Wall Street Journal* et dans *Business Week,* indiquant ce qui n'allait pas : *Business Week* a en fait dit que si le *New York Times* ne comprenait pas qu'il était une affaire commerciale, il n'en aurait plus pour bien longtemps.[54]

Ce qui se passait, c'est que le *Times* avait pris une position éditoriale soutenant modérément une proposition de taxe de l'Etat de New York à laquelle le monde des affaires s'opposait, et ses annonces ont commencé à diminuer un peu, la cote boursière a commencé à décroître très légèrement. Et le *Times* a alors changé toute son équipe éditoriale : John Oakes s'en alla, les rédacteurs libéraux s'en allèrent et tout un paquet de nouvelles têtes arrivèrent. Tout ce qu'il avait fallu, c'est une légère chute du cours. Maintenant, dans ce cas-ci, il s'agissait d'une diminution si minime que vous auriez besoin d'un micro-

scope pour la voir : supposez qu'il y ait eu une diminution importante, que serait-il arrivé à leur cote ?

Dans les pays qui ont une gamme de politiques démocratiques plus large que nous, où il y a un vrai risque qu'un parti politique puisse imposer des politiques différentes, cela se passe tout le temps.

Lui : J'imagine que je ne sais pas comment ça se passe dans un grand journal. J'ai une large autonomie en tant que journaliste pour un petit journal local.
Un petit journal local, c'est autre chose. Mais supposez que vous commenciez à faire des choses qui nuisent aux intérêts des commerces locaux : je pense que vous découvrirez qu'il n'est pas facile de continuer. Vous pouvez probablement faire du bon journalisme sur les affaires internationales si vous voulez, simplement parce qu'on ne s'en soucie pas beaucoup dans un journal de petite ville.

Lui: Je ne sais pas, je ne prends pas ces intérêts en compte du tout. Je suis en charge des affaires pour ma zone et je peux faire ce que je veux.
Vous *croyez* que vous pouvez faire ce que vous voulez ; voyez-vous, Tom Wicker, au *New York Times,* pense qu'il fait ce qu'il veut, lui aussi et il a raison. Mais ce qu'il veut, c'est ce que le pouvoir veut.

Lui : J'ai simplement suivi mon instinct et je n'ai jamais eu de problème.
Avez-vous jamais fait quelque chose qui ait provoqué un tollé dans le monde des affaires ?

Lui : Peut-être.
Mais c'est la question : je pense que si c'était le cas, vous en auriez entendu parler. Je veux dire que si vous dévoilez la corruption, alors c'est parfait...

Les filtres de la presse

Elle: S'agit-il d'un effort conscient de la part de la presse, ou diriez-vous plutôt que cela se joue sur l'économique parce qu'ils veulent vendre des journaux et que le public va les acheter ?
Cela n'a rien à voir avec le public.

Elle: Les annonceurs ?
Parfaitement, les annonceurs. La presse ne gagne pas d'argent sur les gens qui achètent les journaux, ils en perdent.[55] Mais la presse est une affaire commerciale : la grande presse a d'énormes intérêts économiques, tandis que la presse de moindre envergure a plutôt des intérêts commerciaux locaux, mais dans un cas comme dans l'autre, la presse est maintenue en vie par d'autres entreprises, via la publicité.

Lui: L'une des activités commerciales les plus importantes par ici, c'est le développement, or je présente continuellement les deux points de vue aussi opposés que les questions d'environnement face aux questions de développement.
Et le monde des affaires s'empare des deux points de vue, il est des deux côtés à la fois, comme dans cette région, où maintenir le tourisme est très important pour eux et cela signifie maintenir l'environnement. Vous savez, les gens riches qui viennent de New York pour s'installer ici veulent aussi maintenir l'environnement. Ainsi, vous avez des intérêts très puissants, privilégiés, «de l'autre côté» de la question du développement. Vous avez pris un sujet sur lequel le monde des affaires est partagé et c'est pourquoi la presse présente «les deux côtés». Mais, essayez de commencer à faire quelque chose qui mine *tous* les intérêts économiques, vous découvrirez vite que vous n'êtes plus journaliste. Je veux dire qu'ils

pourraient vous garder comme un non-conformiste, juste pour s'amuser, mais si jamais vous atteignez le point où vous influencez les attitudes des gens à propos de la politique publique ou du pouvoir, vous ne resterez pas. Et c'est exactement pour cela que les gens qui disent ces choses ne restent pas.

Lui: J'ai posé cette question au président de la Chambre de commerce : « La croissance économique est-elle vraiment désirable ?». C'est une question radicale et j'ai reçu une réponse. Mais ce n'est pas une question radicale ici, parce qu'empêcher la croissance économique aide les intérêts des affaires dans cette région. Il se fait que vous êtes dans une position particulière sur cette question. Suggérez une redistribution des revenus, une augmentation des impôts sur les sociétés pour alimenter les services sociaux. Essayez cela.

Elle : Mais ce n'est pas du journalisme, cela.
Pourquoi pas ? Il a dit «les deux points de vue». C'est un des deux points de vue.

L'une des choses qu'Edward Herman et moi avons faites dans *Manufacturing Consent,* est d'examiner les sources que les journalistes utilisent. Dans une partie que j'ai écrite, je discutais de l'Amérique centrale et j'ai donc lu cinquante articles, commençant en 1987, de Stephen Kinzer du *New York Times,* et je me suis simplement demandé : de qui a-t-il essayé d'obtenir l'opinion ? Eh bien, il apparaît que pour ces cinquante articles, il n'a pas parlé avec une seule personne au Nicaragua qui soit pro-sandiniste. Or il y avait sûrement quelqu'un, vous savez, la mère d'Ortega par exemple, *quelqu'un* devait être pro-sandiniste. Et bien non, tous ceux qu'il cite sont anti-sandinistes. [Daniel Ortega était le président sandiniste.]

Bon, il y a des sondages, dont le *Times* n'a pas dit un mot, qui montrent que tous les partis d'opposition au Nicaragua avaient ensemble le soutien de 9 pour cent seulement de la population. Mais ils ont 100 pour cent selon Stephen Kinzer: toutes les personnes qu'il a trouvées soutiennent les partis d'opposition et ils sont 9 pour cent de la population. C'est dans cinquante articles.[56]

Lui : Je pense que votre accusation de roublardise est à nouveau simpliste. Par exemple, j'ai lu l'article que vous avez écrit pour « The Progressive » à propos de la dépendance des journalistes par rapport aux sources gouvernementales: c'est vraiment Important, on doit avoir des données économiques, on doit développer des sources à long terme, on ne peut pas obtenir l'information autrement.[57] Pourquoi avez-vous une si mauvaise opinion du lectorat, au point de penser qu'ils ne vont pas comprendre la nuance ? C'est peut-être dans le cinquième ou sixième paragraphe, mais on peut y trouver l'opinion du journaliste lui-même.
Je ne comprends pas ce que vous dites. Ce que je dis, c'est que si vous regardez les sources que les journalistes choisissent, ce ne sont pas des sources expertes, ce sont des sources qui représentent des intérêts privés: c'est de la propagande.

Elle : Mais je ne pense pas que les journalistes se disent cela, ils veulent penser qu'ils font un travail honnête.
Bien sûr. Toutefois, l'on peut voir exactement comment cela fonctionne. Supposez qu'en tant que journaliste, vous commenciez à aller voir en dehors des intérêts privés. Vous vous apercevrez, tout d'abord, que le niveau de preuve nécessaire est beaucoup plus élevé. Vous n'avez pas besoin de vérification quand vous allez du côté des intérêts privés: ils se vérifient eux-mêmes. Ainsi, si vous rapportez une atrocité commise

par les guérillas, tout ce dont vous avez besoin, c'est d'un témoin par ouï-dire. Mais parlez de tortures commises par un officier américain, vous aurez besoin d'une bande vidéo. Et c'est pareil pour n'importe quel sujet.

Je m'explique, si un journaliste cite un «haut fonctionnaire du gouvernement américain» anonyme, cela suffit comme preuve. Que se passe-t-il s'il doit citer quelque dissident ou quelque officiel d'un gouvernement étranger ennemi ? Eh bien, le journaliste doit commencer à creuser, à cadenasser son enquête, il doit disposer de montagnes de preuves, s'attendre à ramasser une tonne d'attachés de presse et peut-être perdre son emploi, etc. Avec des contraintes de cet ordre, il est très facile de prévoir de quel côté il ira. Et les journalistes choisissent généralement la voie de la facilité.

Elle : Diriez-vous de cette analyse des médias que c'est une «théorie de la conspiration» ?

C'est précisément le contraire d'une théorie de la conspiration : en réalité, cette analyse tend généralement à minimiser le rôle des individus, ils ne sont que des pièces interchangeables.

La structure du capitalisme repose en partie sur le fait que les acteurs essaient d'augmenter leur profit et leurs parts de marché : s'ils ne font pas cela, ils ne seront plus acteurs. Tout économiste sait cela : ce n'est pas une théorie de la conspiration que de le faire observer, c'est juste considéré comme un fait institutionnel convenu. Si quelqu'un disait : « Oh non, c'est une théorie de la conspiration», les gens riraient. Nous avons discuté uniquement des facteurs institutionnels qui posent les limites du journalisme et de son interprétation dans les institutions idéologiques. C'est le contraire d'une théorie de la conspiration, c'est seulement une analyse institutionnelle normale, le genre d'analyse que vous faites automatiquement quand vous essayez de comprendre comment fonctionne le

monde. Que les gens appellent ça «théorie de la conspiration» fait partie de l'effort pour empêcher une compréhension du fonctionnement du monde. À mon avis, «théorie de la conspiration » est devenu l'équivalent intellectuel d'un mot de cinq lettres. C'est quelque chose que les gens disent quand ils ne veulent pas que vous réfléchissiez à ce qui se passe vraiment.

Lui : D'après vous, quel rôle joue la presse alternative dans ce « Modèle de propagande» ?

Cela varie. Je pense que dans une certaine mesure les médias alternatifs jouent un rôle à *l'intérieur* du «Modèle de propagande». Ainsi, une bonne partie de ce qu'on appelle «les médias alternatifs» aux Etats-Unis n'est en réalité qu'une sorte de commercialisation de l'excentricité. Par exemple, c'est vrai à 95% pour *Village Voice,* ou peut-être même 99%. Je considère cela comme juste une autre technique de marginalisation du public : c'est une sorte de nouvelle version du *National Enquirer,* simplement pour un public différent.

Cependant, dans une mesure significative, les médias alternatifs jouent un rôle très constructif. Souvent, ils présentent aux gens une vue alternative du monde et cela fait une différence. Par exemple, je voyage à travers tout le pays pour donner des conférences et j'ai remarqué que là où des radios libres autogérées émettent, il y a vraiment une ambiance différente dans la communauté : il y a un lieu où les gens peuvent aller, trouver un point d'ancrage, découvrir ce qui se passe, écouter d'autres personnes, apporter leur contribution, et construire une conception différente du monde et de son fonctionnement, et tout cela de façon continue. On sent tout de suite s'il se passe quelque chose comme cela et on sent aussi si rien ne se passe. Les journaux politiques alternatifs, c'est pareil.

Mais notez bien que tout ce qui est alternatif manque de ressources et de diffusion, comme les alternatives à la produc-

tion automobile : on peut le faire, mais cela sera extrêmement difficile. Ainsi, je ne connais pas les détails, mais j'imagine que si vous comparez les ressources derrière, disons F.A.I.R. *[Faimess and Accuracy In Reporting* {Intégrité et Exactitude du Journalisme}, un groupe de surveillance des médias, de gauche] et A.I.M. *[Accuracy In Media* {Exactitude dans les Médias}, de droite], vous arriverez à une très bonne estimation de ce dont il s'agit.[58] Et il n'est que naturel que des intérêts privés ne veuillent pas soutenir vraiment des structures alternatives : pourquoi une institution fonctionnerait-elle de façon à se miner elle-même ? Bien entendu, cela n'arrivera pas.

Elle : A la télévision publique, il y a pourtant eu une série d'émissions sur des activités clandestines liées à la bombe atomique et elles ont apporté beaucoup d'informations qui semblaient aller à l'encontre de ces puissants intérêts; c'était très inhabituel, le genre de choses qu'on ne voit jamais. Quel en est le but, d'après vous ?
J'étais extrêmement surprise par la franchise de ce qui était dit: ils ont mentionné l'Opération MONGOOSE, les tentatives d'assassinat de Castro, les connexions entre les Kennedy et la Mafia ; ils ont parlé des Américains qui avaient recruté quelques-uns des pires nazis pour travailler pour nous à la fin de la Seconde Guerre mondiale.[59] Je suis curieuse de savoir pourquoi ces sortes de choses sortent maintenant: pourquoi cela arrive-t-il à ce moment-ci et dans un tel forum public ? Vous parliez précédemment de choses qui parfois se glissent par les fissures, mais ceci est plus que se glisser par les fissures. Est-ce vraiment le cas ? Combien de gens ont-ils vu cela ? Voyez-vous, ce sont des gens qui sont attentifs à ce genre d'émissions et ce sont plutôt des militants. Ce n'est pas la première fois que c'est arrivé : beaucoup de ces informations ont déjà paru dans les médias en 1975. Il serait donc intéressant de savoir

exactement pourquoi cela sort maintenant. Il y a des réponses qui viennent immédiatement à l'esprit.

La première série de révélations est arrivée en 1975, juste après le Watergate. La deuxième série, c'est dans le contexte de l'après affaire contra/Iran. Il est très typique qu'après des scandales gouvernementaux comme celui-ci, il y ait dans les médias une période de relative franchise, mais qui s'arrête ensuite. Il y a en réalité de très nombreux journalistes qui sont bien conscients de ce fait et qui attendent les scandales gouvernementaux pour essayer de glisser des reportages dont ils savent qu'ils n'auraient pas pu les publier en d'autres temps. Je peux vous en donner des exemples, si vous le voulez. Et la raison pour laquelle cela va se produire est évidente : il y a un scandale, donc les institutions veulent se légitimer, il y a de la pression populaire, donc les journalistes qui veulent écrire sur ce genre de choses ont une petite ouverture pour le faire. C'est peut-être la raison.

D'ailleurs, il y aura quelques révélations de plus dans les médias, lors de l'émission *Frontline,* qui, si *P.B.S.** la passe, sera très intéressante. Il y a une partie sur le Moyen-Orient par Leslie et Andrew Cockburn, et d'après ce que j'ai entendu, c'est extrêmement bien fait. Donc ce n'est pas que ces systèmes soient complètement fermés aux dissidents, il y a des possibilités, même sur les télévisions commerciales. Par exemple, quand Leslie Cockburn travaillait à *C.B.S.,* elle a pu révéler des informations réellement importantes à propos de l'implication du gouvernement américain dans le trafic de drogue via les *contras.* Je ne sais pas si certains d'entre vous ont vu cela, mais c'était dans un programme du réseau national, *West 57th:* des dizaines de millions de gens ont regardé des pilotes américains emprisonnés témoigner qu'ils avaient volé,

* P.B.S. *(Public Broadcasting Services)* est une chaîne de télévision américaine, privée mais sans but lucratif. Elle est la propriété conjointe de stations de télévision publique du pays.

la carlingue remplie d'armes, jusque chez les *contras* et qu'ils étaient revenus avec leurs avions chargés de cocaïne, qu'ils avaient atterri sur la base de *l'Air Force* de Homestead en Floride, guidés par radar, et que des camions étaient alors arrivés pour décharger la drogue et l'emmener, tout ça au beau milieu d'une base de *l'Air Force.* C'est passé sur *C.B.S.*[60]

Donc il existe des occasions pour le journalisme d'investigation et il y a des journalistes qui les cherchent et les trouvent. En réalité, certains des meilleurs journalistes d'investigation du pays sont très conscients de la façon dont fonctionne le système et en jouent comme d'un violon, cherchant juste les moments où ils pourront faire passer leurs articles. Certains des plus connus sont même encore plus cyniques que moi à propos des médias, mais ils trouvent des façons de travailler à l'intérieur du système et ils sortent souvent des documents très importants. Ainsi, ces gens mettent en réserve des articles sur lesquels ils ont travaillé, et ils attendent le moment où les choses sont un peu plus détendues et où ils peuvent les placer. Ou alors, ils cherchent le bon rédacteur en chef, ils rédigent très soigneusement leurs arguments en les cadrant bien pour qu'ils passent.

Rappelez-vous, il y a vraiment des valeurs conflictuelles dans ce système, et ces conflits offrent des possibilités. Une des valeurs, c'est rendre service au pouvoir ; une autre est l'intégrité professionnelle. Et les journalistes ne peuvent pas faire leur travail au service du pouvoir avec efficacité s'ils ne savent pas comment travailler avec une certaine intégrité, mais s'ils le savent, ils vont aussi vouloir exercer cette valeur d'intégrité dans d'autres domaines. Il est extrêmement difficile de garder le contrôle de ce conflit de valeurs et donc il y a certainement des choses qui, quelquefois, passent au travers.

De plus, vous le savez, les médias éprouvent généralement le besoin de présenter une image du monde d'une exactitude

acceptable, et cela aussi crée des ouvertures. Ainsi, prenez par exemple le *Wall Street Journal,* le prototype du journal d'affaires : les éditoriaux sont juste des accès de colère comiques, mais la présentation des informations est souvent très intéressante et bien faite. Leur information fait partie des meilleurs reportages du pays, en fait. Et la raison en est assez claire. Dans la page des éditoriaux du *Wall Street Journal,* les rédacteurs peuvent crier et hurler et écumer, personne ne s'en soucie vraiment, mais le monde des affaires a besoin d'une tableau réaliste de ce qui se passe dans le monde pour pouvoir prendre des décisions sensées à propos de leur argent. Eh bien, cela crée aussi des ouvertures et l'on peut souvent s'en servir.

Le point principal n'est donc pas la suppression totale de l'information par les médias : c'est rare, bien que cela existe certainement. Le point principal est la mise en forme de l'histoire, la sélection, l'interprétation qui a lieu. Pour ne donner qu'une illustration, je doute qu'aucun récit ait jamais reçu une couverture aussi fanatique que celui du vol 007 de la *Korean Airlines* abattu par les Russes en 1983 : les faits étaient présentes comme une preuve certaine que les Russes étaient les pires des barbares depuis Attila et que, par conséquent, nous devions installer des missiles en Allemagne, monter d'un cran dans la guerre contre le Nicaragua, et ainsi de suite.

Pour le seul mois de septembre 1983, l'index du *New York Times,* vous savez, cet index très touffu des articles parus dans le *Times,* comportait sept pages entières consacrées à cette affaire. Le *Boston Globe,* libéral, avait, je crois, le premier jour, ses dix premières pages entièrement consacrées à l'affaire et à rien d'autre. Je n'ai pas vérifié, mais je doute que même le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ait été traité aussi abondamment.

Pourtant, d'autres événements se sont produits au milieu de toute cette fureur à propos du vol de la *K.A.L. ;* par exemple,

le *Times* a consacré une centaine de mots, mais pas de commentaires, au fait suivant: l'U.N.I.T.A., que l'on appelle les « combattants de la liberté » en Angola et qui est soutenue par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, s'est attribué le mérite d'avoir abattu un avion civil angolais, faisant 126 tués. Et il n'y avait pas d'ambiguïté dans ce cas-ci : l'avion n'était pas hors de sa route, il n'y avait pas de R.C.-I35 pour mettre de la confusion dans la question [le vol 007 de la *K.A.L.* avait quitté sa route avant de pénétrer dans l'espace aérien soviétique et un avion-espion R.C.-I35 de l'*U.S. Air Force* avait patrouillé dans la zone le matin du même jour]. Ceci n'était rien d'autre qu'un massacre prémédité et cela a mérité une centaine de mots sans autre commentaire.[61] Quelques années plus tôt, en octobre 1976, un avion de ligne cubain avait été attaqué à la bombe par des terroristes soutenus par la *C.I.A.,* tuant 73 civils. Quelle couverture y a-t-il eu pour cela ?[62] En 1973, Israël avait abattu un avion civil égaré dans une tempête de sable au-dessus du canal de Suez : no personnes tuées. Il n'y eut pas de protestation, uniquement des commentaires éditoriaux pour expliquer -je cite le *Times*- pourquoi «un débat enflammé sur l'attribution des responsabilités ne serait d'aucune utilité».[63] Quatre jours plus tard, Golda Meir [le Premier ministre israélien] arrivait aux Etats-Unis et la presse la mit en situation délicate en lui posant quelques questions embarrassantes -mais en fait, elle rentra chez elle avec de nouveaux cadeaux sous la forme d'avions militaires.[64] Si on remonte à 1955, un avion d'Air *India* qui transportait la délégation chinoise à la Conférence de Bandung explosa en plein vol, au cours de ce que la police de Hong-Kong appela « un massacre soigneusement organisé » ; un déserteur américain prétendit plus tard qu'il avait placé la bombe sur ordre de la C.I.A.[65] En juillet 1988, le navire de guerre américain *Vincennes* abattit un avion de ligne iranien dans un couloir aérien commercial, au large des côtes de l'Iran, et il y eut

290 tués ; il fallait en effet démontrer la viabilité du système high-tech de missile, selon le Commandant David Carlson de I' *U.S. Navy,* qui suivait l'opération depuis un navire proche et qui raconta qu'il s'était «exclamé à haute voix d'incrédulité».[66] Aucun de ces événements ne fut tenu pour preuve d'une quelconque « barbarie » et, en réalité, tous ont été rapidement oubliés. On pourrait proposer de tels exemples par milliers et beaucoup de gens, moi-même y compris, l'ont fait dans des publications. Ce sont les voies par lesquelles on donne forme à l'histoire dans l'intérêt de ceux qui ont le pouvoir: et c'est le genre de choses que j'essaie de dire à propos de la presse. L'information est parfois *rapportée,* mais les médias ne la *présentent* pas.[67]

Une soumission honnête

Lui : Comment les gens des médias réagissent-ils à ce type de critique institutionnelle ?

Pour en brosser un tableau à gros traits, dans l'ensemble, les médias adorent être attaqués par la droite : ils adorent qu'on leur reproche d'être subversifs, d'être hostiles, d'aller si loin dans leur passion de saper le pouvoir qu'ils en détruisent la démocratie, et ainsi de suite. Ils adorent même qu'on leur dise qu'ils mentent dans leur engagement à saper le pouvoir, il y en a des exemples frappants. Et la raison pour laquelle ils aiment tant ça est claire : c'est qu'alors, ils peuvent répondre et dire, comme Katharine Graham [propriétaire du *Washington Post]* le fit dans un discours d'inauguration, il est vrai que nous sommes parfois allés trop loin dans notre zèle *anti-establishment,* mais c'est le prix à payer dans une société libre. Cela fait de très bonnes copies.

Par ailleurs, s'ils sont critiqués par l'autre bord, qui dit : «Voyons, vous faites sans doute votre travail avec intégrité, mais vous

êtes très soumis au pouvoir, souvent jusqu'à la servilité, par le choix de vos sujets, par la façon dont vous les mettez en forme et par les points de vue que vous adoptez », ça, ils détestent. Donc ils n'aiment pas qu'on leur dise qu'ils font leur boulot honnêtement mais en étant soumis au pouvoir, ils préfèrent de beaucoup qu'on leur dise: «Vous êtes malhonnêtes dans vos efforts pour saper le pouvoir».

Pour vous donner un exemple récent, une des plus grosses attaques de la droite contre les médias a été une monumentale étude en deux volumes publiée par une organisation nommée « *Freedom House* {la Maison de la Liberté} » (joli nom orwellien) qui critiquait la couverture donnée par les médias à l'offensive du Têt lors de la guerre du Viêt-nam et en tirait la conclusion que les médias avaient essentiellement perdu la guerre pour nous par leur manque de patriotisme.[68] L'idée générale de l'étude était que les médias avaient menti à propos de l'offensive du Têt en présentant ce qui était une défaite nord-vietnamienne / Viêt-cong comme une grande victoire de l'ennemi et qu'ils avaient ainsi miné l'effort de guerre américain. C'était l'accusation fondamentale, et pour l'appuyer, ils prétendirent que les médias avaient déformé ce que les gens leur avaient dit, qu'ils avaient falsifié les preuves, etc. Les médias ont adoré cela, ils ont bu du petit lait, et depuis lors c'est l'histoire classique que l'on ressort toujours.[69]

Le fait est que cette étude de la *Freedom House* fut immédiatement dénoncée comme un bobard dans une revue de journalisme qui était très lue. C'est moi qui écrivit l'article.[70] L'étude était presque totalement fausse : si vous corrigiez les centaines d'erreurs cruciales et de falsifications, vous vous retrouviez avec la conclusion que les journalistes américains avaient couvert l'offensive du Têt très honnêtement, au sens strict. C'est-à-dire qu'ils avaient décrit avec précision ce qui se trouvait sous leurs yeux, mais ils l'avaient fait dans un cadre de prémisses patriotiques qui déformait très considérablement le tableau global.

Ainsi, par exemple, les reporters décrivaient comment les forces américaines rasaient des villes du Sud Viêt-nam en disant : « C'est une malheureuse nécessité, mais nous devons défendre ces villes contre les attaquants. » Eh bien, il n'y avait pas d'attaquants, excepté les Américains : il n'y avait pas de Russes, pas de Chinois, pratiquement pas de Nord-Vietnamiens, personne sauf les agresseurs américains.[71] Mais, bien entendu, personne dans la presse ne pouvait dire cela. Donc, pour parler strictement, les médias ont fait un travail honnête, bien que toujours dans une perspective très conditionnée par la propagande du gouvernement américain. Et, en ce qui concerne leur description d'une défaite de l'ennemi comme une victoire, c'est simplement complètement faux : la presse était beaucoup plus optimiste sur l'issue de l'offensive du Têt que ne l'était le service de renseignement officiel américain, et nous le savons car les rapports du service de renseignement paraissent dans les *Pentagon Papers* [archives de planification top secrètes du Département de la Défense sur l'engagement américain en Asie du Sud-Est, amenées à la connaissance du public en 1971 par des fuites].[72]

Donc, en réalité, ce qui reste de cette histoire, c'est que *Freedom House* a accusé les médias de n'être pas suffisamment optimistes et enthousiastes dans leur adoption du cadre de la propagande gouvernementale. Ce qui est du pur totalitarisme. Mais la critique de leur étude, elle, a disparu, personne n'y prête la moindre attention. Elle a été plusieurs fois rééditée et augmentée, tout y est complètement documenté et corroboré, mais personne ne veut rien savoir. Les médias ne veulent pas entendre qu'ils ont fait un boulot honnête mais à l'intérieur du cadre du pouvoir de l'Etat; ils aimeraient bien mieux entendre qu'ils étaient tellement subversifs qu'ils auraient même miné la démocratie.

« Combattez mieux» : les médias et la guerre du Viêt-nam

Elle : J'avais l'impression que durant la période anti-guerre du Viêt-nam, il y avait plus d'ouverture dans les médias envers les mouvements progressistes qu'il n'y en a maintenant, par exemple dans le «New York Times» et le «Washington Post».
C'est là une illusion répandue : en réalité, il y avait moins d'ouverture. Je peux vous en parler, parce que j'étais en plein dedans et j'ai aussi étudié cela en détail...

Elle : En lisant les journaux d'aujourd'hui, je pense qu'il y a eu un très net glissement à droite.
Je ne suis pas d'accord avec cela. Les gens ont cette illusion, mais je pense que c'est parce que leur point de vue a glissé à gauche, et en fait, c'est valable pour la majorité de la population. Ainsi, par exemple, la position que la plupart des militants considéraient comme anti-guerre en 1969 serait considérée aujourd'hui comme pro-guerre, précisément. Je veux dire qu'en 1969, il était considéré comme anti-guerre de dire que nous ne combattions pas assez bien : c'était qualifié de «anti-guerre». Je ne sais pas pour vous, évidemment, mais si vous êtes comme les militants normaux, j'imagine que votre point de vue a aussi changé au cours des vingt dernières années, et c'est de là que provient cette impression.

Une des choses qu'Ed Herman et moi avons faites dans *Manufacturing Consent,* c'est de consacrer environ 150 pages à passer en revue principalement le *New York Times,* à propos de la guerre du Viêt-nam de 1950 jusqu'à présent. Et le fait est que le *Times* a toujours été du côté le plus «faucon» de la population, et de très loin. Ils ne l'ont jamais critiqué. Il n'y a jamais eu un commentaire critique. Ils ont consciemment

caché des actions du gouvernement américain. Lorsqu'on se retourne sur les reporters que nous pensions critiques, comme David Halberstam et les autres, Neil Sheehan, on découvre que ce qu'ils critiquaient, c'était l'échec ; ils disaient : « C'est bien sûr une noble cause, et nous voulons gagner, mais vous êtes en train de la fiche en l'air. Combattez mieux. » C'était cette sorte de critique-là.[73]

Ceci apparaît très clairement dans le livre de Sheehan, ce best-seller qui a reçu le prix Pulitzer, *A Bright Shining Lie* {littéralement: *Un très brillant mensonge*}.*[74] On le vante partout comme étant un grand exposé sur la guerre du Viêt-nam, mais si vous l'examinez de près, ce qui est réellement exposé, c'est le fait que ce que disaient les experts américains du renseignement sur place n'était pas transmis à Washington : voilà la nature de la critique de Sheehan. Et c'est encore considéré comme la position anti-guerre de pointe dans l'opinion publique, même aujourd'hui : «Vous avez tout fichu en l'air, les gars, vous auriez dû mieux vous battre. ». Le livre de Sheehan est une sorte de biographie de John Paul Vann, qui était un faucon de pointe [il supervisait les programmes de «pacification civile» au Viêt-nam], mais quelqu'un de perspicace: il comprenait ce qui se passait et il était sur place, donnant aux jeunes reporters des informations qui montraient que les choses n'allaient pas comme Washington le disait (ce qui était considéré comme totalement non-patriotique : comment peut-on dire que ça ne va pas comme Washington le dit ?). Et il est le héros de cette guerre, d'après Sheehan.

Jetons un coup d'œil sur ce Vann. En 1965, il laissa fuir quelques mémorandums qui furent utilisés par le mouvement pacifiste: je les ai publiés, Ed Herman les a publiés, et ainsi de suite, mais les médias traditionnels ne les ont jamais publiés

* En traduction française, le titre du livre de N. Sheehan est: *L'innocence perdue,* Seuil, 1990, et Points Actuel, 1991.

et en fait Sheehan ne les mentionne même pas dans son livre. Ces mémorandums disaient essentiellement quelque chose de ce genre : au Sud Viêt-nam, le Front National de Libération - ce qu'on appelait le Viêt-cong - a gagné le soutien de la population parce qu'il a un bon programme politique. Les paysans les soutiennent parce que ce sont les bonnes personnes à soutenir, nous devrions aussi soutenir leur programme. Il y a une révolution sociale en cours au Sud Viêt-nam, elle est indispensable, c'est le F.N.L. qui l'organise et c'est pourquoi ils ont l'appui des paysans ; on ne peut rien y faire. Arrivent les conclusions. Et les conclusions, ce sont celles-ci: nous devons intensifier la guerre, nous devons anéantir le F.N.L.[75] Et la raison est essentiellement la même que celle qu'invoquent des gens comme Walter Lippmann, et tous les autres représentants de cette principale école de penseurs «démocratiques» en Occident: la démocratie requiert une classe d'élite pour s'occuper de la prise de décisions et pour «fabriquer» l'assentiment de l'ensemble de la population envers des politiques qui sont supposées dépasser ce qu'elle est capable de développer et de décider par elle-même.[76]

Donc pour Vann, l'idée était la suivante : ces stupides paysans vietnamiens font une erreur, nous sommes les types intelligents seuls capables de mener cette révolution sociale pour eux. Ils pensent que le F.N.L., ces gens qui courent de villages en villages pour les organiser, est capable de la mener, mais en réalité nous sommes les seuls à en être capables. Et en raison de notre devoir envers les pauvres de ce monde, nous ne pouvons pas leur permettre de faire les choses à leur façon, parce que ce serait juste une erreur stupide de leur part. Donc, ce que nous devons faire, c'est écraser le F.N.L., gagner la guerre, raser le Viêt-nam. Et alors, nous la ferons pour eux, leur révolution sociale, comme nous l'avons toujours fait dans l'histoire, vous le savez bien. Voilà essentiellement la pensée de Vann et c'est aussi le message du livre de Sheehan. C'est ce qui a fait de Vann un héros.

Jetons aussi un coup d'œil au cas d'Anthony Lewis qui était certainement l'éditorialiste le plus critique du *Times.* Si vous examinez ce qu'il a écrit durant la guerre, vous apprendrez réellement quelque chose sur les mouvements pacifistes, et aussi sur nous-mêmes parce que nous considérions en fait Anthony Lewis comme notre allié. Rappelons-nous ce qui s'est passé. La période la plus active du mouvement pacifiste fut celle de 1964 à 1967. En février 1968, le monde américain des affaires avait pris une position hostile à la guerre : la raison en était que l'offensive du Têt avait eu lieu à la fin de janvier. Fin janvier 1968, il y avait eu cette immense insurrection populaire dans toutes les villes du Sud Viêt-nam. C'était une affaire complètement sud-vietnamienne, rappelez-vous, ce n'étaient pas les Nord-Vietnamiens qui menaient cela. Et au début de février 1968, il était devenu évident pour quiconque avait la tête sur les épaules qu'il s'agissait juste d'un mouvement populaire massif. Je veux dire que jamais les forces américaines à Saigon ne furent même informées que les troupes du Viêt-cong avaient infiltré la ville, personne ne le leur avait jamais dit. Et tout cela était simultané et coordonné, c'était juste un soulèvement populaire massif, on n'a jamais vu rien de pareil dans l'histoire.

Dès lors, les gens qui se préoccupent de leur argent, de leurs biens et ainsi de suite, ont réalisé que cette guerre ne faisait qu'envoyer de l'argent dans un puits sans fond, et qu'il faudrait un énorme effort pour écraser cette révolution. Et à ce moment, l'économie américaine commençait réellement à souffrir. C'est en fait là le grand succès du mouvement pacifiste: il fit du tort à l'économie américaine. Ce n'est pas une blague. Le mouvement pacifiste a rendu impossible la déclaration d'une mobilisation nationale pour la guerre : il y avait

trop de dissidence et de contradictions, «ils» ne pouvaient plus faire comme pendant la Seconde Guerre mondiale, par exemple, quand toute la population fut mobilisée pour la guerre.

Voyez-vous, s'«ils» avaient pu mobiliser la population comme à cette époque, alors la guerre du Viêt-nam aurait été excellente pour l'économie, comme le fut la Seconde Guerre mondiale dans les années 40, un véritable remontant. Mais «ils» ne le pouvaient pas, il fallait mener une guerre purement déficitaire, ce qu'on appelle une guerre avec «le beurre et les canons »*. Et le résultat, c'est que nous avons eu le début d'une stagflation [inflation sans expansion simultanée de l'économie] et l'affaiblissement du dollar américain, tandis que nos principaux concurrents économiques, l'Europe et le Japon, commençaient à empocher d'énormes profits comme producteurs étrangers à la guerre. Bref, la guerre avait modifié l'équilibre économique du pouvoir entre les Etats-Unis et ses principaux rivaux industriels. Le monde américain des affaires a été capable de comprendre ça, il a vu ce qui se passait, et lorsque l'offensive du Têt est arrivée et qu'il fût clair que calmer cette révolution serait un gros problème, l'Amérique des affaires se retourna contre la guerre.

De plus, il y avait vraiment de quoi s'inquiéter à propos de ce qui se passait dans le pays. Voyez-vous, c'est à ce moment que nous avons révélé des documents secrets très éclairants. Si vous examinez la dernière partie des *Pentagon Papers,* par exemple, la partie qui concerne les semaines suivant l'offensive du Têt, les gros bonnets militaires américains se disaient

* «guns-and-butter»; l'expression fait référence à la théorie économique du coût d'opportunité. Les possibilités de production étant toujours limitées, si une économie produit plus de canons (dépenses militaires), elle doit réduire sa production de beurre (biens de consommation et services). Ce n'était pas le cas au cours de la guerre du Viêt-nam, où malgré des dépenses militaires toujours croissantes, aucune restriction ni aucun effort de guerre ne furent demandé à la population, en dehors évidemment du sang des soldats, d'où des conséquences graves pour l'économie américaine.

inquiets d'envoyer davantage de troupes au Viêt-nam, parce qu'ils craignaient qu'il ne leur reste pas suffisamment de troupes pour ce qu'ils appelaient «le contrôle des désordres civils » en métropole : ils craignaient qu'une révolution n'éclate s'ils continuaient à intensifier la guerre. Ils énuméraient les problèmes : la jeunesse, les femmes, les minorités ethniques, tous ces groupes qui commençaient à s'impliquer dans les protestations.[77]

En réalité, il y avait aussi un autre facteur que je devrais signaler ici : l'armée américaine tombait en morceaux. Rappelez-vous, c'était une armée de citoyens, et c'était la première fois dans l'histoire qu'une armée de citoyens devait mener une guerre coloniale: et cela ne fonctionne pas. Je veux dire qu'on ne peut pas prendre des enfants dans la rue et en faire des tueurs professionnels en quelques mois : pour une chose pareille, il faut des nazis comme la Légion étrangère française [une armée d'étrangers qui fut utilisée pour combattre dans les colonies françaises], ou des paysans qu'on mobilise, à qui on donne des armes et qu'on transforme en tueurs froids, comme les *contras,* disons. C'est comme cela que tous les pouvoirs impériaux dans l'histoire ont conduit leurs empires. Mais les Etats-Unis ont essayé de le faire avec une armée de citoyens et, en 1968, elle s'écroulait déjà: drogues, absence de discipline, meurtres d'officiers. Et tout cela était aussi un reflet du mouvement populaire en métropole : ce mouvement était une culture de la jeunesse, après tout, et les gars qui partaient à l'armée n'étaient pas tellement différents de ceux qui, au pays, s'impliquaient dans les divers mouvements. Donc, l'armée américaine s'écroulait, et les grosses légumes du Pentagone n'aimaient pas cela : ils voulaient en fait que l'armée se retire.[78]

Revenons au *New York Times.* Pendant tout ce temps, ce journal n'a pas émis une seule critique contre la guerre : rien. Anthony Lewis est un bon indicateur, parce qu'il était leur critique le plus pointu. Plus d'un an après l'offensive du Têt,

mi-1969, il était le chef du bureau du *Times* à Londres et il en était arrivé à un tel point qu'il ne voulait même plus parler aux gens des mouvements pacifistes américains. Je m'en souviens personnellement. J'étais à Oxford au printemps 1969 comme conférencier de la chaire John Locke et j'étais interrogé sur la guerre dans tous les médias britanniques. Certains des groupes anti-guerre britanniques essayèrent d'organiser une discussion privée entre Anthony Lewis et moi, mais il ne voulut pas, disant qu'il ne parlerait à personne qui soit lié à ce mouvement pacifiste. Et ceci ne se passait même pas aux Etats-Unis mais en Angleterre, où les pressions et le climat politique étaient différents. Finalement, vers la fin de 1969, il commença à écrire des articles modérément critiques sur la guerre. Il alla ensuite au Nord Viêt-nam et découvrit que les bombes font vraiment mal : vous vous promenez à Haiphong, vous voyez beaucoup d'immeubles détruits, des gens mis en morceaux, grosse surprise. À ce moment, Anthony Lewis se mit à écrire des articles critiques sur la guerre, mais souvenez-vous que c'était environ un an et demi après que l'Amérique des affaires se soit retournée contre la guerre.

Prenez maintenant le massacre de My Lai [où 504 civils vietnamiens non-armés furent abattus par une unité de l'armée américaine en mars 1968], qui devint un sujet important aux Etats-Unis. Quand ? My Lai devint un sujet important en novembre 1969 : c'est un an et demi après le massacre, et environ un an et demi après le retournement de l'élite économique américaine. Et, bien sûr, My Lai était une banalité : tellement banal que le mouvement pacifiste fut au courant immédiatement et n'en parla même pas. Par exemple, les Quakers de la province de Quang Ngai où cela se passa [et où ils travaillaient avec *l'American Friends Service Commitee*] ne se donnèrent pas la peine de le rapporter, parce que le même genre de massacre se passait partout.[79]

Lui: Le magazine «Life» rendit My Lai célèbre.[80]
My Lai, oui, en effet. Mais notez bien le timing : c'est un an et demi après que cela se soit passé, un an et demi après que le monde des affaires américain ait abandonné l'option de la guerre. En plus, le reportage était falsifié. Voyez-vous, l'affaire de My Lai était présentée comme s'il s'agissait d'un groupe de bidasses fous qui avaient échappé à tout contrôle parce qu'ils étaient commandés par ce Lieutenant Calley qui était une sorte de dément. *Cela,* on peut l'affronter. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agissait à My Lai. My Lai n'était qu'une note de bas de page, une note sans intérêt dans une opération militaire appelée opération WHEELER WALLAWA, qui était une énorme opération de génocide, au cours de laquelle les raids des B-52 ciblaient les villages. Ce n'était pas le Lieutenant Calley, c'était un fonctionnaire à Washington qui reportait des coordonnées. Savez-vous ce qu'est un raid de B-52 ? Cela signifie l'anéantissement total, et cela visait des villages. En comparaison avec cela, My Lai n'existe pas.

En fait, il y a eu une commission militaire qui examina l'affaire de My Lai, la Commission Piers, et leur découverte la plus dramatique fut qu'il y avait des massacres comme à My Lai partout. Par exemple, ils découvrirent un autre massacre à My Khe, à peu près quatre kilomètres plus loin : partout où ils regardaient, ils trouvaient un autre massacre.[81] Qu'est-ce que cela vous dit ? Qu'est-ce que cela vous suggère si partout où vous regardez vous trouvez un My Lai ? Eh bien, ce que cela suggère n'est jamais sorti dans les médias.

Elle: Vous avez mentionné que nous avions une armée de citoyens au Viêt-nam. Avons-nous encore une armée de citoyens ?
Non, c'est maintenant une armée de professionnels.

Elle : Je le sais, c'est ce qui fait peur.
Exactement.

Elle: Ironiquement, ne pas avoir de conscription...
Ce n'est pas ironique. Je pense qu'ici le mouvement pacifiste a fait une erreur. Je veux dire que personnellement, je n'ai jamais été en faveur de la suppression de la conscription, malgré mon implication dans les activités de résistance : lorsqu'on en est arrivé à des activités anti-conscription, je me suis retiré.

Elle : Moi aussi.
Voyez-vous, ça n'existe pas, une « armée de volontaires » : une «armée de volontaires», c'est une armée de mercenaires composée de pauvres. Regardez les Marines, ce que vous voyez, ce sont des visages noirs, venus des ghettos.

Elle : Et les officiers sont blancs.
Et les officiers sont blancs, bien sûr. C'est comme l'Afrique du Sud : les officiers sont blancs, les bidasses qui, en pratique, commettent la majorité des atrocités dans des endroits comme la Namibie sont noirs.[1]*[2] C'est comme cela que les empires ont toujours fonctionné. Et à un moment dans les années 1970, l'armée américaine est passée à une armée de mercenaires traditionnelle, composée de pauvres, qu'ils ont appelé une «armée de volontaires». Les gens au pouvoir apprennent, vous savez. Ils sont raffinés, ils sont organisés et ils ont de la suite dans les idées : ils réalisent qu'ils ont fait une erreur au Viêt-nam. Ils ne veulent plus refaire la même.

Et quant au *New York Times* anti-guerre, si nous *le pensions* comme tel à l'époque, c'est parce que notre point de référence était extrêmement bas. Aujourd'hui, nous considérerions ce même genre de «critique» comme pro-guerre. Et c'est pré-

cisément un reflet de plus de l'accroissement de la conscience et de la sophistication politiques dans l'ensemble de la population au cours des vingt dernières années. Si vous vous retournez sur le *Times* de cette époque-là, c'est ce que vous trouverez, je pense.

2_Colloque à Rowe : pause café

Principalement fondé sur des discussions
à Rowe, Massachusetts, 15-16 avril 1989.

L'« endiguement» de l'Union soviétique durant la Guerre froide

Elle: Professeur Chomsky, il semble que les termes mêmes du discours politique constituent un outil de propagande destinée à la population. Comment le langage est-il utilisé pour nous empêcher de comprendre et pour nous affaiblir?

La terminologie que nous utilisons est toujours lourdement chargée d'idéologie. Choisissez un terme : s'il a quelque signification que ce soit (pas « et » ou « ou », par exemple), il a typiquement deux significations, celle du dictionnaire et celle employée pour la guerre idéologique. Ainsi, le «terrorisme» c'est simplement ce que font les autres. Ce qu'on appelle « communisme» est censé être «l'extrême gauche»: à mon avis, il n'y a que l'extrême droite que l'on ne peut fondamentalement pas distinguer du fascisme. Ces types que tout le monde appelle des « conservateurs », n'importe quel conservateur se retournerait dans sa tombe rien qu'à les voir: ce sont des immobilistes extrêmes, pas des «conservateurs», dans aucun sens traditionnel du terme. L'expression « intérêts particuliers » est valable pour les travailleurs, les femmes, les noirs, les pauvres, les gens âgés, les jeunes, autrement dit la population en général. Il n'y a qu'un seul secteur de la population pour lequel l'expression « intérêts particuliers » n'est jamais utilisée, c'est celui des grandes sociétés, le monde des affaires en général, parce qu'ils sont, eux, «l'intérêt national». Ou prenez le terme «défense»: je n'ai jamais entendu parler d'un Etat qui admette poser un acte agressif, il est toujours engagé dans la «défense», quoi qu'il fasse, quitte à parler de « défense préventive ».

Ou encore, regardez le thème principal de l'histoire américaine moderne, l'«endiguement», comme dans «les Etats-Unis endiguent l'expansionnisme soviétique ». Si vous n'acceptez pas ce cadre de discussion pour parler des affaires internationales dans la période moderne, vous ne faites tout simplement pas partie du discours accepté : tout le monde doit commencer par admettre que durant le dernier demi-siècle, les Etats-Unis ont «endigué» l'Union soviétique.

La rhétorique de l'« endiguement » est une pétition de principe ; une fois que vous avez accepté cette rhétorique, ce que vous dites n'a plus vraiment d'importance, vous avez déjà tout abandonné. Parce que la question fondamentale est de savoir si c'est vrai. Les Etats-Unis ont-ils «endigué» l'Union soviétique ? Au premier abord, cela paraît un peu bizarre. Je m'explique. Vous pensez peut-être que l'Union soviétique est le pire moment de l'histoire, cependant les Soviétiques sont prudents : tous les coups pourris qu'ils ont fait étaient à l'intérieur de l'Union soviétique ou aux abords de ses frontières, en Europe de l'Est, en Afghanistan, et ainsi de suite. Ils ne font jamais rien ailleurs. Ils n'ont pas de troupes stationnées ailleurs. Ils n'ont pas de forces d'intervention positionnées partout dans le monde, comme nous[1]. Alors, qu'est-ce que cela signifie de dire que nous les « endiguons » ?

Nous avons parlé des médias et nous avons réglé leur compte, alors pourquoi ne pas nous tourner vers l'érudition ? L'histoire diplomatique est un vaste domaine, les gens gagnent des prix importants, obtiennent de fantastiques postes de professeur. Examinez l'histoire diplomatique : elle est placée dans le cadre de l'«endiguement», même par ceux qu'on appelle des « dissidents ». Ce que je veux dire, c'est que tout le monde est obligé d'admettre la prémisse de l'«endiguement», sans quoi il est simplement impossible d'avancer sur ce terrain. Dans les notes de bas de page de la littérature professionnelle sur l'«endiguement», on trouve souvent des éléments révélateurs.

Par exemple, l'un des essais les plus importants sur la Guerre froide s'intitule *Stratégies of Containment* {Stratégies

de l'endiguement}, de John Lewis Gaddis. C'est la principale étude savante par le meilleur historien de la diplomatie. Il vaut donc la peine d'y jeter un coup d'oeil. En discutant de ce grand thème, les «stratégies de l'endiguement», Gaddis commence par parler de terminologie. Au début, il dit qu'il est vrai que le terme d'«endiguement» pose question, qu'en effet il présuppose un certain nombre de choses, mais que néanmoins, et malgré la question de savoir s'il est conforme aux faits, il est tout de même opportun de l'adopter comme cadre de discussion. Et la raison pour laquelle c'est opportun, c'est que la perception des dirigeants américains était qu'ils prenaient une position défensive à l'égard de l'Union soviétique, et donc, conclut Gaddis, puisque c'était leur perception et que nous étudions l'histoire américaine, il est correct de continuer dans ce cadre-là/ Alors, imaginez un instant qu'un historien de la diplomatie essaie cet argument avec les nazis. Supposez que quelqu'un écrive un livre sur l'histoire de l'Allemagne et dise : «Voyons, Hitler et ses conseillers percevaient certainement leur position comme défensive », ce qui est absolument vrai : l'Allemagne était «attaquée» par les Juifs, rappelez-vous. Retournez en arrière et regardez la littérature nazie, ils devaient se défendre contre ce virus, ce bacille qui dévorait le cœur de la civilisation ; et il faut bien se défendre, après tout. Et ils *étaient* « attaqués » par les Tchèques, par les Polonais et par l'encerclement européen. Ce n'est pas une plaisanterie. En fait, ils avaient là un argument meilleur que nous avec l'Union soviétique : ils étaient encerclés et « endigués », et ils avaient cette énorme dette du traité de Versailles qui les avait frappés sans raison après la Première Guerre mondiale. Bon, supposez que quelqu'un ait écrit un livre disant: «Voyez, les dirigeants nazis se *percevaient* comme prenant une position de défense contre une agression extérieure et intérieure ; il est vrai que cela pose quelques questions, mais nous allons continuer sur

cette base, nous allons maintenant expliquer comment ils se sont défendus contre les Juifs en construisant Auschwitz, comment ils se sont défendus contre les Tchèques en envahissant la Tchécoslovaquie, comment ils se sont défendus contre les Polonais, et ainsi de suite». Si quiconque essayait d'écrire cela, cela ne vaudrait même pas la peine d'en rire. Mais, à propos des Etats-Unis, c'est la *seule* chose que vous puissiez dire : ce n'est pas seulement que c'est *acceptable,* c'est que toute autre chose est *inacceptable.*

Et si vous poursuivez plus avant, cela devient encore plus intéressant. Ainsi, par exemple, dans ce même livre, Gaddis observe (encore dans une sorte de note, une parenthèse qu'il n'approfondit pas) un fait frappant: lorsqu'on examine les archives diplomatiques américaines depuis la Deuxième Guerre mondiale, toutes nos décisions à propos de la façon d'endiguer l'Union soviétique, comme la course aux armements, ou le recours à la détente, tout cela reflétait largement des considérations économiques intérieures. Et ensuite, il abandonne le sujet.[3] Bon, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'est-ce que Gaddis veut dire par là? C'est là qu'il commence à entrer dans le domaine de la vérité. Vous voyez, la vérité de l'affaire, et c'est très bien attesté par des documents militaires rendus publics et d'autres preuves, c'est que les dépenses militaires sont notre méthode de gestion industrielle, notre façon de garder notre économie bénéficiaire. Jetez simplement un coup d'oeil aux principaux documents sur les dépenses militaires qui ont été rendus publics, et vous verrez qu'ils en parlent assez franchement. Par exemple, le N.S.C. 68 *[National Security Council Mémorandum 68]* est le principal document sur la Guerre froide, tout le monde est d'accord là-dessus, et l'une des choses qu'il expose très clairement, c'est que sans les dépenses militaires, il y aura un déclin économique tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde, et en conséquence il

appelle à une importante augmentation des dépenses militaires aux Etats-Unis en même temps qu'au démantèlement de l'Union soviétique.[4]

Mais il faut se rappeler le contexte dans lequel ces décisions furent prises. C'était peu après l'échec du plan Marshall, juste après que les programmes d'aide d'après-guerre avaient échoué. Il n'y avait encore eu aucun succès dans la reconstruction des économies du Japon ni de l'Europe occidentale, alors que le monde américain des affaires en avait besoin ; les industriels américains avaient désespérément besoin de ces marchés d'exportation. C'est que le plan Marshall était largement conçu comme une opération de promotion des exportations pour le monde des affaires américain, et non pas comme le plus noble effort de l'histoire. Mais cela avait échoué : nous n'avions pas reconstruit les puissances industrielles dont nous avions besoin comme alliés, ni rétabli les marchés dont nous avions besoin pour exporter. Et à ce moment-là, les dépenses militaires étaient considérées comme le seul élément qui pouvait vraiment le permettre, elles étaient perçues comme le moteur qui pourrait dynamiser la croissance économique après l'arrêt du boom d'après-guerre et empêcher les Etats-Unis de retomber dans une dépression économique.' Et cela a fonctionné : les dépenses militaires ont fortement stimulé l'économie américaine, et cela a conduit à la reconstruction de l'industrie japonaise et à celle de l'industrie européenne. En fait, cela a continué d'être notre mode de gestion industrielle jusqu'à présent. Ainsi, dans ce petit commentaire, Gaddis passait tout près de l'essentiel de l'histoire : il disait que les décisions américaines d'après-guerre à propos du réarmement et de la détente avaient été conditionnées par des considérations économiques, mais ensuite, il n'en parle plus, et on en revient à parler à nouveau d'«endiguement».

Et si vous examinez de plus près encore les études sur l'«endiguement», c'est encore plus surprenant. Par exemple,

Gaddis discute dans un autre livre de l'intervention américaine en Union soviétique juste après la révolution bolchevique, lorsque nous essayions de renverser par la force le nouveau gouvernement bolchevique. Il présente notre invasion du territoire russe comme une stratégie défensive. Selon lui, ce n'était rien d'autre que de l'endiguement. Et rappelez-vous, je ne parle pas d'un historien de droite ; celui-ci est le principal, le plus respecté des historiens progressiste de la diplomatie, le doyen du domaine, et il prétend que l'intervention militaire par treize nations occidentales en Union soviétique en 1918 était un acte «défensif». Pourquoi était-ce défensif ? Dans un certain sens, il peut avoir raison. En effet, les Bolcheviks avaient lancé un défi à l'ordre existant partout en Occident, ils avaient lancé un défi au capitalisme occidental, et, naturellement, nous devions nous défendre. Et la seule façon dont nous pouvions nous défendre, c'était d'envoyer des troupes en Russie, donc c'était une invasion «défensive», c'était de la «défense».[6]

Si vous étudiez cette histoire plus en détails, vous découvrirez qu'elle est encore plus révélatrice. Ainsi, par exemple, juste après la révolution bolchevique, le secrétaire d'Etat américain Robert Lansing a prévenu le président Wilson que les Bolcheviks « lançaient un appel au prolétariat de tous les pays, aux illettrés et aux déficients mentaux, qui en raison de leur grand nombre devraient prendre les commandes de tous les gouvernements ». Puisqu'ils appelaient les masses de la population des autres pays à prendre le contrôle de leurs propres affaires, et puisque ces masses sont « mentalement déficientes » et « illettrées » -vous savez, tous ces pauvres rustauds, qu'il faut garder à leur place, pour leur propre bien - c'est donc une attaque contre nous, et nous avons par conséquent à nous défendre.[7] Ce que Wilson fit en réalité, c'est de «nous défendre» de deux façons évidentes : d'abord en envahissant la Russie, pour

essayer d'empêcher que ce défi soit lancé, et ensuite en faisant naître la «peur du Rouge» à l'intérieur [par une campagne de répression et de propagande du gouvernement américain contre les « Communistes », en 1919] pour écraser la menace de voir quelqu'un d'ici répondre à l'appel. Ces deux méthodes faisaient partie de la même intervention « défensive ». Et aujourd'hui, c'est identique. Pourquoi devons-nous nous débarrasser des Sandinistes au Nicaragua ? Ce n'est pas parce que quelqu'un les soupçonne d'être une puissance communiste prête à conquérir l'hémisphère. C'est tout simplement parce qu'ils mènent des programmes sociaux qui commencent à réussir et qui pourraient séduire d'autres peuples en Amérique latine. En 1980, la Banque Mondiale estimait qu'il faudrait dix ans au Nicaragua rien que pour revenir au niveau économique qu'il connaissait en 1977, en raison des destructions massives infligées à la fin du règne des Somoza [la dictature familiale nicaraguayenne de quatre décennies que la révolution sandiniste avait chassée en juillet 1979]. Mais pourtant, sous le gouvernement sandiniste, le Nicaragua commençait à se développer économiquement : il établissait des programmes de santé et des programmes sociaux, et la situation commençait à s'améliorer pour l'ensemble de la population.[8] Cela déclencha les sonnettes d'alarme à New York et à Washington, comme toujours, et il fallait que nous arrêtions ce processus, parce que cela appelait «les illettrés et les déficients mentaux» d'autres pays désespérés, comme le Honduras et le Guatemala, à faire la même chose. C'est ce que les planificateurs américains appellent la «théorie des dominos » ou la « menace d'un bon exemple », et bientôt tout le système dominé par les Etats-Unis commencerait à tomber en pièces.[9]

Le monde d'Orwell et le nôtre

Voilà ce que contient la rhétorique de l'«endiguement» du communisme. Regardez n'importe quel autre terme du discours politique, et vous allez trouver la même logique : les termes du discours politique sont conçus de façon à empêcher de penser. L'un des principaux est cette notion de «défense». Examinez les archives diplomatiques de n'importe quel pays - l'Allemagne nazie, l'Union soviétique, la Libye, choisissez votre histoire d'horreur préférée- et vous y trouverez que tout ce que ces pays ont jamais pu faire était «défensif». Je suis sûr que si nous avions les archives de Gengis Khan, nous y trouverions que ce qu'il faisait était « défensif» aussi. Aux Etats-Unis, vous ne pouvez pas mettre cela en cause, aussi absurde que cela soit.

Ainsi, nous pouvions « défendre » le Sud Viêt-nam. Je n'ai jamais vu dans les médias, sur les trente ans au cours desquels j'ai attentivement regardé, la moindre phrase suggérant que nous ne défendions pas le Sud Viêt-nam. Or nous ne le défendions pas : nous l'attaquions. Nous attaquions le Sud Viêt-nam aussi clairement que toute autre agression dans l'histoire. Mais essayez de trouver n'importe où dans n'importe quel journal américain, en dehors des publications réellement marginales, une seule phrase qui énonce précisément ce fait élémentaire. Il est impossible de dire cette évidence.[10]

C'est tout aussi impossible de le dire dans la littérature savante. Gaddis, encore, lorsqu'il parle de la bataille de Diên Bien Phu, où les Français ont fourni leur dernier effort pour garder leur contrôle colonial sur l'Indochine, la décrit comme un combat défensif." McGeorge Bundy, dans son livre sur l'histoire du système militaire, explique comment les Etats-Unis ont joué avec l'idée d'employer les armes nucléaires en

1954 pour aider les Français à maintenir leur position à Diên Bien Phu, et il dit : nous y pensions pour appuyer les Français dans leur «défense» de l'Indochine.[12] Il ne dit pas défense contre *qui* parce que ce serait trop idiot : était-ce contre les Russes ou quelqu'un d'autre? Non. Ils défendaient l'Indochine contre les *Indochinois.*[13] Aussi absurde que ce soit, vous ne pouvez pas mettre cela en question aux Etats-Unis. Nous sommes ici devant un des sommets du fanatisme idéologique : dans d'autres pays, vous pourriez au moins soulever ce genre de questions. Certains d'entre vous sont des journalistes : essayez de parler de «l'attaque» américaine contre le Sud Viêt-nam. Vos rédacteurs en chef vont penser que vous revenez de la planète Mars, qu'un tel événement n'a jamais existé dans l'histoire. Or il a existé dans l'histoire réelle.

Ou prenez l'idée que les Etats-Unis soutiennent la «démocratie » partout dans le monde. Bon, dans un certain sens, c'est vrai. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Lorsque nous soutenons la «démocratie», que soutenons-nous ? Est-ce que la «démocratie » équivaut à dire que la population participe à la conduite du pays ? Evidemment pas. Par exemple, pourquoi le Salvador et le Guatemala sont-ils des Etats « démocratiques » et non le Nicaragua [sous le régime sandiniste] ? Pourquoi ? Est-ce parce que deux d'entre eux organisaient des élections, et pas le troisième ? Non. Les élections au Nicaragua [en 1984] étaient cent fois aussi valables que n'importe quelles élections au Salvador.[14] Est-ce à cause d'un manque de participation politique populaire au Nicaragua ? Non. Est-ce parce que l'opposition politique ne peut pas survivre là-bas ? Non, l'opposition politique est à peine harcelée au Nicaragua ; au Salvador et au Guatemala, elle est simplement assassinée.[15] Serait-ce qu'il ne peut y avoir de presse indépendante au Nicaragua ? Non, la presse nicaraguayenne est l'une des plus libres du monde, bien plus que la presse américaine ne l'a jamais été; les Etats-

Unis n'ont jamais toléré un journal ressemblant même de loin à *La Prensa* [journal d'opposition soutenu par les Etats-Unis durant la *contra].* Ici, à chaque période de crise, le gouvernement a même fermé des journaux dissidents confidentiels, inutile alors de parler d'un grand journal financé par la puissance étrangère qui attaque le pays et appelle ouvertement au renversement du gouvernement.[16] Un tel degré de liberté de la presse est absolument inconcevable ici. Au Salvador, il y avait une presse indépendante à un certain moment ; elle a été éliminée par les forces de sécurité appuyées par les Etats-Unis, qui ont simplement assassiné le directeur de l'un des journaux et fait sauter les bureaux de l'autre.[17] Voilà qui règle le compte de cette presse indépendante.

Alors, voyons, selon quels critères le Salvador et le Guatemala sont-ils « démocratiques », et non le Nicaragua ? Eh bien, il existe un critère : au Nicaragua [sous les sandinistes], les membres du monde des affaires ne sont pas représentés aux commandes de l'Etat comme ils le désireraient, donc ce n'est pas une «démocratie». Au Salvador et au Guatemala, les gouvernements sont dirigés par les militaires au profit des oligarchies locales -les propriétaires terriens les riches hommes d'affaires, les professionnels ambitieux- et ces gens-là ont partie liée avec les Etats-Unis et c'est pourquoi ces pays *sont* des «démocraties». Peu importe qu'ils fassent sauter la presse indépendante, qu'ils tuent l'opposition politique, qu'ils massacrent des dizaines de milliers de gens et qu'ils ne fassent jamais rien qui ressemble vaguement à des élections libres, rien de tout cela ne compte. Ce sont des « démocraties » parce que ce sont les bonnes personnes qui dirigent l'Etat. Et sur ce point, l'accord est unanime : essayez de trouver dans la presse américaine un journaliste qui soit prêt à rompre les rangs en s'opposant à l'idée qu'en Amérique centrale il existe quatre démocraties et un Etat totalitaire [le Nicaragua sandiniste].

Essayez juste de trouver une prise de position qui réfute cela. Et si les massacres au Salvador et au Guatemala sont évoqués dans la presse américaine, on parlera toujours d'« escadrons de la mort incontrôlés ». En réalité, les extrémistes sont à Washington, et ils contrôlent les militaires salvadoriens et guatémaltèques, mais vous ne trouverez jamais cette version dans un journal américain.

Prenez l'expression «processus de paix», que nous entendons tout le temps. Elle a une signification dans le dictionnaire : un «processus qui mène à la paix». Pourtant, ce n'est pas ainsi que les médias l'utilisent. Le terme «processus de paix» est employé dans les médias pour couvrir tout ce que les Etats-Unis peuvent faire à n'importe quel moment dans le monde, et à nouveau, il n'y a pas d'exception.

Les Etats-Unis soutiennent *toujours* le processus de paix, par définition. Essayez de trouver une phrase dans les médias américains, n'importe où, qui dise que les Etats-Unis s'opposent au processus de paix: vous ne pourrez pas.

Il y a quelques mois, j'ai dit cela lors d'une conférence à Seattle, et quelqu'un de l'assistance m'a contacté pour me signaler qu'il avait entrepris un petit projet de recherche à ce sujet. Il a consulté la base de données informatisée du *New York Times* depuis 1980 jusqu'à présent, et il a extrait tous les articles qui contenaient les mots «processus de paix». Il y avait quelque chose comme neuf cents articles, et il les a tous vérifiés pour voir s'il y avait un cas où les Etats-Unis s'opposaient au processus de paix. Et il n'y en avait pas, c'était à 100%. Même le plus pacifiste des pays de l'histoire pourrait, par accident, ne pas soutenir le processus de paix. Mais dans le cas des Etats-Unis, cela ne peut simplement pas arriver. Et c'est un exemple particulièrement frappant, parce que dans les années 1980, les Etats-Unis constituaient le principal facteur de blocage de deux grands processus de paix internationaux, l'un en Amérique centrale et l'autre au Moyen-Orient.[18] Mais essayez donc de trouver ce fait simple et évident dans n'importe lequel des principaux médias. C'est impossible. Et c'est impossible parce que c'est une contradiction logique ; vous ne devez même pas farfouiller dans les données et les documents pour le démontrer, c'est précisément démontré par la signification des mots eux-mêmes. C'est comme trouver un célibataire marié ou quelque chose comme ça, pas besoin de faire des recherches pour montrer qu'il n'y en a pas. Il est impossible que les Etats-Unis s'opposent au processus de paix, parce que le processus de paix est ce que les Etats-Unis sont en train de mener, par définition. Et si quelqu'un s'oppose aux Etats-Unis, alors il s'oppose au processus de paix.

Lui : Et dans le cas d'un pays dont on ne peut évidemment pas prétendre que c'est une démocratie, - il n'y a pas de constitution, pas de parlement, il y a une monarchie absolue- on utilise le terme de « modéré ».

Oui, « modéré » est un terme qui signifie « suit les ordres des Etats-Unis », par opposition à ce qu'on appelle « radical », qui signifie «ne suit pas les ordres des Etats-Unis». «Radical» n'a rien à voir avec la gauche ou la droite. On peut être très à droite et être «radical», il suffit de ne pas suivre les ordres des Etats-Unis.

Lui : Je n'ai encore jamais vu faire référence au roi Hassan du Maroc comme à un «monarque absolu». Il a des résultats effroyables en termes de droits humains, la torture est courante dans son royaume, il a envahi le Sahara occidental, il a désobéi au Tribunal international, c'est l'un des personnages les plus déplaisants qui soient ; je n'ai jamais vu un article qui ne se réfère pas à lui comme à un «modéré».[19] C'est exact, parce que nous avons des bases aériennes américaines au Maroc, nous obtenons plein de minerais de là-bas,

et ainsi de suite. Idem pour l'Arabie Saoudite, elle est présentée comme «modérée» maintenant. [20] En fait, même l'Irak est parfois décrit comme « sur le chemin de la modération » : l'Irak est probablement le pire état de terreur du monde, camps de la mort, guerre biologique, tout ce que l'on veut.[21] (L'auteur fait référence au soutien américain apporté à Saddam Hussein lors de la guerre Iran-Irak, nde.)

Lui : Qu'en est-il de Suharto [le dictateur indonésien], on l'appelle aussi un «modéré» ?
C'est le cas le plus extrême que j'aie jamais vu. Je suis content que vous le mentionniez. Suharto est réellement quelqu'un d'étonnant. Un article est paru dans le *Christian Science Monitor,* il y a quelques années, sur les bonnes opportunités d'affaires en Indonésie. L'article expliquait qu'après que le gouvernement indonésien avait mis fin à une révolte communiste en 1965, l'Occident était très désireux de faire des affaires avec « Suharto, le nouveau dirigeant modéré» de l'Indonésie." Et qui donc est ce « Suharto, le nouveau dirigeant modéré » ? Cet homme a mené, sans aucun doute avec l'appui des Etats-Unis, un coup d'état militaire en 1965, à la suite duquel l'armée indonésienne massacra environ 500 000 personnes en quatre mois. Personne ne connaît les chiffres exacts. Les victimes étaient principalement des paysans sans terre/[5]

C'était fichtrement bienvenu en Occident, les médias américains adoraient ça. Par exemple, James Reston, l'éditorialiste progressiste du *New York Times* a écrit un article, je m'en souviens, intitulé «A *Gleam ofLight in Asia» {« Une lueur en Asie»}* -la situation s'améliorait vraiment. Dans le *U.S. News and World Report,* il y avait un article intitulé « *Hope Where There Once Was None» {« De l'espoir là où il n'y en avait pas»}.*[24] C'était le genre de titre qu'on trouvait dans toute la presse américaine ; la raison en était que Suharto avait anéanti le seul parti

politique de masse en Indonésie, le Parti communiste, qui avait environ quatorze millions de membres à l'époque. Le *Times* a fait un éditorial qui disait en substance : tout cela est très bien, mais les Etats-Unis ont raison de ne pas s'impliquer trop ouvertement car ça ne fait pas bon genre d'anéantir 500 000 personnes -mais c'est en bonne voie, assurons-nous que cela reste en bonne voie. C'était juste au moment du massacre.[25] Voilà à quoi ressemble Suharto, le «nouveau dirigeant modéré» de l'Indonésie. C'est probablement le cas le plus extrême que j'aie jamais vu: Suharto est l'un des plus grands assassins de masse depuis Adolf Hitler.

Pauvreté contemporaine

Elle : Noam, je voudrais changer de sujet pour un instant. Vous avez dit que vous étiez déjà politiquement conscient, jeune enfant, dans les années 30 ; je me demande si vous avez des impressions sur les différences entre cette époque-là et aujourd'hui, en termes de perspective et d'attitudes générales ? Comment compareriez-vous ces deux périodes ? Ah, les années 30, c'était une époque excitante : c'était la grande dépression économique, tout le monde avait perdu son emploi, mais ce qui est drôle, c'est qu'il y avait plein d'espoir. C'est très différent aujourd'hui. Quand vous allez dans les bidonvilles aujourd'hui, rien n'est pareil à ce que c'était alors : c'est la désolation et il n'y pas le moindre espoir. N'importe qui de mon âge, ou plus, se souviendra qu'il y avait un sentiment d'espoir à cette époque: il n'y avait peut-être rien à manger, mais il y avait des possibilités, des choses à faire. Promenez-vous dans East Harlem aujourd'hui, il n'y avait rien de tel au plus fort de la Dépression : ce sentiment que vous ne

pouvez rien y faire, qu'il n'y a pas d'espoir, que votre grand-mère doit rester éveillée la nuit pour vous éviter d'être dévoré par un rat. Même au plein milieu de la Dépression, cela n'existait pas ; je ne crois même pas que ça existait dans les zones rurales. Les gosses ne venaient pas à l'école sans nourriture ; les professeurs n'avaient pas à craindre de se faire tuer par un drogué en passant dans le couloir, ce n'était pas si grave. Je crois qu'il y a vraiment quelque chose de qualitativement différent dans la pauvreté contemporaine. Certains d'entre vous doivent partager ce sentiment. C'est vrai que j'étais un enfant, à cette époque-là, et donc peut-être que mon point de vue était différent. Mais je me souviens que lorsque j'allais dans l'appartement de mes cousins -vous savez, une famille éclatée, pas de travail, vingt personnes vivant dans un minuscule appartement- d'une certaine façon, il y avait de l'espoir. C'était intellectuellement vivant, c'était excitant, c'était simplement très différent d'aujourd'hui.

Elle : Attribuez-vous cela à la conscience politique plus élevée à cette époque qu'aujourd'hui ?
C'est possible: à l'époque, beaucoup de syndicats s'organisaient, et les luttes étaient très brutales. Je m'en souviens bien. Un de mes premiers souvenirs d'enfance se passe dans un trolleybus avec ma mère: à un moment, je vois la police s'en prendre à des femmes qui faisaient le piquet de grève devant une usine textile de Philadelphie, et les frapper. C'est un souvenir marquant. La pauvreté était extrême, je me rappelle les chiffonniers venant frapper à la porte pour mendier, beaucoup de choses comme cela. Donc, ce n'était en rien une époque plaisante. Mais ce n'était pas non plus désespéré. D'une façon ou d'une autre, cela fait une énorme différence : les bidonvilles sont aujourd'hui sans espoir, il n'y a rien à faire que de s'en prendre les uns aux autres.

En fait, beaucoup de vies sont sans espoir, aujourd'hui, même pour des enfants de la classe moyenne. Je veux dire que pour la première fois dans l'histoire humaine, je pense, des enfants de la classe moyenne présument qu'ils ne vivront pas aussi bien que leurs parents, c'est vraiment un phénomène nouveau, ce n'est jamais arrivé auparavant.[26] Mes enfants, par exemple, supposent qu'ils ne vivront probablement pas de la même façon que nous. Pensez-y, cela ne s'est jamais produit auparavant dans l'histoire. Et ils ont probablement raison, sauf exception.

Lui : Avez-vous une explication pour ce qui s'est produit dans les villes ?
Je ne le comprends pas complètement, pour vous dire la vérité.[27] On pourrait voir le début du problème à la fin des années 1940 : New York City, par exemple, a commencé à devenir un endroit hostile à peu près à ce moment-là. Quand j'étais enfant et que j'allais à New York, je ne m'inquiétais pas de marcher tout seul dans Central Park le soir, ou de me promener seul la nuit le long de la rivière, à côté du Riverside Drive : ce genre de promenades que vous ne feriez pas aujourd'hui sans un peloton de Marines autour de vous, vous trouviez ça évident à l'époque, vous n'y pensiez même pas. Vous ne réfléchissiez pas deux fois avant d'aller faire un tour, disons dans Harlem : où était le problème ? Mais tout ça a commencé à changer après la Seconde Guerre mondiale, et partout aux Etats-Unis. Les villes sont devenues hostiles.

New York a toujours eu la *réputation* d'être une ville hostile. Il existe depuis toujours des blagues qui racontent l'histoire d'un type couché dans la rue que tout le monde piétine. Mais vous ne sentiez tout de même pas que vous risquiez votre vie et que les gens allaient vous trucider, sentiment que vous avez aujourd'hui lorsque vous vous promenez dans une bonne

partie de la ville. Vous n'aviez pas non plus le même sentiment de richesse énorme juste à côté d'une misère écrasante. Aujourd'hui, vous voyez des gens assis dans un restaurant de luxe boire du vin et un sans-abri couché dans la rue juste en face d'eux. Cela n'existait pas avant.

Elle : Ce changement peut-il être lié à l'internationalisation de l'économie, et à l'élargissement de la classe des très riches ?
Peut-être. Je ne sais vraiment pas, pour vous dire la vérité, et je ne veux pas faire semblant de savoir. Mais j'ai l'impression que c'est autre chose que simplement économique. Vous voyez, à cette époque, il y avait d'énormes différences de richesse, et les gens des bas quartiers étaient extrêmement pauvres. Mais ils n'étaient pas désespérés.

Elle : II n'y avait pas une telle culture de la consommation à cette époque.
En effet, certainement pas autant qu'aujourd'hui : tout le monde n'avait pas la télévision pour qu'on leur étale en permanence sous les yeux une vie parfaitement impossible. Quoiqu'il y avait tout de même quelque chose qui y ressemblait, ne l'oubliez pas : à cette époque, les films de cinéma étaient ce qu'est la télévision aujourd'hui ; on allait au cinéma pour dix *cents* et c'est là qu'on se baignait dans un monde imaginaire. Les fijms n'étaient que paillettes. Mais cela n'avait pas le même effet dévastateur, je ne sais pas pourquoi. Il y a dans la vie contemporaine quelque chose de vraiment désespéré qui est nouveau, je pense.

Lui : La bombe a beaucoup à voir avec ça.
Peut-être, mais est-ce que cela peut vraiment expliquer ce qui se passe dans les bidonvilles ? Bon, il est vrai que je n'en ai jamais vu beaucoup. À la fin des années 60, j'étais membre

d'un groupe principalement blanc, RESIST [un mouvement national de résistance à la conscription], mais nous avions de bons contacts avec les *Black Panthers,* et avec eux, je suis allé dans les bidonvilles. Mais en général, je n'ai pas tendance à fréquenter les bidonvilles. Ceci dit, mes quelques balades depuis lors dans les quartiers pauvres de Harlem, ou autres endroits de ce genre, ne me rappellent en rien les années 30, même de loin, même dans les coins les plus pauvres de Brownsville [un quartier défavorisé de Brooklyn]. De même, des amis plus âgés qui ont été enseignants à New York à partir des années 20 me disent qu'ils pensent que c'est totalement différent aujourd'hui, les gosses étaient pauvres dans les années 30, mais ils n'étaient pas mordus par des rats.

Elle : Pour moi, en tant que radicale qui fait beaucoup de travail politique dans ma communauté, la désespérance est incroyable : ce que nous avons à combattre à l'échelon le plus bas est proprement renversant, je peux vraiment comprendre qu'on abandonne. Avez-vous une explication à ce phénomène ? Je pense que si l'on regarde l'histoire américaine, on peut pointer au moins deux facteurs. Nous sommes une société d'immigrants, et avant la Dépression, pratiquement toutes les vagues d'immigrants qui arrivaient étaient plus ou moins absorbées, au moins ceux qui souhaitaient s'établir, mais beaucoup ne le voulaient pas, rappelez-vous ; en fait le taux de retour était assez élevé durant la période de pointe de l'immigration/[8] Mais pour ceux qui restaient, les Etats-Unis étaient réellement une terre de possibilités. Ainsi, mon père a pu venir de Russie et travailler dans un atelier clandestin, il s'est arrangé pour aller au collège et finalement voir son fils devenir professeur, tout cela était possible. Et c'était possible parce qu'il y avait un tel volume de travail manuel qu'il pouvait absorber les vagues d'immigrants : les gens pouvaient

travailler seize heures par jour dans les ateliers clandestins et gagner suffisamment pour vivre, puis faire quelques économies, et ainsi la situation s'améliorait progressivement. Mais dans les années 1930, il y eut une grande cassure dans ce système, la Dépression fit disparaître ces possibilités. Et, fondamentalement, les Etats-Unis ne sont jamais sortis de la Dépression.

Le boom économique d'après la Seconde Guerre mondiale a constitué une sorte de croissance économique complètement différente de tout ce qui s'était produit auparavant. Ce qui est sûr, c'est qu'elle a été essentiellement financée par l'Etat, et était principalement centrée sur des industries de haute technologie, liées au système militaire. Ce type de croissance économique ne permet justement pas d'absorber de nouvelles vagues d'immigrants. Elle l'a brièvement permis à nouveau durant la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il y a eu un manque de main-d'œuvre et que les gens pouvaient venir des fermes du Sud pour travailler dans les industries militaires. Mais ça s'est arrêté. Et depuis lors, les emplois se retrouvent principalement dans les hautes technologies et dans le secteur des services : c'est fichu, plus de débouchés. Donc, les gens n'ont plus les mêmes possibilités de progresser : si vous parvenez à entrer dans l'industrie de haute technologie, c'est probablement que vous y étiez déjà, et si vous travaillez à balayer les rues, c'est là que vous resterez.

Maintenant, peut-être que cette situation aurait été vivable s'il n'y avait pas eu de nouvelle vague d'immigration, mais il y en a eu. Il y a eu une immense vague d'immigration. Il se trouve que c'était de l'immigration interne, cette fois-ci. Mais du point de vue de la société, c'était pareil qu'une vague externe : elle est due à la mécanisation rapide de l'agriculture dans le Sud. Elle a chassé de la terre la population noire, les anciens esclaves. Il y a aussi eu un flux très important d'immigration hispanique. Vous aviez ces deux grandes vagues

d'immigration qui arrivaient dans les villes du Nord, et pas de travail pour ces gens : ils ne pouvaient pas faire ce que mon père a fait, parce qu'il n'y avait plus le même genre de travail manuel qui pouvait occuper des millions d'ouvriers en plus. Donc, ces deux énormes vagues d'immigrants ont simplement été entassées dans des camps de concentration que nous appelons des « cités ». Et la grande majorité d'entre eux n'en sortiront jamais, uniquement parce qu'il n'y a pas de travail pour eux. L'économie ne croît tout simplement pas. Certes, le Produit National Brut augmente, mais de façon telle que cela ne constitue pas une croissance économique pour une population urbaine pauvre.

Le déclin des industries manufacturières traditionnelles, ces dernières années, n'améliore pas la situation. Au fur et à mesure que les capitaux deviennent plus mobiles, il devient plus facile pour les compagnies de délocaliser la production vers le tiers monde : pourquoi devraient-elles payer des salaires plus élevés à Détroit alors qu'elles peuvent payer moins dans le nord du Mexique ou aux Philippines ? Le résultat, c'est qu'il y a encore davantage de pression sur la partie la plus pauvre de la population américaine. Et elle se retrouve enfermée dans les bidonvilles des centres urbains, où elle subit toutes sortes d'autres pressions: les drogues, les expulsions, la répression policière, les réductions des programmes sociaux pourtant déjà limités, et ainsi de suite. Tout cela contribue à créer un très authentique sentiment de désespérance et mène aussi à ce comportement anti-social qu'est le crime. Et le crime, c'est surtout des gens pauvres qui s'en prennent à d'autres pauvres -les statistiques montrent cela très clairement - parce que les gens riches, eux, sont bien barricadés.[29]

Vous pouvez très bien voir ça quand vous traversez New York en voiture aujourd'hui : vous voyez les mêmes différences de richesse qu'à San Salvador. Je donnais une conférence là-bas,

il y a peu. Quand vous vous promenez un peu, c'est dramatique : il y a ces châteaux, avec ces gardes à la grille, et une limousine qui arrive et fait entrer des gens ; à l'intérieur, je suppose que c'est très élégant et très beau. Mais c'est comme vivre dans un système féodal, avec plein de barbares sauvages tout autour, sauf que vous êtes riche, vous ne les voyez jamais, vous ne vous déplacez qu'entre votre château et votre limousine. Mais si vous êtes pauvre, vous n'avez pas de château pour vous protéger.

Lui : Vous avez mentionné que les drogues avaient un impact sur le problème, et je voudrais savoir si vous êtes d'accord avec la théorie selon laquelle les drogues ont peut-être été introduites intentionnellement dans les ghettos pour essayer d'y démoraliser les gens, de les empêcher de se regrouper et de s'organiser pour changer les choses ?

C'est une bonne question. Les militants qui travaillent dans les ghettos et les bidonvilles disent ça depuis des années. Beaucoup de gens ont fait observer que juste au moment où on commençait à voir un sérieux mouvement d'organisation dans les ghettos urbains, dans les années 1960, brusquement, il y a eu cet énorme afflux de drogues qui a totalement dévasté les communautés des centres urbains. Et ces communautés ne pouvaient précisément pas se défendre contre cela : les parents ne pouvaient pas, les églises non plus, il y avait des types qui traînaient au coin des rues et qui donnaient des drogues gratuitement à des gamins de dix ans, et en quelques mois le voisinage était fichu. Et le moment, en fait, était à peu près celui où une organisation politique sérieuse commençait à se mettre en place. Au-delà de ça, je ne sais pas : peut-être était-ce planifié, peut-être est-ce simplement arrivé par hasard.[10] Mais je pense qu'on peut dire assez sûrement que la manière dont le système de justice pénale a toujours fonctionné depuis lors a en effet beaucoup à voir avec le contrôle social.

Ainsi, regardez les différences dans les poursuites et dans les règles de condamnation pour les drogues des ghettos, comme le crack, et pour les drogues des faubourgs, comme la cocaïne, ou pour les conducteurs ivres et pour les consommateurs de drogue, ou juste entre les noirs et les blancs en général. Les statistiques sont claires : c'est une guerre contre les pauvres et les minorités. Posez-vous cette simple question: comment se fait-il que la marijuana soit illégale alors que le tabac est légal ? Ce ne peut pas être en raison de l'impact sur la santé, parce que c'est exactement l'inverse : il n'y a jamais eu un seul décès dû à la consommation de marijuana parmi les 60 millions de consommateurs dénombrés aux Etats-Unis, alors que le tabac tue des centaines de milliers de gens chaque année.[12] Je soupçonne fortement, bien que je ne sache pas comment le démontrer, que la raison en est que la marijuana est une herbe, on peut la cultiver dans son jardin, donc il n'y a personne qui pourrait gagner de l'argent dessus si elle était légale. Le tabac, lui, exige d'énormes apports en capital et en technologie, et il peut être monopolisé. Je ne vois pas vraiment d'autre différence entre les deux, franchement, sauf que le tabac est de loin plus mortel et cause bien plus de dépendance.

Mais il est certainement vrai que de très nombreuses communautés des centres urbains ont réellement été dévastées par les drogues. On peut comprendre pourquoi les gens en veulent, elles leur donnent un sentiment de soulagement temporaire face à une existence intolérable, quels que soient leurs autres effets possibles. De plus, je suis convaincu qu'aujourd'hui une bonne partie de la drogue est là surtout parce que certains peuvent faire de l'argent dessus. Donc, je ne pense pas vraiment qu'il y ait beaucoup d'espoir de traiter le problème sans une forme de dépénalisation qui ferait disparaître cette motivation-là. Ce n'est pas une solution élégante, mais c'est probablement une partie de la solution, je crois.

Et bien sûr, dépénalisation ne doit pas signifier pas de règles ; comme en Angleterre où au cours des années on a essayé de gérer l'alcool via des politiques de taxation et ainsi de suite, pour encourager la consommation de produits plus inoffensifs, comme la bière, plutôt que celle de produits plus dangereux : on pourrait envisager quelque chose de ce type par ici. Mais de toute évidence, il faudrait tenter quelque chose.

Fanatisme religieux

Elle : Le fondamentalisme religieux a vraiment pris son essor durant la dernière décennie, peut-être en partie comme échappatoire à cette désespérance. Pouvez-vous donner un avis sur l'ampleur de cet essor aux Etats-Unis ?

Ce qui s'est produit est assez étonnant. Il y a eu beaucoup d'études interculturelles sur ce que les chercheurs en sciences sociales appellent «fanatisme religieux» : il ne s'agit pas des gens qui croient juste en Dieu ou qui vont à l'église, mais de ceux qui en sont vraiment pour ainsi dire fanatiques, du genre d'engagement religieux qui imprègne toute la vie. Ces études démontrent qu'il s'agit là d'une caractéristique typique des sociétés pré-industrielles. On remarque qu'il y a une très bonne corrélation avec l'industrialisation : lorsque l'industrialisation augmente, ce type de fanatisme religieux diminue. Mais voilà, il y a deux pays qui sont vraiment hors de la courbe. L'un, c'est le Canada, où l'engagement fondamentaliste est plus grand que ce que vous pourriez attendre étant donné le niveau d'industrialisation. L'autre, ce sont les Etats-Unis, qui sont totalement hors du graphique : nous sommes comme une société paysanne détraquée. Je m'explique: la dernière étude que j'aie vue a été faite vers 1980, et les Etats-Unis étaient au même niveau que le Bangladesh, très près de celui

de l'Iran. 80% des Américains croient littéralement aux miracles religieux. La moitié de la population pense que le monde a été créé il y a quelque deux mille ans, et que les fossiles ont été mis là pour embrouiller les gens -la moitié de la population ! On ne trouve tout simplement pas ça dans d'autres sociétés industrielles.[34]

Alors, beaucoup de chercheurs en sciences politiques, et d'autres, ont tenté de comprendre pourquoi cette aberration existe. C'est l'un des nombreux aspects qui rendent les Etats-Unis insolites. Vous aimeriez savoir si c'est lié à certains autres aspects insolites -et il y en a d'autres. Par exemple, les Etats-Unis ont un mouvement ouvrier étrangement faible et un système politique exceptionnellement étroit. Réfléchissez : il n'y a aucun autre pays occidental industrialisé qui n'ait pas un parti politique basé sur le peuple, et nous n'en avons pas eu ici depuis le Parti populiste dans les années 1890. Donc, nous avons une population très dépolitisée et cela pourrait bien être l'une des causes de ce phénomène : si la vie sociale et politique n'offre pas aux gens de possibilités pour former des communautés et des associations s'occupant de choses qui ont du sens pour eux, ils cherchent d'autres façons de le faire, et la religion en est une, évidente. De façon frappante, c'est le cas des communautés noires où les églises noires ont formé le réel noyau organisateur qui maintient la vie sociale : il y a une oppression terrible, beaucoup de familles s'écroulent, mais l'église est là, elle rassemble les gens et ils peuvent se rencontrer et faire des choses dans ce contexte. Et la même chose vaut pour de nombreuses communautés blanches aussi.

Maintenant, je ne pense pas qu'il faille tirer des conclusions trop hâtives sur la religion en elle-même -c'est un peu comme la technologie, ça dépend de ce qu'on en fait. Ainsi, même parmi les fondamentalistes, vous avez des *Sojourners* [un groupe religieux politiquement progressiste], et vous avez Jerry Falwell

[un télévangéliste de droite]. Mais la religion a certainement en elle la potentialité de s'aligner sur d'autres formes de fanatisme, et c'est un grand danger pour les Etats-Unis, parce que c'est un mouvement très important, ici. En fait, pratiquement chaque politicien important dans ce pays doit aujourd'hui s'associer d'une certaine façon à la religion. Lors de l'élection de 1980, par exemple, les trois candidats [c'est-à-dire Carter, Reagan et le candidat indépendant John Anderson] se sont affichés comme des *Born Again Christians* {chrétiens charismatiques}. Lors de celle de 1984, l'un des candidats se présentait comme *Born Again Christian,* tandis que l'autre était ministre du culte méthodiste ou quelque chose qui y ressemble.[35] Pour l'élection de 1988, Dukakis était laïque, ce qui est inhabituel, mais Bush {le père} disait religieux.

En fait, techniquement parlant, Bush n'est pas vraiment président, parce qu'il a refusé de prêter le Serment présidentiel {le « *Oath of Office»}.* Je ne sais pas combien d'entre vous l'ont remarqué, mais les paroles du Serment sont écrites dans la Constitution, de sorte qu'on ne peut pas badiner avec cela, mais Bush a refusé de le lire. Le Serment présidentiel dit à peu près «Je promets de faire ceci, cela, et encore cela», et Bush a ajouté les mots «que Dieu m'aide». Eh bien, c'est illégal: il n'est donc pas président, si cela peut intéresser quelqu'un.[36]

Tous: Parfait! Oui!

Vous êtes contents? D'accord, allons-y pour *l'impeachment* {L'« *impeachment»* est la procédure de destitution légale d'un président fautif}.

Et ce n'est pas parce que Bush est religieux - Bush sait où est l'église la plus proche... parce qu'il doit s'y montrer régulièrement. Ou prenez Reagan : qu'est-ce que cela signifie de dire qu'il est un Born *Again Christian* ? Cela signifie que quelqu'un lui a dit qu'il en était un. Dans le cas de Bush, pourtant, je présume qu'il est totalement laïque, mais il sait simplement que maintenant, vous vous devez de faire un signe à cet énorme électorat fondamentaliste, et comme vous n'allez pas leur offrir quoi que ce soit qu'ils désirent réellement, vous leur offrez des choses symboliques, comme de dire «que Dieu m'aide» ou quelque chose du genre.

Mais si la situation devient un jour critique aux Etats-Unis, cette part massive de la population -je crois que c'est environ un tiers de la population adulte, aujourd'hui- pourrait facilement former la base d'un quelconque mouvement fasciste. Imaginons que le pays plonge profondément dans une récession, on pourrait très facilement mobiliser une population dépolitisée et lui faire penser que c'est la faute à quelqu'un d'autre : « Pourquoi nos vies s'effondrent-elles ? Il y a certainement des mauvaises gens là quelque part qui font en sorte que les choses aillent si mal », et les mauvaises gens peuvent être les juifs, ou les homosexuels, ou les noirs, ou les communistes, n'importe qui. Si vous pouvez déclencher chez les gens des frénésies irrationnelles de ce type, ils peuvent devenir très dangereux : c'est de là qu'est venu le fascisme des années 1930 et le même phénomène pourrait très facilement se produire ici.

«Le véritable antisémitisme»

Lui : Etes-vous au courant des connexions qui ont été révélées entre le Parti Républicain et les néo-nazis, et pourriez-vous parler un peu de l'importance que cela pourrait avoir dans ce contexte ?
Il est difficile de savoir exactement s'il faut prendre ce phénomène très au sérieux, mais il est certainement réel. Je ne sais pas combien d'entre vous ont suivi ce qui s'est passé avec les nazis durant la campagne de Bush {père}

L'un des comités de la campagne électorale de Bush, appelé « *Ethnie Outreach Committee»,* essaie d'organiser les minorités ethniques ; évidemment, cela ne signifie pas les Noirs ou les Hispaniques, cela veut dire les Ukrainiens ou les Polonais. Et il est apparu que ce comité était dirigé par un groupe de nazis est-européens, des nazis ukrainiens, des antisémites hystériques, des Roumains provenant de la Garde de Fer, et ainsi de suite. Finalement, cela a été révélé, une partie de ces personnes ont été remplacées, certains ont été mis à d'autres postes au sein du Parti Républicain. Mais on est passé très tranquillement sur tout ça. Les Démocrates n'ont même jamais soulevé la question durant la campagne électorale. [37]

On pourrait se demander pourquoi ? Comment se fait-il que les Démocrates ne sont même jamais revenus sur le sujet? Je crois qu'il y avait une très bonne raison : les organisations juives comme la Ligue contre la Diffamation *{Anti-Defamation League,* A.D.L.} leur ont justement demandé de ne pas s'en occuper. Le fait est que ces organisations ne s'inquiètent en fin de compte pas tellement de l'antisémitisme, ce qui les préoccupe, c'est l'opposition aux politiques d'Israël, ou plus exactement l'opposition à leur propre version belliqueuse des politiques d'Israël. Ce sont essentiellement des groupes de pression du gouvernement israélien, et ils comprenaient que ces nazis dans la campagne de Bush étaient tout à fait pro-Israël, alors pourquoi s'en occuper ? Le *New Republic,* qui est en quelque sorte l'organe de ces groupes, a publié un éditorial très intéressant sur le sujet. Cela parlait de l'antisémitisme et faisait allusion au fait que ce comité était conduit par des antisémites, des négationnistes, des nazis, etc., et il disait: oui, tout cela est vrai, mais ce n'est que de l'antisémitisme «antique et anémique». Le nazisme est juste de l'antisémitisme «antique et anémique», ce n'est pas très important, nous ne devrions pas trop nous en faire pour cela. Et ensuite,

il disait : le véritable antisémitisme dont nous devrions nous inquiéter est dans le Parti Démocrate, qui est plein de « gens qui haïssent les Juifs » : c'est l'expression qu'ils employaient. Et une partie de la preuve en est que les Démocrates avaient en réalité l'intention de débattre, lors de leur Convention nationale, d'une résolution appelant à l'autodétermination des Palestiniens, et par conséquent, ils devenaient des « gens qui haïssent les Juifs» et c'est là le «véritable» antisémitisme en Amérique. (C'est en fait le titre d'un livre du directeur de l'A.D.L, Nathan Perlmutter.)[38] Eh bien, les Démocrates ont bien capté le message : comme ils n'allaient pas gagner de points avec cette résolution, ils n'ont plus bougé le petit doigt à ce sujet.

Il y a une autre affaire, qui a reçu encore moins de publicité et qui est encore plus révélatrice. Le ministère de 1' Education a un programme de bourses qu'il distribue pour financer des projets lancés par des organismes scolaires locaux. Depuis quatre ou cinq ans, la direction de l'école de Brookline, dans le Massachusetts, avait essayé d'obtenir un financement pour un projet sur l'Holocauste, qui était toujours très apprécié, mais toujours rejeté. Une fois de plus, en 1988 -également juste avant l'élection- le comité fédéral d'évaluation avait à traiter leur proposition. Et comme d'habitude, elle reçut une très bonne évaluation. Mais au lieu de juste la rejeter, cette fois-ci, le gouvernement élimina tout simplement du programme l'ensemble de la catégorie dans laquelle la proposition concourrait. Alors, des informations ont commencé à se faire jour, qui expliquaient pourquoi ce projet était à chaque fois rejeté, et il apparut qu'il était refusé chaque année à cause de lettres que le ministère recevait de gens comme Phyllis Schlafly [une militante de droite] l'attaquant comme injuste parce qu'il ne donnait pas un espace suffisant aux nazis et aux membres du Ku Klux Klan. De plus, disaient-ils, c'est un lavage de cerveau des enfants, et les faire s'insurger contre l'Holocauste,

c'est fausser la pensée des gens. Des parties de ces lettres ont été publiées dans le *Washington Post* et dans le *Boston Globe."* On aurait pu penser que cela aurait fait un tollé. Un programme sur l'Holocauste rejeté par le gouvernement, par l'administration Reagan, parce qu'il ne donne pas assez de place aux nazis et aux membres du Klan ? Pas un cillement, pas un petit doigt. Il faut savoir que Phyllis Schlafly et toute cette bande sont pro-Israël comme il faut, et par conséquent, peu importe ce qu'ils pensent. Ils peuvent être en faveur du Klan, en faveur des nazis, ils peuvent dire qu'on ne devrait pas enseigner l'Holocauste, cela ne fait rien, tant qu'ils continuent de soutenir suffisamment les politiques agressives d'Israël. Tant qu'ils garderont ce profil, tout va bien, ils peuvent dire ce qu'ils veulent.

Ronald Reagan et le futur de la démocratie

Elle : Vous avez cité Reagan et je vous ai entendu dire que sous son administration, c'est la première fois que les Etats-Unis n'avaient pas vraiment de président. Pourriez-vous développer et nous dire ce que vous pensez de l'avenir de ce genre de gouvernement ?

Je pense qu'il a un bel avenir : l'administration Reagan était comme un aperçu de l'avenir. C'est une évolution très naturelle. Imaginez-vous travaillant dans quelque bureau de relations publiques où votre boulot consiste à aider le conseil municipal à s'assurer que ce public agaçant ne se mette en travers de son chemin lors de l'élaboration de la politique. Et voici une idée brillante que personne n'avait eue auparavant, que je sache : transformons les élections en une activité complètement symbolique. La population pourra continuer de voter, on leur donnera tout le bataclan, ils auront des campagnes électorales, tout le remue-ménage, deux candidats,

huit candidats. Mais les gens pour qui ils voteront devront juste lire sur un prompteur et ne devront rien savoir d'autre que ce qu'on leur dira, et peut-être même pas.

Quand vous lisez sur un prompteur - je l'ai fait, en réalité -c'est une très curieuse expérience : c'est comme si les mots entraient par vos yeux et sortaient par votre bouche, sans passer par votre cerveau. Et quand Reagan le fait, on en installe deux ou trois autour de lui, de sorte qu'il puisse bouger la tête et qu'il paraisse regarder son auditoire, mais en réalité tout ce qu'il fait c'est passer d'un prompteur à l'autre. Si vous pouvez faire voter les gens pour ce genre de personne, vous avez réussi, vous les avez éliminés de la prise de décision. Mais ça ne marchera que si vous avez des médias obéissants qui vont se mettre en quatre pour le présenter comme un merveilleux personnage qui a tellement de charisme : vous savez, «le président le plus populaire de l'histoire », «il crée une révolution », « la chose la plus étonnante depuis la crème glacée », et «comment pourrions-nous le critiquer, tout le monde l'adore ? ». Si vous pouvez le faire, alors vous aurez fait un bon bout du chemin vers la marginalisation du public. Et je pense que nous y sommes probablement arrivés en 1980, tout près en tout cas.

Dans tous les livres publiés par des proches de l'administration Reagan, il a été très difficile de cacher le fait que Reagan n'avait pas la moindre idée de ce qui se passait.[40] À chaque fois qu'il n'avait pas été bien programmé, les choses qui sortaient de sa bouche étaient comme -ce n'étaient pas vraiment des *mensonges*- étaient comme une sorte de verbiage d'enfant. Quand un enfant jacasse, ce ne sont pas des mensonges, on est simplement sur un autre plan. Pour être capable de mentir, il faut un certain degré de compétence, il faut savoir ce qu'est la vérité. Donc en fait, tout le ramdam dans l'enquête sur la *contra* et l'Iran, sur «est-ce que Reagan savait, oui ou non » [à propos des tractations illégales du *National*

Security Council avec l'Iran et les *contras* du Nicaragua], ou « est-ce qu'il se souvenait ou pas », personnellement j'ai considéré cela comme du camouflage. Quelle différence cela fait-il? Il ne savait pas si personne ne le lui a dit et il ne se souvenait pas s'il avait oublié. Et qu'est-ce que cela peut faire ? Il n'était pas censé savoir. Toute la carrière de Reagan a consisté à lire les lignes qu'avaient écrites pour lui des gens riches. D'abord, c'était comme porte-parole pour *General Electric,* puis c'était pour quelqu'un d'autre et il a seulement continué à la Maison Blanche: il lisait les lignes écrites pour lui par les gens riches, il a fait cela pendant huit ans, ils le payaient bien, et lui, apparemment, il aimait ça, il avait l'air d'être bien joyeux là, de s'être bien amusé. Il pouvait faire la grasse matinée. Et ils aimaient cela, les commanditaires, ils pensaient que tout allait bien, ils lui ont acheté une belle maison, ils l'ont mis au vert.

La façon dont il a disparu est très frappante. Pendant huit ans, l'industrie des relations publiques et les médias avaient prétendu que ce type révolutionnait l'Amérique, vous savez, la «révolution Reagan», ce fantastique personnage charismatique que tout le monde adorait, il a tout simplement changé nos vies. Arrivé à la fin de son contrat, ils l'ont renvoyé chez lui, c'était fini. Aucun journaliste n'aurait même jamais imaginé d'aller voir Reagan après ça pour lui demander son opinion sur quoi que ce soit, parce que chacun savait qu'il n'avait aucune opinion sur rien. Et ils le savaient depuis le début. Au procès d'Oliver North, par exemple, des faits sont apparus à propos de Reagan. Il avait raconté -je n'aime pas employer le mot «mensonge», parce que, comme je l'ai dit, il faut une certaine compétence pour mentir- bref, Reagan avait produit de fausses affirmations devant le Congrès, disons-le comme cela. La presse n'y a même pas prêté attention : ainsi, Reagan a menti au Congrès, d'accord, passons à autre chose. Le fait est que son travail était fini, donc il était devenu sans importance. Bien sûr, ils vont lui faire faire un tour de piste à la prochaine Convention républicaine, pour que tout le monde puisse applaudir, mais c'est tout.

D'une certaine façon, c'est comme la Royauté. En Angleterre, la famille royale joue un rôle réel dans la dépolitisation et Reagan me rappelle un peu cela.[41] Par exemple, la reine ouvre chaque session du Parlement anglais en lisant un message écrit par le parti politique qui est aux affaires et tout le monde fait semblant de prendre cela au sérieux. Et dans aucun coin de votre esprit, vous ne vous posez la question «Est-ce que la reine croit à ce qu'elle dit ? » ou « Comprend-t-elle ce qu'elle dit ?» ou « Se souviendra-t-elle de ce qu'elle a dit ? » ou « A-t-elle menti au Parlement ? ». Ces questions ne sont simplement pas pertinentes, parce que le boulot de la reine, c'est d'être la Royauté, d'être révérée, admirée, d'être la femme modèle à qui tout le monde est censé ressembler. C'est un peu une espèce de jeu dans le système politique, même si là-bas les gens le prennent en fait au sérieux, dans un sens, comme quand ils se tracassent pour savoir si la Princesse Diana se dispute avec Je-ne-sais-qui, ils y pensent, ils en parlent et ainsi de suite. Mais bien sûr, à un autre niveau de leur intelligence, ils savent que cela n'a rien à voir avec la vie.

Les Britanniques ont institutionnalisé cela et on ne vote pas pour une reine. Mais supposez qu'on en arrive à un point où les élections en Angleterre ne serviraient pas à choisir un Premier ministre et un Parlement, mais plutôt une reine, et qu'alors les choses se passeraient comme maintenant, sauf que le Premier ministre serait juste nommé par les banques et les entreprises. Et durant la campagne électorale, on se demanderait « Qui a la plus belle coiffure ? », « Qui sait le mieux dire les choses ? », « Qui a le plus beau sourire ? ». Vous auriez alors bien avancé vers le but souhaité, maintenir le fonctionnement formel du système, mais en le vidant de sa sub-

stance. Et c'est assez bien cela que nous avons vu avec Reagan, je pense.

Maintenant, je ne sais pas si Reagan avait été inventé pour la cause ou s'il a seulement fonctionné comme cela. Mais après avoir vu ça en action, je m'attends à ce que les gens en tirent un enseignement. Et en fait, je pense que l'on pouvait aussi en voir des signes lors de l'élection de 1988. Tout le monde, les médias et tous les autres, s'accordaient pour dire qu'il n'y avait pas de vraies questions dans la campagne : la seule question était de savoir si Dukakis trouverait un moyen d'esquiver toute la boue qu'on lui jetait. C'est à peu près la seule chose sur quoi on pouvait voter, a-t-il esquivé ou pas ? C'est comme dire « Ne prenez donc pas la peine de voter ! ».

Lui : Mais cela ne fait-il vraiment aucune différence de savoir qui gagne ? Bon, supposons qu'ils nous aient mis Ollie North comme président ?

Allons, je ne veux pas dire que cela ne fait aucune différence. Le personnage qui est là fait une certaine différence ; mais moins cela fait de différence, plus vous avez marginalisé le public.

Elle : Est-ce que vous votez ?

Je vote de façon différente. Je vote presque toujours lors d'élections au niveau le plus bas, comme pour des représentants de comité d'école, parce que là, cela fait une différence. Mais au fur et à mesure que l'on s'éloigne du contrôle populaire, cela fait de moins en moins de différence. Comme lorsqu'on arrive à la Chambre des représentants, même si c'est assez académique dans mon cas, parce que je vis dans un de ces quartiers qui n'ont qu'un seul élu et où c'est toujours le même type qui gagne, donc peu importe si vous votez ou pas. Lorsqu'on en vient aux sénateurs, cela commence à devenir assez symbolique, de toute façon. Au niveau de la présidence,

la moitié du temps, je ne m'en donne même pas la peine ; je pense qu'il s'agit là de jugements très subtils, d'habitude. Il est difficile d'essayer de deviner qui de Nixon ou Humphrey va arrêter plus vite la guerre au Viêt-nam [en 1968], c'est un choix extrêmement subtil ; en réalité, je n'ai pas voté cette fois-là, parce que j'imaginais que ce serait Nixon. J'ai voté contre Reagan, parce que je pensais que les types qui étaient autour de lui étaient extrêmement dangereux. Reagan lui-même était sans importance, mais les gens de son administration étaient de vrais tueurs, de vrais tortionnaires, ils faisaient trop souffrir les gens, et là je pensais que cela pouvait faire une différence. Mais ce ne sont habituellement pas des choix très faciles, à mon avis.

Elle : Selon vous, qu'est-ce qui a arrêté l'offensive pour la procédure d'«impeachment» contre Reagan après le scandale Iran / contra ?

Cela aurait juste horriblement embarrassé tout le monde, personne dans les rangs du pouvoir ne souhaite autant de perturbation pour cela. Voyons, pourquoi ne fait-on pas un procès pour crimes de guerre à chaque président américain ? Il y a des choses sur quoi il y a consensus complet dans la culture de l'élite : il est permis pour les Etats-Unis de commettre des crimes de guerre, il est permis d'attaquer d'autres pays, il est permis d'ignorer la loi internationale. Là-dessus, le consensus est total, alors pourquoi faudrait-il un *impeachment* contre le président pour avoir fait tout ce qu'il est censé faire ?

A l'époque des procès de Nuremberg [procès des criminels de guerre nazis après la Seconde Guerre mondiale], il y avait une rhétorique pompeuse de la part des procureurs occidentaux selon laquelle ce procès n'allait pas être seulement «une justice du vainqueur » : nous n'avons pas seulement gagné la guerre, nous établissons les principes qui s'appliqueront à

nous aussi. Eh bien, selon les principes des procès de Nuremberg, chaque président américain depuis lors aurait été pendu. Y en a-t-il un seul qui ait été mis en jugement ? Cette question a-t-elle jamais été soulevée ? C'est un argument qui n'est pas difficile à démontrer.[42]

À vrai dire, il vaut la peine de réfléchir aux procès de Nuremberg. Les nazis étaient uniques, c'est sûr. Mais si vous examinez ces procès, ils étaient très cyniques. Le critère opérationnel pour y définir un crime de guerre était qu'il soit *un acte criminel comme les Alliés n'en n'avait pas commis.* Ainsi, une partie de la défense de l'amiral Dönitz, un ancien commandant sous-marinier allemand, consista à appeler à la barre un ancien commandant sous-marinier américain, l'amiral Nimitz, pour témoigner du fait que les Américains avaient fait la même chose que lui. Le bombardement de zones urbaines ne fut pas considéré comme un crime de guerre à Nuremberg ; la raison en est que les Alliés en ont fait davantage que les Allemands. Et tout cela est dit platement, comme dans le livre de Telford Taylor, le procureur américain aux procès, où il explique tout cela ; il est très enthousiaste à propos de toute cette affaire.[43] Si les Alliés l'ont fait, ce n'est pas un crime, c'était seulement un crime si les Allemands l'avaient fait et pas nous. Bon, c'est vrai qu'il y a eu ces bombardements urbains, mais c'est néanmoins présenté de façon fort cynique.

En fait, le procès de Tokyo [procès des criminels de guerre japonais] était encore pire que celui de Nuremberg : si on suit les attendus du procès de Tokyo, ce n'est pas seulement chaque président américain qui aurait été pendu, mais *tout le monde* [à Tokyo, ceux qui n'avaient pas pris de mesures concrètes pour empêcher les crimes de guerre ou pour se dissocier du gouvernement furent exécutés]. Le cas du général Yamashita fut extrême : il fut pendu parce que durant la conquête américaine des Philippines, des troupes qui étaient

techniquement sous son commandement, bien qu'il avait déjà perdu tout contact avec elles, avaient commis des crimes ; et pour cela, c'est lui qui a été pendu. Demandez-vous qui va survivre, ce coup-ci. Voici un homme qui fut pendu parce que des troupes avec lesquelles il n'avait aucun contact, mais qui avaient théoriquement quelque chose à faire avec ses unités selon un certain ordre de combat, avaient commis des atrocités. Si ces mêmes principes s'appliquent à nous, qui va en réchapper? Et c'est juste un cas parmi d'autres, je crois que nous avons exécuté environ un millier de personnes au procès de Tokyo : c'était vraiment grotesque.[44]

Elle : Pour revenir juste une seconde aux élections, diriez-vous que les élections de 1984 étaient les mêmes que celles de 1988 : sans contenu ?

Lors des élections de 1984, il y avait encore un enjeu. En 1984, les Républicains étaient le parti de la croissance keynésienne [l'économiste Keynes défendait la stimulation de l'économie par le gouvernement] ; ils disaient: «Continuons juste à dépenser, dépenser et dépenser, les déficits seront de plus en plus gros, de toute façon cela mènera à la croissance», alors que les Démocrates étaient le parti du conservatisme fiscal : ils avaient ce fils de ministre [Mondale] à l'air triste qui disait : « Non, cela ne va pas ; nous ne pouvons pas continuer à dépenser, nous allons avoir des problèmes, nous devons être attentifs à la masse monétaire».

Pour le cas où ces choses amuseraient quelqu'un, les Républicains et les Démocrates avaient retourné leurs positions traditionnelles à 180 degrés ; historiquement, les Démocrates ont été le parti de la croissance keynésienne, et les Républicains, le parti du conservatisme fiscal. Mais ils avaient complètement inversé cela, et ce qui est intéressant, c'est que personne ne l'a jamais remarqué, je n'ai même jamais vu un

seul commentaire à ce propos dans la presse. Et ça, c'est parlant : cela démontre qu'il y a dans le pays différents secteurs du monde des affaires et qu'ils ont quelquefois des jugements tactiques légèrement différents sur la façon de traiter les problèmes du moment. Et lorsqu'ils n'ont pas le même avis, cela transparaît lors des élections ; s'ils ne sont en désaccord sur rien, il n'y a pas d'enjeu.

Deux nouveaux facteurs dans les affaires du monde

Lui : Pour passer à un niveau plus général, Professeur, pensez-vous que de nouveaux facteurs sont apparus ces dernières décennies sur la scène international ?
D'après moi, il y a au moins deux nouveaux phénomènes importants. Le premier est un changement dans l'économie internationale.[45] Et l'autre est la menace sur l'environnement, que l'on ne peut pas ignorer beaucoup plus longtemps, parce que si l'on attend encore trop pour y faire face, l'histoire humaine n'ira pas beaucoup plus loin.

Je commencerai par l'environnement. La réalité est que sous les conditions capitalistes -ce qui signifie la maximisation des gains à court terme- on finira par détruire l'environnement : la seule question est de savoir quand. Pendant longtemps, il a été possible de faire comme si l'environnement était une source infinie et un puits infini. Evidemment, ni l'un ni l'autre n'est vrai et nous approchons du moment où l'on ne pourra plus faire semblant beaucoup plus longtemps. On n'en est peut-être plus très loin. Traiter ce problème va exiger des changements sociaux de grande ampleur, d'une nature presque inimaginable. D'abord, cela va certainement exiger une planification sociale à grande échelle et cela signifie une planification sociale participative, si cela veut être un peu sérieux. Cela va aussi exiger que les êtres humains reconnaissent en grande partie qu'un système économique dirigé par la cupidité va vers son autodestruction -ce n'est qu'une question de temps avant qu'on ne rende la planète invivable, en détruisant la couche d'ozone ou autrement.[46] Cela signifie aussi que d'énormes changements socio-psychologiques devront avoir lieu si l'espèce humaine veut survivre plus longtemps. Donc, c'est un facteur important.

Tout à fait autre chose : il y a eu de grands changements dans l'économie internationale. Le monde s'est essentiellement regroupé en trois blocs économiques principaux : les Etats-Unis ne sont plus la seule puissance économique comme c'était le cas après la Seconde Guerre mondiale. Il y a aussi un système japonais, qui comprend le Japon et les pays périphériques, comme Singapour et Taiwan, l'ancien Empire japonais. Et il y a l'Europe qui s'est consolidée en un Marché Commun qui pourrait former une unité économique puissante. Si l'Europe s'y prend bien, elle dépassera les Etats-Unis : elle a une économie plus vaste, une population plus nombreuse, et mieux éduquée, et elle a ses intérêts coloniaux traditionnels, qui sont en fait en train de se reconstruire. Pendant ce temps, les Etats-Unis ont édifié leur propre «contre-bloc» en Amérique du Nord, à travers ce qu'on appelle des accords de « libre échange » qui font du Canada une sorte de colonie économique et qui permettent en fait d'absorber le Nord Mexique dans les Etats-Unis en tant que zone pourvoyeuse de main-d'œuvre à bon marché. Les trois régions sont grossièrement équivalentes d'après la plupart des indicateurs, avec la région asiatique encore très en avance pour ce qui est des réserves en capital.

Personne ne comprend vraiment bien comment cette situation sera affectée par la libéralisation financière qui a tant nuit à l'économie mondiale depuis le milieu des années 1970.

Et il y a encore d'autres questions intéressantes. Par exemple, les puissances européennes, spécialement l'Allemagne, tentent de reconstruire les relations coloniales traditionnelles qui existaient avant la Guerre Froide entre l'Europe centrale et l'Europe orientale : l'Europe centrale a l'industrie, la technologie et le capital à investir, tandis que l'Europe orientale et la Russie fournissent de la main-d'œuvre à bon marché et des ressources. Entre-temps, le Japon fait exactement la même chose avec la Russie du côté asiatique, en essayant de reconstruire ses relations coloniales avec la Sibérie : le Japon déborde de capital inemployé, la Sibérie déborde de ressources que les Russes ne peuvent pas exploiter convenablement parce qu'ils n'ont ni le capital ni la technologie, et c'est donc une combinaison naturelle. Et si ces efforts aboutissent, alors nous aurons les deux plus grands ennemis des Etats-Unis, le Japon et l'Europe intégrant l'Union soviétique, qui deviendrait comme une région semi-coloniale par rapport à eux. Cela représente les pires cauchemars des planificateurs américains.

Vous voyez, il existe une tradition géopolitique américaine qui traite les Etats-Unis comme une puissance insulaire au large des côtes de l'Europe. C'est une version agrandie de la géopolitique britannique qui considère l'Angleterre comme une puissance insulaire au large du continent européen. Au cours de toute son histoire moderne, la Grande-Bretagne a tenté d'empêcher l'Europe de s'unifier -c'était le thème principal de l'histoire britannique, évitons que l'Europe ne s'unifie parce que nous ne sommes que cette puissance insulaire au large de l'Europe, et si jamais ils s'unifient, nous aurons des ennuis. Et les Etats-Unis ont la même attitude vis-à-vis de l'Eurasie : nous devons les empêcher de s'unifier, parce que s'ils le font, nous devenons vraiment une puissance de deuxième classe.[47] Par «les Etats-Unis », j'entends évidemment les intérêts puissants aux Etats-Unis, le capital basé aux Etats-Unis.

Elle : Pensez-vous alors qu'il soit un jour possible que les Etats-Unis ne soient plus considérés comme une super-puissance ?
Malgré un relatif déclin, la puissance des Etats-Unis est toujours d'un niveau sans précédent dans l'histoire.

Elle : Je sais que c'est le cas militairement.
Et même économiquement. Vous voyez, c'est un vrai scandale du système économique américain que le niveau économique général soit si bas. Selon les standards mondiaux, en termes de mortalité infantile ou d'espérance de vie, disons, ou de la plupart des autres indicateurs de ce genre, les gens ne sont pas tellement bien, ici: les Etats-Unis sont assez bas dans la liste. Je crois que nous sommes vingtième sur vingt puissances industrielles pour la mortalité infantile, par exemple. En termes de standards de santé, nous sommes à peu près au niveau de Cuba, qui est un pays pauvre du tiers monde.[48] C'est un scandale absolu : la population des Etats-Unis devrait être en meilleure position que celle de n'importe quel pays du monde, et avec un énorme écart. Aucune autre puissance industrielle n'a des ressources comparables à celles que nous avons. Nous avons une population éduquée, l'instruction de base est relativement répandue. Nous avons une population relativement homogène : les gens parlent partout l'anglais, on ne trouve pas ça dans tellement d'endroits du monde. Nous avons une énorme puissance militaire. Nous n'avons aucun ennemi à proximité. Très peu de puissances ont connu cette situation dans l'histoire. Ce sont là des avantages incomparables, et notre système économique ne s'en est pas particulièrement servi au bénéfice de notre population.

Prenez maintenant le Japon : les compagnies et les investisseurs japonais sont capables de rassembler beaucoup de capital, mais ils n'auront jamais leurs propres ressources : ils n'ont pas leurs propres ressources en énergie, ils n'ont pas leurs

propres matières premières, ils n'ont pas de ressources agricoles. Et nous bien : cela fait une grande différence. En fait, les planificateurs américains de la fin des années 1940 étaient parfaitement conscients de cette différence lorsqu'ils ont en quelque sorte organisé le monde d'après-guerre. Ainsi, tout en aidant le Japon à se ré-industrialiser, ils ont aussi insisté pour garder le contrôle de ses ressources énergétiques : les Japonais n'étaient pas autorisés à développer leur propre industrie pétrochimique, ni à obtenir leur propre accès indépendant à des ressources pétrolières. Et la raison en est expliquée dans des documents internes américains maintenant rendus publics : comme le faisait observer George Kennan [officiel du Département d'Etat et diplomate], qui était l'un des principaux planificateurs de l'après-guerre, si nous contrôlons les ressources énergétiques du Japon, nous aurons droit de veto sur le Japon ; si jamais ils ne se tiennent pas bien, nous leur couperons simplement leur approvisionnement en énergie.[49] Maintenant, on ne sait pas si ce plan continuera encore à fonctionner ou pas, parce que le monde change de façon imprévisible. Mais pour le moment, les Etats-Unis sont toujours irrésistiblement puissants dans les affaires du monde : c'est pourquoi nous pouvons si bien nous en tirer.

La démocratie sous le capitalisme

Lui : Vous avez indiqué que nous allions avoir besoin d'une planification sociale participative pour sauver l'environnement. Je me demande si la décentralisation du pouvoir n'entre pas en conflit avec les efforts pour sauver l'environnement -on ne peut pas faire cela sans une espèce d'accord centralisé, ne croyez-vous pas ? D'abord, les accords ne demandent pas d'autorité centralisée,

certaines sortes d'accord le demandent. L'hypothèse, au moins, est que la décentralisation du pouvoir conduise à des décisions qui reflètent les intérêts de la population tout entière. L'idée est que les politiques qui découlent de n'importe quel mécanisme de prise de décision tendent à correspondre aux intérêts des gens impliqués dans la prise des décisions, ce qui paraît certainement plausible. Ainsi, si une décision est prise par une autorité centralisée, elle représente les intérêts du groupe particulier qui est au pouvoir. Mais, si le pouvoir est réellement enraciné dans de grandes parties de la population - si les gens peuvent vraiment participer à la planification sociale- alors on peut imaginer qu'ils le feront par rapport à leurs propres intérêts et on peut s'attendre à ce que les décisions reflètent ces intérêts. Bon, l'intérêt de la population générale est de préserver la vie humaine ; celui des compagnies est de faire du bénéfice: ce sont là des intérêts fondamentalement différents.

Lui : Dans une société industrielle, on pourrait pourtant dire que les gens ont besoin d'emplois.

Bien sûr, mais avoir des emplois n'impose pas de détruire l'environnement. Si vous avez une planification sociale participative et que les gens essaient de faire les choses selon leurs intérêts, ils voudront équilibrer les opportunités de travail avec la qualité du travail, avec le type d'énergie disponible, avec les conditions d'interaction individuelle, avec le besoin de s'assurer que leurs enfants survivront, etc. Mais tout cela, ce sont des considérations qui ne se posent justement pas pour les dirigeants des compagnies, cela ne fait simplement pas partie de l'agenda. En fait, si le P.D.G. de *General Electric* commençait à prendre des décisions sur une telle base, il se ferait virer de son poste en trois secondes, ou peut-être y aurait-il une reprise de contrôle de la compagnie, parce que ces choses ne font pas partie de son travail. Son boulot est de

faire augmenter les bénéfices et la cote en bourse, pas de s'assurer que l'environnement survive ou que ses ouvriers mènent des vies décentes. Et ces buts sont simplement en conflit.

Lui : Donnez-nous un exemple de ce que vous entendez exactement par planification sociale.
Eh bien, là tout de suite, nous devrions prendre de grandes décisions sur la façon de produire de l'énergie. Pour une simple raison : si nous continuons à produire de l'énergie par combustion, l'espèce humaine ne va pas survivre beaucoup plus longtemps.[50] Cette décision exige une planification sociale: ce n'est pas une chose que vous pouvez décider pour vous seul. De même, vous pouvez décider de placer un panneau solaire sur votre propre maison, mais cela ne va pas aider vraiment. Ce type de décision ne fonctionne que si elle est prise à une échelle massive.

Lui : Je pensais que vous vouliez parler de contrôle de la population.
Le contrôle de la population est une autre question où il ne sert à rien que *vous* agissiez, il faut que tout le monde agisse. C'est comme la circulation : vous ne pouvez pas rendre sûre la conduite d'une voiture en conduisant bien vous-même ; il faut qu'il y ait une sorte de contrat social, sinon cela ne marchera pas. S'il n'y avait pas de contrat social dans la conduite automobile -chacun conduirait simplement comme une bombe, en roulant aussi vite que possible et en oubliant les feux rouges et tout le reste - vous ne pourriez pas rendre la circulation sûre, simplement en conduisant bien vous-même : cela ne fait guère de différence que vous ayez l'intention de conduire prudemment si tous les autres conduisent comme des bombes, n'est-ce pas ? Ce qui est ennuyeux, c'est que c'est comme ça que fonctionne le capitalisme. La nature du système est qu'il est censé être conduit par la cupidité ; personne n'est censé s'inquiéter des autres, personne n'est censé se tracasser pour le bien commun, ce n'est pas censé vous motiver, c'est le principe du système. La théorie est que la poursuite de desseins privés mène à la satisfaction des besoins publics*, c'est ce qu'on vous apprend dans les facultés d'économie. C'est tout à fait n'importe quoi, bien entendu, mais c'est ce qu'on vous enseigne. Et aussi longtemps que le système fonctionnera ainsi, oui, il va s'autodétruire.

Qui plus est, les capitalistes ont compris cela depuis longtemps. De sorte que ce sont les industries elles-mêmes qui en réalité ont exercé de fortes pressions pour obtenir la plupart des systèmes réglementaires gouvernementaux : les industries veulent être réglementées, parce qu'elles savent que sinon, elles vont se détruire elles-mêmes dans une compétition débridée.[5']

Lui : Alors, quelle sorte de mécanisme de planification sociale pourrait fonctionner, selon vous ? Vous n'êtes manifestement pas trop confiant dans notre forme actuelle de gouvernement.
Il n'y a rien de mauvais dans la forme -je veux dire qu'il y a *certaines* choses mauvaises dans la forme- mais ce qui est vraiment mauvais, c'est le fond. Aussi longtemps que l'on a un contrôle privé sur l'économie, les formes ne font aucune différence, parce qu'elles n'y peuvent rien. On pourrait avoir des partis politiques où tout le monde se rencontre et participe, et où vous établissez les programmes ; agissez de façon participative autant que vous voulez, cela n'aura qu'un effet marginal. La raison en est que le pouvoir est ailleurs.

Ainsi, supposons que nous tous ici ayons convaincu le maximum de monde dans le pays de voter pour nous comme président, que nous ayons obtenu 98% des votes, y compris

* Il s'agit là d'une maxime de la philosophie (économique) utilitariste telle que défendue par Jeremy Bentham.

dans les deux Chambres, et qu'alors nous ayons commencé à instituer des réformes sociales indispensables. Réformes que la majeure partie de la population désire. Demandez-vous simplement ce qui arriverait ? Si votre imagination ne suffit pas, examinons des cas réels. Il y a des endroits dans le monde qui ont une palette de partis politiques plus large que chez nous, comme les pays d'Amérique latine, par exemple, qui sous ce rapport sont bien plus démocratiques que nous. Eh bien, lorsque des candidats réformistes populaires sont élus en Amérique latine et commencent à introduire des réformes, il arrive typiquement deux choses. L'une, c'est qu'il y a un coup d'état militaire soutenu par les Etats-Unis. Et, en supposant que cela ne se passe pas, ce que vous avez, c'est une grève du capital : les capitaux quittent le pays, il y a une baisse des investissements, l'économie grince et puis s'arrête. C'est l'autre phénomène typique.

C'est le problème qui s'est posé au Nicaragua dans les années 1980 et qu'il n'a pas pu surmonter - à mon avis, c'est un problème simplement insurmontable. Les Sandinistes ont essayé de fonctionner avec une économie mixte : ils ont essayé de mener des programmes sociaux au bénéfice de la population, mais ils ont aussi dû faire appel au monde des affaires pour empêcher que la fuite des capitaux ne détruise tout. De sorte que la plus grande part des fonds publics, dans la mesure où il y en a, sert à graisser la patte aux riches, pour essayer qu'ils continuent d'investir dans le pays. Le seul problème, c'est que les riches préfèrent ne pas investir s'ils n'ont pas le pouvoir : ils préfèrent encore voir la société détruite. Ainsi, les riches acceptent les pots-de-vin et les envoient dans des banques suisses et dans des banques de Miami, parce que selon leur perspective, le gouvernement sandiniste se trompe dans les priorités. Ces types-là haïssent la démocratie juste autant que le Congrès hait la démocratie : ils veulent que le système politique soit dans les mains des riches élites, et quand il s'y trouve à nouveau, alors ils appellent cela «démocratie», ils reprennent les investissements et l'économie va finalement recommencer à fonctionner.

La même chose se passerait ici si nous avions un candidat réformiste populaire qui atteignait réellement un certain niveau formel de pouvoir : il y aurait désinvestissement, grève du capital et ralentissement de l'économie. Et la raison en est très simple. Dans notre société, il se fait que le pouvoir réel ne se trouve pas dans le système politique, mais bien dans l'économie privée : c'est là que l'on décide ce que l'on va produire et en quelles quantités, ce qui sera consommé, où les investissements vont aller, qui aura des emplois, qui contrôlera les ressources, etc. Et tant que cela sera le cas, les changements à l'intérieur du système politique peuvent faire une petite différence -je ne veux pas dire que c'est zéro- mais les différences seront très légères.

En fait, si vous réfléchissez bien à la logique de tout ceci, vous verrez qu'aussi longtemps que le pouvoir restera concentré dans des mains privées, tout le monde doit s'engager à s'assurer que les gens riches soient contents, parce que sinon, personne d'autre n'obtiendra rien. Donc, si vous êtes, disons, un sans-abri qui dort dans les rues de Manhattan, votre premier souci doit être que les gens dans les hôtels de maîtres soient heureux, parce qu'alors ils vont investir, l'économie ira bien, les choses fonctionneront, et alors peut-être qu'un petit quelque chose redescendra tout doucement vers vous. Mais s'ils ne sont pas heureux, tout va finir par s'arrêter et vous ne recevrez même pas les petites miettes. Donc, si vous êtes un sans-abri, votre première préoccupation, c'est le bonheur des gens riches dans les villas et les restaurants de luxe. Fondamentalement, ceci est une métaphore de toute la société.

De même, supposons que le Massachusetts veuille augmenter les impôts sur les entreprises. La majeure partie de la population est pour, mais on peut prédire ce qui se passerait. Le monde des affaires mènerait une campagne de relations publiques disant -ce qui, en fait, est vrai, ce ne sont pas des mensonges- «Vous augmentez les impôts sur les entreprises, vous faites payer les riches, vous allez voir que le capital va s'en aller ailleurs, et vous n'aurez plus de travail, vous n'aurez plus rien. ». Ce n'est pas exactement ainsi qu'ils le diraient, mais c'est bien ce que cela voudrait dire : «À moins que vous ne nous contentiez, vous n'aurez rien, car l'endroit est à nous ; vous vivez ici, mais nous sommes propriétaires des lieux. » Et en fait, c'est bien le message qui est présenté, mais pas dans ces termes, bien sûr, chaque fois qu'une réforme arrive quelque part ; ils font une grande campagne de propagande en disant : cela va nuire à l'emploi, cela va nuire aux investissements, il va y avoir une perte de confiance des entreprises, et ainsi de suite. C'est juste une façon compliquée de dire : à moins que vous ne satisfassiez le monde des affaires, la population n'aura rien.

Lui : Que pensez-vous de la nationalisation de l'industrie comme moyen de permettre cette planification sociale à grande échelle ?
Cela dépend de la manière dont on s'y prend. Si la nationalisation de l'industrie met la production dans les mains d'une bureaucratie d'Etat ou d'une sorte de parti d'avant-garde dans le style léniniste, alors, à mon avis, on aura seulement un autre système d'exploitation. Si, par contre, la nationalisation de l'industrie était basée sur un vrai contrôle populaire de l'industrie -contrôle ouvrier sur les usines, contrôle de la communauté, avec les groupes peut-être fédérés ensemble, etc. - alors ce serait autre chose. Cela étendrait le système démocratique au pouvoir économique, et à moins que cela ne se fasse, le pouvoir politique ne représentera jamais qu'un pouvoir très limité.

L'empire

Elle : Le but fondamental des Etats-Unis, lorsqu'ils interviennent dans les pays du tiers monde, est-il alors de détruire les gouvernements de gauche pour les empêcher d'accéder au pouvoir ?
Non, la première préoccupation est d'empêcher *l'indépendance,* quelle que soit l'idéologie. Rappelez-vous, nous sommes la puissance mondiale, donc nous devons nous assurer que toutes les différentes parties du monde continuent à remplir les fonctions qui leur sont assignées dans notre système mondial. Et les fonctions assignées aux pays du tiers monde, c'est d'être des marchés pour les entreprises américaines, des bases de ressources pour les entreprises américaines, de fournir de la main-d'œuvre à bon marché pour les entreprises américaines, et ainsi de suite. Il n'y a pas de grands secrets à ce propos, les médias ne vous le diront pas, non plus les ouvrages savants, mais tout ce que vous avez à faire, c'est regarder les documents gouvernementaux rendus publics, et tout cela est expliqué très franchement et explicitement.

Les archives documentaires internes des Etats-Unis remontent loin dans le passé, et elles répètent la même chose, encore et encore. En voici pratiquement une citation : le principal engagement international des Etats-Unis dans le tiers monde doit être d'empêcher l'arrivée de régimes nationalistes qui soient réceptifs aux pressions des masses populaires pour une amélioration des bas niveaux de vie et pour une diversification de la production ; la raison en est que nous devons

maintenir un climat favorable aux investissements et assurer les conditions qui permettent un rapatriement correct des bénéfices vers l'Occident. Ce type de discours est répété année après année dans les documents de planification de haut niveau américains, comme les rapports du *National Security Council* sur l'Amérique latine et ainsi de suite, et c'est exactement ce que nous faisons partout dans le monde.[52]

Donc, le nationalisme auquel nous nous opposons n'a pas besoin d'être de gauche, nous sommes tout autant opposés au nationalisme de droite. Je veux dire que lorsqu'il y a un coup d'état militaire de droite qui cherche à placer un pays du tiers monde sur la voie d'un développement indépendant, les Etats-Unis vont aussi essayer de détruire ce gouvernement: nous nous sommes opposés à Peron en Argentine, par exemple.[53] Ainsi, malgré ce que vous entendez toujours, l'interventionnisme américain n'a rien à voir avec la résistance à l'expansion du «communisme», c'est l'indépendance à quoi nous nous sommes toujours opposés partout, et pour une bonne raison. Si un pays commence à prêter attention à sa propre population, il ne va pas prêter une attention convenable aux besoins primordiaux des investisseurs américains. Ces priorités-là sont inacceptables, donc ce gouvernement va simplement devoir disparaître.

Et les effets de cet engagement dans l'ensemble du tiers monde sont dramatiquement clairs : il ne faut qu'un instant de réflexion pour réaliser que les régions qui ont le plus été sous contrôle américain sont parmi les plus horribles régions du monde. Par exemple, pourquoi l'Amérique centrale est-elle un tel musée des horreurs ? Je veux dire que si un paysan du Guatemala se réveillait en Pologne [c'est-à-dire sous l'occupation soviétique], il se croirait au paradis, par comparaison, et le Guatemala est une région où nous avons eu un siècle d'influence. Bon, c'est évocateur. Ou regardez le Brésil :

potentiellement un pays extrêmement riche avec des ressources immenses, sauf qu'il a eu la malchance de faire partie du système occidental de subordination. Ainsi, le Nord-Est du Brésil, par exemple, est une région assez fertile, avec abondance de bons terrains, mais tout est occupé par de grosses exploitations, et la recherche médicale brésilienne identifie maintenant sa population comme étant une nouvelle espèce, dont le cerveau a une taille d'environ 40% de celui des êtres humains, le résultat de générations de malnutrition et d'abandon ; cela pourrait être irrémédiable, sauf après des générations, vu les effets prolongés de la malnutrition sur les descendants.[54] Voilà, c'est un bon exemple de l'héritage laissé par nos engagements, et le même genre de modèle est suivi partout dans les anciennes colonies occidentales.

En fait, si on regarde les pays qui se sont développés dans le monde, il y a un simple petit fait qui devrait être évident pour n'importe qui après cinq minutes d'observation, mais on ne trouve jamais personne pour le dire aux Etats-Unis : les pays qui se sont développés économiquement sont ceux qui n'ont pas été colonisés par l'Occident; tous les pays qui l'ont été sont des ruines complètes. Ainsi, le Japon fut le seul pays qui ait pu résister à la colonisation européenne et c'est la seule partie du tiers monde traditionnel qui se soit développée. Donc, l'Europe a tout conquis, sauf le Japon, et le Japon s'est développé. Qu'est-ce que cela vous dit? Les historiens de l'Afrique ont fait remarquer que si on regarde le Japon au début de son processus d'industrialisation [dans les années 1870], il se trouvait à peu près au même niveau de développement que le royaume Asanté en Afrique Occidentale, en termes de ressources disponibles, de niveau de formation de l'Etat, de degré de développement technologique, et ainsi de suite.[55] Eh bien, comparez précisément ces deux régions aujourd'hui. Il est vrai qu'il y avait historiquement un certain

nombre de différences entre elles, mais celle qui est cruciale, c'est que le Japon n'a pas été conquis par l'Occident, tandis que le royaume Asanté l'a été, par les Britanniques. Et donc, aujourd'hui, l'Afrique Occidentale est économiquement l'Afrique Occidentale, tandis que le Japon est le Japon.

Le Japon a eu son propre système colonial aussi, soit dit en passant, mais ses colonies se sont développées, et cela parce que le Japon ne les a pas traitées de la façon dont les puissances occidentales ont traité leurs colonies. Les Japonais étaient des colonisateurs très brutaux, ils n'étaient pas très gentils, mais ils ont néanmoins développé leurs colonies économiquement; les Occidentaux ont seulement pillé les leurs. Ainsi, si on regarde le taux de croissance de Taiwan et de la Corée durant la période de colonisation japonaise, il était approximativement le même que le taux de croissance du Japon lui-même au début de ce siècle : ils s'industrialisaient, développaient des structures, le niveau d'éducation progressait, la production agricole augmentait. En fait, vers les années 1930, Formose (maintenant Taiwan) était l'un des pôles commerciaux de l'Asie.[56] Bien, comparez simplement Taiwan et les Philippines, une colonie américaine juste à côté : sur cette dernière règne une désolante misère économique dans le plus pure style latino-américain. De nouveau, c'est parlant.

Avec la Seconde Guerre mondiale, le système colonial japonais a été mis en pièces. Mais vers les années 1960, la Corée et Taiwan se développaient à nouveau à leur rythme antérieur, et cela parce que durant la période d'après-guerre, ils ont été capables de suivre le modèle de développement japonais : ils sont assez fermés à l'exploitation étrangère, très égalitaires selon les standards internationaux, ils consacrent des ressources assez considérables à des choses comme l'éducation et les soins de santé. Voilà, c'est un modèle de développement réussi. Bon, ces pays asiatiques ne sont pas sympathiques ; je

ne peux pas les supporter moi-même, ils sont extrêmement autoritaires, le rôle des femmes, on ne peut même pas en parler. Mais ils ont été capables de poursuivre des mesures de développement économique qui réussissent: l'Etat coordonne la politique industrielle, l'exportation de capital est strictement contingentée, les importations sont maintenues à un bas niveau. Eh bien, ce sont exactement les types de politiques qui sont impossibles en Amérique latine, parce que les Etats-Unis insistent pour que ces gouvernements gardent leurs économies *ouvertes* aux marchés internationaux : donc le capital de l'Amérique latine s'écoule constamment vers l'Occident. Bon, d'accord, ce n'est pas un problème en Corée du Sud : ils ont la peine de mort pour l'exportation de capital. Cela résout assez vite la difficulté.[57]

Mais l'important c'est que le modèle de développement de style japonais fonctionne. En fait, c'est ainsi que tous les pays qui se sont développés l'ont fait: en imposant de hauts niveaux de protectionnisme, et en dégageant leur économie de la discipline du libre marché. Et c'est précisément ce que les puissances occidentales ont empêché le reste du tiers monde de faire, et cela continue encore aujourd'hui.

Elle : Y a-t-il quelque espoir de démanteler l'empire américain, à votre avis ?

Il me semble que la situation est assez similaire aux conclusions que l'on tire de l'examen de l'hypothèse très probable d'une catastrophe écologique: soit le contrôle de ces sujets est laissé aux mains des puissants intérêts, et le reste de la population abdique simplement, va à la plage et espère que ses enfants parviendront à survivre, soit les gens s'organisent suffisamment pour démolir tout le système d'exploitation, et, en fin de compte, commencent à le placer sous un contrôle participatif. La première possibilité signifie le dés-

astre complet ; dans la seconde, on peut imaginer toutes sortes de perspectives.

Voyez-vous, l'ensemble de la population ici ne gagne pas grand-chose à garder notre système impérial : en fait, elle peut ne rien y gagner. Si on jette un coup d'œil aux systèmes impériaux à travers l'histoire, il n'est pas du tout clair que ce soient des entreprises rentables en dernière analyse. Ceci a été étudié dans le cas de l'empire britannique, et à côté de réponses plutôt qualitatives, il semble aussi que le coût consenti pour maintenir l'empire britannique était aussi important que les profits qui en étaient tirés. Probablement que c'est vrai aussi pour le système dominé par les Etats-Unis. Ainsi, prenez l'Amérique centrale : notre contrôle rapporte des gains, mais il est très douteux qu'ils s'approchent même de loin des quelque 10 milliards de dollars d'impôts annuels qui sont requis pour maintenir la domination américaine là-bas.[58]

Elle : Ces coûts sont payés par la population, alors que les gains vont aux riches.

C'est cela, exactement; si vous demandez: «Pourquoi avoir un empire ? », vous avez donné la réponse. L'empire est comme toutes les autres parties de la politique sociale : c'est une méthode pour que les pauvres paient les riches. Donc, si l'empire n'est rien d'autre qu'une forme de politique sociale par laquelle les pauvres subsidient les riches, cela signifie que, sous une planification sociale démocratique, il y aurait très peu de motivation pour maintenir cet empire. Sans parler des considérations morales évidentes qui à ce moment-là deviendraient un facteur qui compte. En fait, toutes sortes de questions changeraient, radicalement.

Le changement et l'avenir

Lui: M. Chomsky, vous présentez une analyse très pertinente des problèmes du capitalisme, que j'accepte complètement. Lorsque vous commencez à parler de la dissidence de la population américaine et des possibilités d'un changement à grande échelle, cependant, je dois admettre que j'ai un peu de mal. Je ne vois pas la même désillusion générale par rapport au système que celle que vous décrivez. Je pense que les gens voient peut-être les choses qui ne vont pas dans certains domaines, ils voient peut-être qu'ils ne peuvent rien y faire, mais au total, ils semblent vraiment continuer d'y adhérer: ils pensent que Reagan était un non-interventionniste, mais pas un pantin créé par l'industrie des relations publiques. Bon, les gens ne sont pas dans la rue à se révolter, c'est vrai, il suffit de regarder par la fenêtre pour le voir. Mais tous les indicateurs que je connais montrent que le public est vraiment devenu, de beaucoup, plus dissident et plus sceptique. Ainsi par exemple, environ la moitié de la population pense que le gouvernement est seulement dirigé par «quelques grands intérêts qui s'occupent d'eux-mêmes ».[59] Quant à savoir si Reagan était un non-interventionniste ou un homme de paille, franchement, ce n'est pas très important. En réalité, les gens savent ou peuvent vite être convaincus qu'ils ne sont pas impliqués dans la définition des politiques, que la ligne politique est fixée par des intérêts puissants qui n'ont pas grand-chose à voir avec eux. Maintenant, je pense qu'ils se trompent parfois sur l'identité de ces puissants intérêts : par exemple, ils y incluent les syndicats ; eh bien, cela, c'est de la propagande. Mais quand ils citent des compagnies, des grands médias, des banques, des firmes d'investissement, des firmes juridiques qui s'occupent de leurs intérêts, des choses comme cela, d'accord, là je crois qu'ils voient juste.

Donc, oui, c'est sûr, les gens ne font pas la révolution dans la rue. Mais je crois qu'il y a un grand potentiel. Le mouvement environnemental est important, et rappelez-vous, c'est un mouvement des années 1970, pas des années 1960. Les mouvements de solidarité avec le tiers monde sont des mouvements des années 1980. Le mouvement anti-nucléaire date des années 1980. Le mouvement féministe des années 1970 et 1980. Et cela va bien au-delà des mouvements, il y a toutes sortes de gens qui sont juste cyniques : ils n'ont aucune foi dans les institutions, ils ne font confiance à personne, ils haïssent le gouvernement, ils soupçonnent qu'ils sont manipulés et contrôlés. Bien sûr, ce n'est pas nécessairement un virage à gauche : cela pourrait aussi bien être la base du fascisme : cela dépend juste de ce que les gens en feront. Jimmy Swaggart [un télévangéliste] pourrait facilement mobiliser ce type de population dépolitisée, cynique, ou les environnementalistes pourraient l'organiser. Cela dépend surtout de savoir qui veut faire le travail.

Elle : Mais croyez-vous vraiment que des changements positifs vont arriver ?
Je ne sais pas, je n'en ai vraiment pas la moindre idée. Mais personne n'a jamais pu prévoir une révolution, elles sont précisément imprévisibles. On n'aurait pas pu prédire en 1775 qu'il allait y avoir une Révolution américaine, il aurait été impossible de la prévoir. On n'aurait pas pu prédire en 1954 qu'il allait y avoir un Mouvement pour les Droits civils. On n'aurait pas pu prédire en 1987 qu'il allait y avoir une insurrection en Cisjordanie. Je ne crois pas qu'à aucun moment dans l'histoire il ait jamais été possible de choisir entre l'optimisme et le pessimisme, on ne sait simplement pas : personne ne comprend comment les changements arrivent, alors comment peut-on deviner ?

Permettez-moi juste de prendre un cas concret. En 1968, le M.I.T. *[Massachusetts Institute of Technology* {l'université où travaille Chomsky}] était l'endroit le plus mort du monde : il n'y avait pas d'activité anti-guerre, il ne se passait rien. Et c'était *après* l'Offensive du Têt: Wall Street s'était retourné contre la guerre, mais le M.I.T. n'en avait pas encore entendu parler. Eh bien, un petit groupe d'étudiants qui partageaient un logement communautaire sur le campus a décidé d'y installer un refuge pour un soldat qui avait déserté ; c'était le genre de choses que les militants faisaient alors. Il y avait ce Marine, un gosse de la classe ouvrière qui voulait déserter pour agir contre la guerre, et donc l'idée était que des gens resteraient avec lui jusqu'à l'arrivée des flics et essayeraient alors d'en faire une affaire publique. Il y avait une discussion là-dessus entre dix ou quinze étudiants et deux ou trois professeurs, et j'ai dit que j'étais contre parce que j'étais totalement pessimiste ; je pensais que cela ne pouvait pas marcher, que ce serait un fiasco complet. Mais ils ont été de l'avant.

Cela s'est révélé un succès incroyable. En deux jours, tout le M.I.T. était totalement fermé, on ne donnait plus cours, tout était arrêté, tout le corps étudiant s'était rassemblé dans le *Student Center.* Cela s'est transformé en vingt-quatre heures d'un mélange de séminaires et de cette horrible musique que les gens écoutent, vous savez, tout ce genre de trucs : c'était très excitant. Et cela a simplement bouleversé tout le caractère de l'endroit; depuis lors, le M.I.T. n'a plus jamais été le même. Ce n'est pas qu'il soit devenu Utopia, mais les gens se sentent beaucoup plus concernés et beaucoup d'activités ont démarré, qui perdurent encore, sur des questions dont les gens ne s'occupaient même pas auparavant. Bon alors, pouvait-on le prévoir ? Moi, j'ai mal prédit, eux ont vu juste. Mais pour autant que je le sache, c'était fondamentalement comme jouer à pile ou face.

3_Colloque à Rowe : en soirée

Principalement fondé sur des discussions à Rowe, Massachusetts, 15-16 avril 1989.

Le complexe militaro-industriel

Elle : Quel a été l'argument pour justifier la course aux armements, Mr Chomsky ?

Il y en a eu beaucoup, cette course a servi pour un certain nombre de fonctions cruciales. Rappelez-vous, *tout* Etat, tout Etat a un ennemi principal : sa propre population. Si le climat politique commence à se détériorer dans votre propre pays et que la population commence à devenir active, toutes sortes de choses horribles peuvent arriver ; il faut donc que vous fassiez en sorte que la population reste calme, obéissante et passive. Et un conflit international est un des meilleurs moyens pour y arriver : s'il y a un dangereux ennemi dans les environs, les gens vont abandonner leurs droits, parce qu'ils doivent survivre. Donc, la course aux armements est fonctionnelle de ce point de vue, elle crée une tension globale et une atmosphère de crainte.

Elle est également fonctionnelle pour contrôler l'empire : si, par exemple, nous voulons envahir le Sud Viêt-nam, nous devons faire en sorte que cela apparaisse comme un acte de défense contre les Russes. Si nous sommes incapables de le faire, ce sera beaucoup plus difficile d'envahir le Sud Viêt-nam. La population américaine ne pourra simplement pas l'accepter - c'est coûteux, au moins moralement coûteux, de faire ce genre de choses.

La course aux armements joue aussi un rôle crucial pour le maintien du niveau économique -et c'est un grand problème. Supposez que la course aux armements se ralentisse vraiment : comment voulez-vous forcer les contribuables à continuer de subsidier l'industrie de haute technologie comme ils l'ont fait au cours des cinquante dernières années ? Un politicien va-t-il se lever et dire « Parfait, l'année prochaine vous allez restreindre votre niveau de vie, parce qu'il faut que vous subsidiiez I.B.M. pour qu'ils puissent produire des ordinateurs de cinquième génération. » ? Personne ne pourra faire passer cela. Si jamais un politicien commençait à parler ainsi, les gens diraient: «D'accord, mais alors nous voulons aussi être impliqués dans la politique socio-économique. »

En fait, ce danger a été discuté très ouvertement depuis quarante ou cinquante ans dans la littérature d'affaires aux Etats-Unis.' Les dirigeants d'entreprises savent parfaitement ce que tout économiste sait: les dépenses à des fins civiles peuvent être encore *plus* efficaces, *plus* rentables que les dépenses à des fins militaires. Et ils savent aussi qu'il existe mille manières de faire subsidier l'industrie de haute technologie par la population, sans passer par la filière du Pentagone : les entreprises savent cela parfaitement, mais elles connaissent aussi les raisons de ne pas le faire. Elles restent ce qu'elles ont toujours été.

Si vous suivez un cours d'économie, on vous apprendra, et c'est exact, que si le gouvernement dépense *x* dollars pour stimuler l'économie, il n'est pas vraiment important de savoir à quoi ils sont employés : on peut construire des avions, on peut les enfouir dans le sable et payer des gens pour les retrouver, on peut construire des routes et des maisons, on peut faire toutes sortes de choses -en termes de stimulation de l'économie, les retombées ne sont pas tellement différentes.[2] En fait, il est parfaitement vraisemblable que, pour toutes sortes de raisons, les dépenses militaires soient en réalité un stimulus *moins* efficace que les dépenses sociales. Mais le problème est que les dépenses à des fins civiles ont des effets secondaires négatifs. D'une part, cela interfère avec les prérogatives des managers. L'argent qui est canalisé dans la filière du Pentagone est tout simplement un cadeau au chef d'entreprise, c'est comme dire « J'achèterai n'importe lequel de vos produits, je paierai pour la recherche et le développement, et si vous

pouvez faire du bénéfice, c'est tant mieux. » Du point de vue du chef d'entreprise, c'est ce qu'on peut avoir de mieux. Mais si le gouvernement se lançait dans la demande de produits que les entreprises peuvent vendre directement sur le marché normal, alors ce serait une interférence avec la rentabilité de l'entreprise. La production de déchets -ces machines coûteuses et inutiles - n'est pas une interférence : personne d'autre ne va produire des bombardiers B-52, n'est-ce pas ? Voilà pour le premier point.

D'autre part, ce qui est probablement encore plus sérieux du point de vue du secteur privé, c'est que des dépenses sociales augmenteraient le danger de démocratie : cela menacerait d'accroître l'implication populaire dans la prise de décisions. Si, par exemple, le gouvernement se lance par ici dans la construction d'hôpitaux, d'écoles, de routes et de choses comme ça, les gens vont s'y intéresser, et ils vont vouloir avoir leur mot à dire, parce que cela les concerne et que c'est lié à leurs vies. Mais si le gouvernement dit «Nous allons fabriquer un bombardier furtif», personne n'a aucune opinion. Les gens se préoccupent de savoir où il y aura une école ou un hôpital, mais pas du genre d'avion à réaction que vous construisez, parce qu'ils n'ont pas la moindre opinion à ce sujet. Et comme l'un des buts principaux de la politique est de maintenir la passivité de la population, les gens au pouvoir vont vouloir éliminer tout ce qui tend à encourager la population à s'occuper de planification : en effet, l'engagement populaire menace le monopole de décision du monde des affaires, et il stimule aussi les organisations populaires, mobilise les gens, conduirait probablement à une redistribution des bénéfices, et ainsi de suite.

Lui : Pourquoi ne pas simplement réduire les impôts, plutôt que de déverser tout cet argent pour le complexe militaro-industriel ?

On ne peut pas réduire beaucoup plus les impôts, car qu'y a-t-il d'autre pour maintenir le fonctionnement de l'économie ? Rappelez-vous, depuis la Grande Dépression, on sait que tout ce qui ressemble à du capitalisme de libre marché est un total désastre: ça ne fonctionne pas. C'est pour cette raison que les pays qui connaissent des succès économiques sont quelque part proches du fascisme -ces succès existent parce que l'Etat intervient massivement dans l'économie pour la coordonner et la protéger de forces hostiles tel un excès de concurrence. Il n'y a simplement pas moyen de faire autrement : si on tire cette carpette de sous l'entreprise privée, nous retournons tout droit à la Dépression. C'est pour ça que toute économie industrielle a un énorme secteur d'Etat -et la façon dont cet énorme secteur d'Etat fonctionne aux Etats-Unis, c'est principalement à travers la filière militaire.

Ce que je veux dire, c'est qu'I.B.M. ne va pas payer ses coûts de recherche et de développement -pourquoi devrait-il le faire? Les gens d'I.B.M. veulent que ce soit le contribuable qui les paie. En finançant, par exemple, un programme de la N.A.S.A. ou le prochain modèle de chasseur à réaction. Et s'ils ne parviennent pas à vendre toute leur production sur le marché normal, ils veulent que le contribuable l'achète, sous la forme d'un système de lancement de missile ou quelque chose du genre. S'il y a la possibilité de faire quelques bénéfices, tant mieux, ils seront contents, mais ce qu'ils veulent, c'est que les subsides publics continuent d'arriver. Et c'est exactement la façon dont ça a généralement marché aux Etats-Unis ces cinquante dernières années.

Ainsi, par exemple, dans les années 1950, les ordinateurs n'étaient pas commercialisables, ils n'étaient pas assez bons

pour se vendre sur le marché ; donc les contribuables ont payé cent pour cent du coût de leur développement, au travers de la filière militaire (en fait, en même temps que 85 pour cent de la recherche et du développement de toute l'électronique). Dans les années 1960, les ordinateurs ont commencé à pouvoir se commercialiser, et ils furent alors confiés à des firmes privées pour qu'elles puissent en tirer des profits ; cependant, 50 pour cent environ des coûts de développement des ordinateurs furent encore payés par les contribuables américains au cours des années 1960.[3]

Dans les années 1980, il y eut un nouveau grand projet d'ordinateur «de cinquième génération» -on développait des nouveaux logiciels sophistiqués, des nouveaux types d'ordinateurs, etc. - et tout ce développement était extrêmement coûteux. C'est pour cette raison que le contribuable dut une fois de plus payer l'addition : c'était ça, l'Initiative de Défense Stratégique, la « guerre des étoiles ». La « guerre des étoiles » est fondamentalement une technique pour subsidier l'industrie de haute technologie. Personne ne croit qu'il s'agit d'un système de défense - sauf, peut-être, *Reagan* mais personne qui a la tête sur les épaules ne croit que la « guerre des étoiles » correspond à un système militaire. C'est simplement une façon de subsidier le développement de la prochaine génération de la haute technologie: logiciels sophistiqués, systèmes informatiques compliqués, ordinateurs de cinquième génération, lasers, et ainsi de suite.[4] Et si quelque chose de vendable en sort, parfait, le contribuable sera mis de côté comme d'habitude, et ça ira aux compagnies pour qu'elles en tirent profit.

Jetez simplement un coup d'oeil aux secteurs de l'économie américaine qui sont compétitifs au plan international : c'est l'agriculture, qui reçoit des subsides massifs de l'Etat; c'est la pointe de l'industrie de haute technologie, qui est payée par le Pentagone ; et c'est l'industrie pharmaceutique, qui est intensivement subsidiée par le financement public de la science : ce sont là les secteurs de l'économie qui fonctionnent de façon compétitive. Et la même chose se vérifie dans tout autre pays du monde: les économies qui sont couronnées de succès sont celles qui ont un important secteur gouvernemental. Le capitalisme est parfait pour le tiers monde: nous sommes ravis que *ces pays* soient inefficaces. Mais pas pour nous. De plus, et ça s'est vérifié depuis le début de la révolution industrielle, il n'est pas une seule économie dans l'histoire qui se soit développée sans une intense intervention de l'Etat, tels de hauts tarifs protectionnistes, des subsides, etc. En fait, toutes les choses que nous *empêchons* le tiers monde de faire ont été les bases de départ du développement partout ailleurs -je pense que c'est sans exception. Donc, pour revenir à votre question, il n'y a pas moyen de réduire les impôts de beaucoup sans que l'économie entière ne s'écroule.

L'économie de guerre permanente

Lui : Je suis un peu surpris de vous entendre dire que le Pentagone est si important pour notre économie.

Il n'est guère d'éléments de l'industrie de technologie avancée aux Etats-Unis qui ne soit pas lié au système du Pentagone -lequel inclut la N.A.S.A., le Département de l'Energie [qui produit les armes nucléaires], l'ensemble de cet appareil. En fait, c'est fondamentalement pour cela que le Pentagone existe et c'est aussi pourquoi son budget reste pratiquement toujours le même. Le budget du Pentagone est plus élevé en termes réels qu'il ne l'était sous Nixon -et dans la mesure où il a faibli ces dernières années, cela a eu pour effet de «nuire à l'économie », comme ils disent. Par exemple, le budget du Pentagone a commencé à baisser en 1986, et, en 1987, les

salaires réels des travailleurs qualifiés, en d'autres termes ceux qui ont fait des études techniques supérieures, ont commencé à baisser. Avant, c'étaient les salaires des travailleurs non qualifiés qui avaient diminué. Mais un an après que le budget du Pentagone a commencé à baisser un peu, les salaires des diplômés de l'enseignement technique ont également amorcé leur baisse. Et la raison en est que ces diplômés de l'enseignement technique sont des ingénieurs, des travailleurs spécialisés, du personnel de direction, etc., et leurs emplois dépendent fort de toute la filière du Pentagone ; de sorte que même une faible baisse des dépenses militaires s'est immédiatement manifestée dans les salaires réels de ce secteur de la population.[5]

Il est très révélateur de revenir sur les débats de la fin des années 1940, lorsque la filière du Pentagone a été mise en place pour la première fois. Il faut examiner l'ensemble du processus en fonction de ce qui venait de se passer. Il y avait eu cette énorme Dépression mondiale dans les années 30. A ce moment-là, tout le monde avait compris que le capitalisme était mort. Je veux dire que quels qu'aient été les vagues espoirs que les gens avaient mis en lui, et ils étaient déjà peu nombreux avant, ils s'étaient évanouis parce que tout le système capitaliste était parti en vrille, parce qu'il n'y avait plus moyen de le sauver tel qu'il était parti. Pourtant, tous les pays riches trouvèrent à peu près la même méthode pour s'en sortir. Ils le firent indépendamment les uns des autres, mais tous tombèrent plus ou moins sur la même méthode, à savoir les dépenses d'Etat, telles ou telles dépenses publiques, ce qu'on nomme «la stimulation keynésienne». Et ça a fini par sortir les pays de la Dépression. Dans les pays fascistes, ça a très bien fonctionné, ils en sont sortis assez rapidement. Et en fait, tous les pays sont en quelque sorte devenus fascistes. Une fois encore, « fascisme » ne veut pas dire chambres à gaz, cela

signifie une forme particulière de formation économique avec une coordination par l'Etat des syndicats et des corporations, et un rôle important pour les grosses entreprises. Et cette remarque sur l'universalité fasciste a en réalité été formulée à l'époque par des économistes renommés de l'école de Veblen : tout le monde est fasciste, disaient-ils, la seule question est de savoir quelle forme prend le fascisme, il prend différentes formes suivant les modèles culturels de chaque pays.[6]

Eh bien, aux Etats-Unis, la forme qu'a tout d'abord prise le fascisme, c'était le New Deal [un programme législatif décrété dans les années 30 pour combattre la Dépression]. Mais le New Deal était trop peu ambitieux, il n'a pas réellement eu beaucoup d'effet : en 1939, la Dépression était encore approximativement ce qu'elle avait été en 1932. Alors arriva la Seconde Guerre mondiale, et à ce moment, nous sommes devenus *véritablement* fascistes : nous avions fondamentalement une société totalitaire, avec une économie dirigiste, un contrôle des salaires et des prix, une répartition des matériaux, etc. Et tout ça directement depuis Washington. Et les chefs d'orchestre de cette opération étaient pour la plupart des dirigeants d'entreprises, appelés dans la capitale pour diriger l'économie durant l'effort de guerre. Et ils réussirent : cela fonctionna. De sorte que l'économie américaine prospéra durant la guerre, la production industrielle quadrupla presque, et nous sommes finalement sortis de la Dépression.[7]

Et puis, la guerre prit fin : et alors, quoi maintenant ? Eh bien, tout le monde s'attendait à ce que nous retournions droit vers la Dépression. Parce que rien d'essentiel n'avait changé, la seule chose qui avait changé, c'est que nous avions eu durant la guerre cette longue période de stimulation de l'économie par le gouvernement. Et donc la question était : et alors, quoi maintenant ? Bon, il y *avait eu* une demande de consommateurs frustrés, beaucoup de gens avaient gagné de l'argent et

voulaient acheter des réfrigérateurs et ce genre d'affaires. Mais vers 1947 et 1948, cette demande commençait à s'essouffler, et il semblait que nous retournions vers une nouvelle récession. Et si vous relisez ce que les économistes tels Paul Samuelson et d'autres écrivaient dans la presse à ce moment-là, ils avançaient que l'industrie de pointe, l'industrie de haute technologie «ne peut pas survivre dans une économie de libre entreprise concurrentielle et non subsidiée» -c'est simplement sans espoir.[8] Ils voyaient que nous retournions vers la Dépression, mais ils connaissaient maintenant la réponse : la stimulation gouvernementale. Et alors ils eurent même une théorie pour cela, celle de Keynes; avant cela, ils l'avaient juste fait par instinct.

Donc, à ce moment-là il y avait un accord général dans le monde des affaires et parmi les planificateurs d'élite aux Etats-Unis : un afflux massif de fonds publics vers l'économie était nécessaire. La seule question était de savoir comment le faire. Et alors arriva quelque chose d'intéressant, une sorte de... ce n'était pas vraiment un *débat,* parce qu'il était conclu avant d'être lancé, mais la question fut au moins soulevée : le gouvernement devait-il suivre une politique de dépenses militaires ou de dépenses sociales ? Il est rapidement devenu clair que la voie que les dépenses gouvernementales allaient devoir suivre serait la voie militaire. Et ce n'était pas pour des raisons d'efficacité économique, sûrement pas, c'était juste pour de simples raisons de pouvoir comme celles que j'ai citées : les dépenses militaires ne redistribuent pas la richesse, elles ne contribuent pas à la démocratisation, elles ne créent pas de mouvements populaires et n'encouragent pas les gens à s'impliquer dans la prise de décision.[9] C'est juste un simple cadeau aux dirigeants d'entreprise, un point c'est tout. C'est un filet de protection quand les managers doivent prendre certaines décisions. Et ça dit : « Peu importe ce que vous faites, vous avez un

filet de protection en dessous de vous » ; et ça ne doit pas nécessairement représenter une grande proportion dans l'ensemble des revenus, peut-être quelques pour cent, mais c'est un filet de protection très important.[10]

Et le public n'est pas censé en être informé. C'est ainsi qu'en 1948 le premier secrétaire de *l'Air Force,* Stuart Stymington, a pu très sèchement remettre les choses à leur place : « Le mot à employer n'est pas "subside", mais "sécurité". »[11] En d'autres termes, si on veut être sûr que le gouvernement puisse financer l'industrie électronique, l'industrie aéronautique, les ordinateurs, la métallurgie, les machines-outils, les produits chimiques, etc. et qu'on ne veut pas que le grand public essaie d'avoir son mot à dire dans aucun de ces domaines, il faut constamment maintenir un semblant de menaces sur la sécurité -et ça peut provenir de la Russie, de la Libye, de Grenade, de Cuba, de n'importe où.

Et bien, c'est à peu près ça, le système du Pentagone : un système qui assure une certaine forme de domination et de contrôle. Et ce sont les buts pour lesquels il était conçu qui ont mené ce système : non pas donner aux gens des vies meilleures, mais «rendre l'économie florissante», dans le sens habituel de l'expression, c'est-à-dire assurer les bénéfices des entreprises. Et cela, il le fait, très efficacement. La course aux armements est un enjeu important pour les Etats-Unis : elle est nécessaire pour le contrôle intérieur, pour le contrôle de l'empire, pour maintenir le fonctionnement de l'économie. Et ce sera très difficile à contourner ; je pense que c'est réellement là une des choses les plus difficiles à changer pour un mouvement populaire, parce que changer l'engagement dans le système du Pentagone affectera toute l'économie et la façon dont elle est conduite. C'est beaucoup plus difficile que, par exemple, sortir de la Guerre du Viêt-nam. Cela, c'était une question périphérique pour le système du pouvoir. Ceci est une question centrale.

Je prétends depuis des années à des amis qui font campagne pour la « conversion » de l'économie militaire en dépenses sociales, que ce qu'ils racontent est fondamentalement dépourvu de sens. Le monde des affaires n'a pas besoin qu'on leur *dise* «avec tous ces jets, nous pourrions avoir toutes ces écoles, n'est-ce pas affreux de construire ces jets ? » II n'est pas nécessaire d'en convaincre le patron de *General Motors:* il savait, quarante ans avant que quiconque commence à parler de «conversion », pourquoi il voulait des jets. Cela ne rime à rien d'expliquer au pouvoir que la « conversion » serait préférable pour le monde. Bien sûr. Mais qu'est-ce que cela peut leur faire ? Ils savent cela depuis longtemps, c'est pourquoi ils ont choisi l'autre option. N'oubliez jamais que ce système a été conçu avec conscience et intelligence pour servir certains buts particuliers. Cela signifie que tout type de «conversion» ne pourra être qu'une partie d'une restructuration totale de la société, conçue pour saper le pouvoir central.

Et on aura besoin d'une alternative -il ne suffit pas de simplement couper dans le budget du Pentagone, ça ne ferait qu'entraîner l'écroulement de l'économie, parce qu'elle en dépend. Quelque chose d'autre doit se passer si on ne veut pas revenir à l'âge de la pierre. Et donc, la première chose simple à faire, c'est la mise sur pied à la fois d'une culture et d'une structure institutionnelle dans lesquelles les fonds publics pourront être utilisés pour des besoins sociaux, pour des besoins humains. A mon avis, c'est l'erreur que font beaucoup de partisans de la «conversion»: ils ne se focalisent que sur l'évidence, ils ne se concentrent pas assez sur la création d'une base pour l'alternative.

Elle : Quel espoir, alors, de démanteler tout le système militaire ?

Il faudra des changements institutionnels à grande échelle, nous avons besoin d'une vraie démocratisation de la société.

Je veux dire que si nous continuons à avoir un système économique et politique dominé par les monopoles, pourquoi devraient-ils se comporter autrement ? Ce n'est pas que les gens qui travaillent *dans* les monopoles soient de mauvaises gens, c'est que la nécessité institutionnelle du système est de maintenir la domination des monopoles et du profit. Ainsi, si le président de *General Motors* décidait soudainement de produire des voitures de meilleure qualité au prix le plus bas, il ne serait plus président - il y aurait une dégringolade à la Bourse et on le jetterait dehors en cinq minutes. Et ceci est valable pour l'ensemble du système. Il n'y a absolument aucune raison pour que ceux qui possèdent l'économie veuillent qu'elle fonctionne d'une façon qui sape ou affaiblisse leur contrôle, pas plus qu'il n'y a de raison pour qu'ils veuillent un système politique auquel la population participe réellement : pourquoi voudraient-ils cela ? Ils seraient fous. Tout comme ils seraient fous d'ouvrir les médias à l'opinion dissidente, à quoi donc cela servirait-il ? Ou, par exemple, de laisser les universités enseigner honnêtement l'histoire. Ce serait absurde.

Maintenant, cela ne veut pas dire que nous ne pouvons rien faire. Même dans la structure actuelle du pouvoir, il existe de nombreuses opportunités pour les pressions, les changements, et les réformes. Je pense que n'importe quelle institution doit répondre à la pression de l'opinion publique, parce que son intérêt est de maintenir la population plus ou moins passive et calme. Et si jamais la population n'était pas passive et calme, c'est elle qui devrait répondre de ça. Mais s'en prendre réellement au cœur des problèmes exigera finalement d'en arriver à la source du pouvoir et de le dissoudre - sinon, on pourra peut-être arranger une chose ou l'autre, ici et là, mais on ne changera rien fondamentalement. L'alternative doit précisément consister à placer le contrôle de ces décisions entre les mains du peuple: je pense qu'il n'y a simplement

pas d'autre voie que de dissoudre le pouvoir et de le rediffuser de façon démocratique.

Terrorisme libyen et américain

Elle : Passons un moment aux événements actuels, M. Chomsky. Le «terrorisme» est un phénomène qui est vraiment apparu dans les médias dans les années 80. Pourquoi, à votre avis, la Libye est-elle devenue d'un seul coup une si grande menace pour nous ?
Parce que depuis la toute première minute où l'administration Reagan s'est installée au pouvoir, elle a choisi la Libye comme punching-ball.[12] Et il y avait de très bonnes raisons pour cela : la Libye est sans défense, Kadhafi est en quelque sorte une détestable brute sanguinaire -une brute très insignifiante, pourrais-je dire, mais néanmoins une brute- et il est aussi arabe, et le racisme anti-arabe est fort répandu ces temps-ci.[13] Et l'administration Reagan avait besoin de créer la peur : elle devait mobiliser la population pour faire passer des choses que celle-ci n'aime pas, tel le soutien à une augmentation massive des dépenses militaires.

Reagan pouvait *parler* de «l'Empire du Mal», mais il ne pouvait pas en arriver à une confrontation avec l'Empire du Mal, parce que ça, c'est dangereux : les Soviétiques peuvent riposter, et ils ont des missiles et des choses comme ça. Donc, le truc était de trouver quelqu'un d'assez effrayant pour terrifier les Américains et leur faire accepter un énorme effort militaire, mais assez faible cependant pour pouvoir le tabasser sans qu'il y ait riposte. Et la réponse fut Kadhafi, et plus généralement le terrorisme international.

Le terrorisme international des Arabes est certainement réel. Ce que je veux dire, c'est que si le terrorisme international provient de façon écrasante de Washington et de Miami, il y en a aussi une petite partie qui provient du monde arabe.[14] Et les gens n'aiment pas ça: ils font sauter des avions, c'est effrayant, et ce sont des Arabes, ce sont des types avec un drôle d'air, basanés et moustachus. Comment en faire une menace si effrayante que nous ayons à construire davantage de missiles, et tout ça ? Eh bien, c'est du terrorisme international *téléguidé par le Kremlin.*[15] Cette affaire a été peaufinée dès le départ -et c'était absolument transparent depuis le début, comme je l'écrivais déjà en 1981.[16] Les médias font semblant de ne pas comprendre, tout comme les intellectuels d'ailleurs, mais c'était aussi prévisible qu'un vieux disque griffé : ils ont mis l'aiguille en 1981, et il tourne toujours.

Toute la campagne médiatique sur le terrorisme a débuté avec une série de communiqués de désinformation de la *C.l.A.* à propos de la Libye. En 1981, la C.*I.A.* a divulgué à la presse une information à propos des efforts américains pour assassiner Kadhafi, avec l'espoir que cela conduirait Kadhafi à quelque réaction hasardeuse que nous pourrions alors prendre comme excuse pour le bombarder. Cela a été dénoncé : la première référence à la désinformation de la *C.l.A.* sur la Libye a été publiée dans *Newsweek* en août 1981, lorsque *Newsweek* a affirmé avoir été soumis par le gouvernement à une campagne de désinformation.[17] Depuis lors, il y a eu environ une demi-douzaine de cas similaires où Washington a répandu des histoires fantaisistes à propos de la Libye, dont les médias se sont emparés pour découvrir un peu plus tard qu'il s'agissait de désinformation et prétendre qu'ils avaient été surpris. J'ai l'impression qu'on pouvait penser qu'à un certain moment ils allaient commencer à se demander ce qui se passait, mais apparemment non. Et certaines de ces histoires étaient complètement folles : il y avait un récit à propos de tueurs à gages libyens qui se baladaient dans Washington, on parlait d'équi-

pes des S.W.A.T. *{Spécial Weapons and Tactics,* les forces spéciales} en alerte qui patrouillaient à la Maison Blanche, ce genre d'histoires c'était de la pure folie.[18]

Eh bien, le moment de chacune de ces confrontations avec la Libye a été choisi pour servir l'un ou l'autre but intérieur. La grande confrontation, le bombardement de la Libye en avril 1986, a été menée au moment du vote au Congrès de l'aide à la *contra.* L'idée avait été d'accumuler beaucoup d'hystérie à l'avance, et cela a fonctionné : un important plan d'aide fut imposé un mois ou deux plus tard.[19] Tout cela était une mise en scène complète, totalement préfabriquée. On avait d'abord provoqué un incident et l'artillerie libyenne avait tiré sur un chasseur américain. Vous remarquerez que c'est toujours sur l'*U.S. Navy* ou sur l'*U.S. Air Force* que la Libye tire : ils ne tirent jamais sur des avions *italiens, ou français,* ou *espagnols,* toujours sur des avions américains. Bon, et pourquoi ? Une des raisons possibles, c'est que les Libyens sont fous : ils cherchent la bagarre avec des gens qui vont les anéantir. Une autre, c'est que ce sont les Américains qui *s'efforcent* de se faire tirer dessus. Et c'est bien sûr la véritable raison. La raison pour laquelle les Libyens ne tirent que sur des avions américains est que ces avions sont envoyés *là pour qu'on leur tire dessus* ; personne d'autre n'envoie des avions dans le Golfe de Syrte, parce qu'il n'y a pas de raison de le faire, et c'est pourquoi on ne leur tire *pas* dessus.

Vous voyez, la Libye dit que le Golfe de Syrte fait partie de ses eaux territoriales, et les États-Unis refusent d'accepter cela. Bien, il y a une façon de résoudre ce genre de différends : on va devant la Cour Internationale, et on obtient un jugement ; c'est ainsi qu'agit un Etat qui respecte les lois. Cette option a été évoquée aux Etats-Unis, mais le Département d'Etat a refusé, nous ne pouvons pas faire cela : la situation est bien trop dramatique et obtenir une décision de la Cour Internationale prendra deux ans. Vous savez, nous ne pouvons pas

attendre deux ans pour savoir si l'*U.S. Navy* peut aller dans le Golfe de Syrte, les États-Unis vont s'écrouler. Toute cette affaire est tellement ridicule qu'on peut à peine la raconter.[20]

La première phase de la confrontation de 1986 s'est produite lorsque des avions américains ont pénétré dans l'espace aérien libyen et se sont fait, finalement, tirer dessus -avec joie, parce qu'ils savaient qu'ils ne seraient jamais touchés par la défense anti-aérienne libyenne. Alors, ils ont rejoint leur porte-avion, et la *Navy* a bombardé des navires de guerre libyens en tuant beaucoup de Libyens. Ça a été une grande, une vraie victoire.

Un peu plus tard, le 5 avril 1986, une bombe explose dans une discothèque de Berlin-Ouest ; deux personnes sont tuées. Il est assez important de noter que l'une d'elles est une femme turque, et l'autre un G.I. noir américain -il s'agit d'une discothèque black, ce qui n'est pas sans importance. La Maison Blanche annonce immédiatement qu'elle dispose de preuves, d'écoutes, etc., démontrant que cet acte terroriste a été commis par la Libye, bien qu'ils n'ont jamais montré aucune de ces preuves.[21] Et neuf jours plus tard, le 14 avril, nous bombardons la Libye.

Il était tout à fait évident que nous *allions* la bombarder. En fait, je peux suivre les dépêches de *L'Associated Press* sur mon ordinateur, et des communiqués tombaient toute la journée parce qu'il était évident que nous allions les bombarder. Je ne sais pas si vous avez déjà vu un téléscripteur, mais il tombe à peu près une dépêche par minute, et tout au long de la journée il en tombait des tonnes à propos de la Libye. La dernière avant les bombardements tomba à 18h28. Elle provenait de Berlin-Ouest et disait: les services de renseignement militaires ouest-allemands et américains déclarent ne pas avoir d'information à propos d'une éventuelle implication de la Libye dans l'attentat de la discothèque, mais suspectent qu'une telle implication est possible.[22]

Une demi-heure plus tard, exactement à 19h -c'est assez essentiel, c'était à 19h *précises-,* les Etats-Unis bombardaient la Libye. Pourquoi 19h ? Parce que c'est à ce moment que démarraient les journaux télévisés nationaux sur les trois chaînes américaines : c'était le premier bombardement de l'histoire qui avait jamais été littéralement programmé pour le prime time. C'était pourtant une opération compliquée : il fallait synchroniser un vol de six heures depuis l'Angleterre pour qu'une escadrille de bombardiers F-III arrive en Libye à 19h précises, juste au moment où les trois réseaux nationaux commençaient leurs journaux télévisés. Ils avaient dû traverser toute la Méditerranée, deux avions avaient dû faire demi-tour, et ainsi de suite, mais ils frappèrent à 19h précises. Cela signifie que la planification avait été extrêmement soignée : ils ne voulaient pas que le bombardement commence à 19h10, par exemple, parce que l'effet aurait été raté.

Maintenant, tout journaliste qui n'est pas complètement idiot savait que c'était une mise en scène : quelle est en effet la probabilité d'avoir un bombardement à 19h précises, heure de Washington. Et si vous avez regardé les nouvelles ce soir-là, vous vous rappellerez peut-être que les présentateurs, Peter Jennings et ces types-là, ont commencé en disant : « Bien, nous allons passer l'antenne à Tripoli», et alors ils ont passé l'antenne à Tripoli, et il y avait là toute l'équipe de A.B.C. *News.* Mais que diable faisaient-ils à Tripoli ? Ils n'y sont jamais. Eh bien, ils étaient là-bas parce qu'ils savaient parfaitement qu'il y aurait un bombardement, voilà pourquoi. Peut-être qu'ils ne savaient pas la minute exacte, mais tout le monde était en place à Tripoli parce qu'ils savaient que l'endroit serait bombardé. Bien entendu, ils ont tous fait comme si c'était une grosse surprise.

Donc, à 19h, les Etats-Unis bombardent Tripoli et Benghazi, et tuent plein de gens : vous assistez en direct à ces événements

excitants, vous entendez les bruits assourdissants, les journaux télévisés ne parlent que de cela, tant c'est excitant. Ensuite, ils font un flash de Washington, et le porte-parole de l'administration Reagan, Larry Speakes, apparaît à la télévision. Et pendant les vingt minutes suivantes, les télés oublient les destructions et vous mettent en ligne avec le Département d'Etat. Pendant ce temps, toute la presse accréditée par la Maison Blanche attend dans la salle. Ces minets comme Sam Donaldson et les autres, qui jamais ne poseraient une question embarrassante sur un million d'années. Speakes se lève et dit: « Nous avons su avec certitude il y a dix jours que la Libye était derrière l'attentat de la discothèque. » Et personne n'a posé la question évidente : si vous l'avez su avec certitude il y a dix jours, comment se fait-il que vous ne le saviez pas il y a une demi-heure ? A moins d'une colossale incompétence dans les salles de rédaction, chaque journaliste présent savait la même chose que moi : ils lisent les dépêches de *L'Associated Press,* à *C.B.S.* Tout autant que moi, je crois. Ce qui signifie donc qu'ils savaient que, une demi-heure avant le bombardement, les renseignements ouest-allemands et américains n'avaient pas d'information à propos d'une implication libyenne. Mais Larry Speakes se lève et dit : « Nous avons su avec certitude il y a dix jours», et aucun des journalistes n'a même cillé.[2] Personne n'a posé une autre question évidente : comment se fait-il que le bombardement était fixé pour 19h, heure de Washington ? Comment vous êtes-vous arrangés pour qu'un vol de six heures depuis Londres puisse arriver en Libye précisément à l'instant où les journaux télévisés commençaient aux Etats-Unis ? Personne n'a posé cette question. En fait, il y a toute une série de questions que personne n'a posées, toute la presse n'a fait qu'avaler les absurdités. Ensuite, Reagan est apparu et il a pontifié un moment. Aux nouvelles du lendemain, tous, sans exception, disaient que c'était magni-

fique, que nous leur avions finalement montré, à ces Libyens. Pas une note discordante.[24]

Maintenant, permettez-moi de poursuivre avec ma petite histoire personnelle à ce sujet. Il se trouve que deux semaines plus tard, j'étais en Allemagne, où je faisais une communication lors d'un colloque sur le terrorisme. Lorsque je suis arrivé à l'aéroport de Francfort, la première chose que j'ai faite a été d'acheter les journaux allemands. J'ai donc aussi acheté *Der Spiegel,* qui est un peu comme le *Newsweek* allemand. La couverture du *Spiegel* montrait une photo de Reagan ressemblant à un fou, avec des missiles passant au-dessus de sa tête, et, en dessous, il y avait cette phrase : « La terreur contre la terreur»[2'] Là, il se trouve que c'est un ancien slogan de la Gestapo : lorsque la Gestapo s'est mise à pourchasser la résistance anti-nazie, ils appelaient cela «la terreur contre la terreur». Et je présume que tout le monde en Allemagne sait que c'était un slogan de la Gestapo. Je pense que c'était fait pour cela. Et l'association était en particulier assez évidente quand on voyait la photo : ça voulait dire «ceci est comme les nazis». Et tout le magazine était essentiellement consacré à démolir la théorie selon laquelle la Libye avait quelque chose à voir avec l'attentat de la discothèque. Ils disaient qu'il n'y avait aucune preuve, que c'était totalement fabriqué, que Washington n'avait jamais fourni la moindre preuve. Il y avait des spéculations pour savoir qui pourrait en être l'auteur, peut-être que cela pouvait être lié à la drogue, certains pensaient que c'était lié au Ku Klux Klan -le Klan est très puissant là-bas, issu de l'armée américaine - mais il ne semblait y avoir aucune raison pour que la Libye fasse sauter une discothèque black en Allemagne. Et en fait, pendant que j'étais en Allemagne, je n'ai rencontré personne qui pensait à une vraisemblable implication libyenne.

Donc, je suis allé au colloque sur le terrorisme. Il y avait ensuite une conférence de presse. Là, les journalistes allemands

m'ont demandé ce que je pensais de tout cela, et je leur ai raconté le peu que j'en savais. Lorsque ce fut fini, un gars m'a approché, un noir américain de Dorchester [un quartier de Boston]. C'était un G.I. qui vivait en Allemagne depuis vingt-cinq ans environ : il avait servi là-bas, et il avait décidé ensuite qu'il ne voulait pas rentrer et s'y était donc installé. Un bon nombre de noirs américains avaient fait la même chose. Maintenant, il travaillait pour *Stars and Stripes,* le journal de l'armée américaine. Il m'a dit que ce que j'avais raconté à propos du bombardement constituait une partie de l'histoire, mais que je n'en connaissais pas même la moitié. C'était bien pire que ce que j'avais dit. Je lui ai demandé ce qu'il voulait dire. Il m'a répondu qu'en tant que journaliste pour *Stars and Stripes,* il avait régulièrement interviewé le chef de l'équipe ouest-allemande d'une centaine de personnes qui enquêtait sur l'attentat de la discothèque [Manfred Ganschow], un homme qui était d'ailleurs aussi le directeur de l'équivalent à Berlin-Ouest du *F.B.I.* [le *Berlin Staatsschutz].* Et il m'a dit que, depuis le premier jour où il l'avait interviewé, ce gars lui avait toujours déclaré « II n'y a pas de filière libyenne, il n'y en a aucun indice, nous n'y croyons pas ». Je lui ai demandé s'il pouvait me fournir quelque chose sur papier à ce propos pour que je puisse le publier. Il m'a assuré qu'il le ferait.

Il est allé à Berlin pour faire une nouvelle interview de cet homme. A son retour à Francfort, où j'étais toujours, il m'a donné le texte de l'interview. A sa question : « Avez-vous de nouvelles informations à propos d'une filière libyenne?», l'enquêteur allemand répondait : « Depuis le début, vous m'avez chaque fois posé cette question. Je vous l'ai dit alors, nous n'avions aucune preuve, et nous n'en avons toujours aucune». Le journaliste a insisté : «Voyons, Helmut Kohi, le Chancelier allemand admet maintenant une certaine plausibilité dans l'histoire libyenne de Reagan. » L'enquêteur lui a répondu :

« Bon, les politiciens doivent faire ce qu'ils ont à faire, et ils donneront leur version, mais moi, je vous dis seulement ce que sont les faits, et les faits sont qu'il n'y a aucun indice. »[26] Il n'y a jamais eu aucune preuve. Quelques mois plus tard, on commença même à *reconnaître* qu'il n'y en avait pas. Ainsi, peut-être que ce sont les Syriens qui étaient responsables, ou peut-être était-ce autre chose, mais l'idée selon laquelle une quelconque filière libyenne était crédible a simplement disparu.[27]

À l'occasion du premier anniversaire du bombardement, la *B.B.C. [British Broadcasting Corporations]* a préparé une rétrospective de l'affaire. Au cours de celle-ci, ils ont passé en revue tout le contexte et ils sont allés voir les agences de renseignement européennes pour obtenir leur aide : leur conclusion est que toutes les agences de renseignement européennes, y compris celles des gouvernements les plus conservateurs, disent qu'elles ne voient aucune vraisemblance dans l'idée d'une implication libyenne dans l'attentat de la discothèque.[28] Toute l'histoire est un mensonge. Néanmoins, on continue de la répéter dans la presse américaine.[29]

En fait, la B.B.C. a aussi présenté quelques informations complémentaires intéressantes. Si vous avez suivi tout ceci à l'époque, vous vous souviendrez d'une histoire dramatique, racontée dans les médias américains après l'attentat, sur le fait que les Etats-Unis avaient surpris, juste avant l'attentat, des échanges secrets selon lesquels la Libye allait faire sauter une cible à Berlin-Ouest ; de sorte qu'ils avaient donné l'alerte et qu'ils allaient visiter tous les lieux fréquentés par les militaires américains à Berlin-Ouest, et qu'ils étaient arrivés à la discothèque, mais quinze minutes trop tard ; vous rappelez-vous cette histoire ?[30] C'était en fait totalement inventé. La B.B.C. a fait une enquête à ce sujet: ni les renseignements allemands, ni la police, ni aucune ambassade occidentale n'avaient jamais entendu parler de cette histoire : tout cela était entièrement fabriqué.

Les journalistes américains savaient tout cela. Le *New York Times* avait en Allemagne un correspondant de haut vol, James Markham, et il avait lui aussi interviewé le chef des renseignements ouest-allemands, mais il n'en n'avait jamais fait état.[31] En fait, rien de tout cela n'avait jamais été rapporté, les médias avaient joué toute l'histoire comme s'ils étaient complètement aveugles. Ils avaient tout le temps fait semblant de ne pas comprendre la raison du choix de l'heure ; ils ne mentionnèrent pas l'absence d'indice d'une implication libyenne dans l'attentat de la discothèque jusqu'au moment même de l'attaque de Tripoli ; et ils n'ont pas encore informé le public que l'Allemagne de l'Ouest elle-même n'a jamais vu aucun indice de cette implication et l'a toujours considérée comme une totale invention. Tout cela ne peut simplement pas se dire dans les médias américains, et dans ce contexte, il n'est guère surprenant que la population américaine continue de croire le récit officiel. Voici un exemple de vrai lavage de cerveau, et cela doit avoir été conscient dans ce cas-ci, je ne peux pas croire que la presse soit tellement incompétente.

Il y a même encore au moins une autre partie de l'affaire du bombardement de Tripoli que je connais. Rappelez-vous pourquoi, selon le Pentagone, nous avions dû bombarder la Libye la première fois. La raison était que des avions américains avaient survolé le Golfe de Syrte pour affirmer notre droit à être là-bas : ils étaient au-dessus des eaux internationales, à quarante milles de la côte libyenne. Ils avaient alors détecté des avions libyens hostiles et ils avaient mis le radar libyen hors service. Alors, les Libyens avaient tiré sur nos avions, au-dessus des eaux internationales. En conséquence, nous avions dû les abattre, couler leurs navires de guerre, et, pour finir, bombarder Tripoli quelques jours plus tard en tuant de

nombreux civils libyens. Cela, c'était le récit du Pentagone. Eh bien, quelques jours plus tard, un correspondant britannique très brillant, très respecté, un nommé David Blundy, est allé en Libye pour enquêter sur l'affaire, et il a découvert ceci. Il semble que lors de la première attaque américaine, il y avait en Libye un groupe d'ingénieurs britanniques chargés de réparer les systèmes de radar libyens : c'étaient des radars russes, mais les Russes ne savaient pas comment les réparer, de sorte qu'ils avaient dû appeler ces ingénieurs britanniques pour le faire. Donc, ces ingénieurs travaillaient au radar, et au moment de l'incident avec les chasseurs américains, le radar fonctionnait parfaitement, et ils avaient en fait suivi tout l'événement en direct. Et ce qu'ils affirment, c'est que les avions américains n'étaient pas au-dessus des eaux internationales mais qu'ils avaient en fait survolé le territoire libyen : ils avaient d'abord suivi des avions commerciaux libyens pour ne pas être détectés par les radars, puis ils s'étaient montrés alors qu'ils survolaient le territoire libyen, et c'est alors qu'ils avaient essuyé des tirs du sol.[32] Et le but était précisément de provoquer les tirs libyens du sol. Ensuite, après qu'on leur eut tiré dessus, ils retournèrent vers la mer, bombardèrent les navires et abattirent les avions, et ainsi de suite.

Eh bien, tout cela n'a jamais été rapporté aux Etats-Unis. Et il s'agissait d'un silence très conscient, car le *New York Times* et d'autres ont certainement dû être au courant de cette histoire, mais ils n'en ont simplement jamais rien dit.

Lui : J'ai un étudiant qui était en service actif en Méditerranée à ce moment, et il dit que la Marine américaine s'approcha très près des côtes libyennes : pas seulement à douze milles, mais à trois milles. Il était là sur le pont et il l'a vu.
C'est probablement la même affaire; c'est intéressant.

Elle : Mais pourquoi faire cela ?
Le pourquoi immédiat est assez clair : juste à ce moment-là, l'administration Reagan s'efforçait de créer à temps du fanatisme pour le vote du Congrès sur l'aide aux *contras* du Nicaragua, prévu quelques jours plus tard. En fait, si quelqu'un ne le comprenait pas, Reagan évoqua explicitement la connexion dans un discours. Il déclara à peu près : vous savez, ces Libyens, ils essaient même d'installer un poste avancé dans notre hémisphère, précisément au Nicaragua.[33] Au cas où quelqu'un n'aurait pas compris...

Lui : Je crois que l'opération fut aussi un vrai fiasco militaire.
Oui, il y a une très bonne étude d'Andrew Cockburn, qui est un très bon correspondant militaire.[34] Des avions ont connu des pannes, les bombes se sont éparpillées partout. Ils utilisaient des bombes guidées par laser - des bombes « intelligentes » - et quand elles manquaient leur cible, cela signifie que quelque chose foirait dans le mécanisme de contrôle, de sorte qu'elles pouvaient tomber à quinze kilomètres de là, n'importe où. Je veux dire qu'aucune haute technologie ne peut fonctionner très longtemps, certainement pas dans des conditions compliquées, de sorte que tous ces gadgets foiraient et les hommes ne pouvaient pas savoir où tombaient les bombes. Les radars de nuit ne fonctionnaient pas, un avion fut abattu, etc. Et souvenez-vous, c'était sans résistance ennemie.

En fait, ce fut pareil avec l'invasion de Grenade [en 1983], ce fut aussi un fiasco militaire. Sept mille soldats d'élite américains réussirent, après trois jours, à vaincre la résistance de trois douzaines de Cubains et de quelques militaires grenadins ; ils reçurent 8 000 Médailles d'Honneur pour cela.[35] Ils se sont surtout tirés sur eux-mêmes, ou se sont tirés les uns sur les autres. Ils ont bombardé un hôpital psychiatrique. Les avions étaient sur une fréquence radio différente de celle des

troupes au sol. Ils ignoraient qu'il y avait deux sites médicaux. En fait, il y eut plus tard un rapport officiel à ce sujet par un type du Pentagone [William Lind], qui décrivit cela comme un fiasco total.[36]

Lui : Ils ont dû utiliser des cartes touristiques.
Ils n'avaient pas les bonnes cartes -et c'est comme bombarder le Centre de Conférence de Rowe [c'est-à-dire là où Chomsky et le groupe sont réunis], à peu près aussi grave que cela.

Lui : Est-ce que ces planificateurs militaires sont rationnels ?
Il y a une sorte de rationalité. Mais rappelez-vous, ils ne comptent pas vraiment faire la guerre à quelqu'un qui puisse riposter - ainsi, ils ne prévoient pas de combattre les Russes ou des ennemis de ce genre. Ils font surtout de la contre-insurrection sur des cibles sans défense comme la Libye et Grenade, donc il n'est pas vraiment important que l'équipement fonctionne. Fondamentalement, les gros bonnets du Pentagone veulent un grand nombre de gadgets de haut niveau, fortement automatisés, et très coûteux, parce que c'est ce qui fait d'eux une puissante bureaucratie et les rend capables de faire une série de choses. Bien sûr, et comme je vous le disais précédemment, le Pentagone a une fonction *économique :* c'est une façon d'obtenir des fonds publics pour financer le développement de la haute technologie, et ainsi de suite. Mais les généraux veulent aussi tout ces gadgets, c'est comme un jeu de pouvoir. Ainsi, ces généraux préfèrent avoir des avions hi-tech sophistiqués plutôt que de simples avions qui font juste leur boulot, parce qu'on est plus puissant si on contrôle des gadgets plus compliqués. La vision qu'ils propagent est que tout devient de plus en plus sophistiqué, de plus en plus compliqué, de sorte qu'il leur faut de plus en plus d'argent, de plus en plus d'assistance, de plus en plus d'autorité. Et la question

n'est pas de savoir si ça fonctionne convenablement ou pas, c'est en quelque sorte secondaire.[37]

Elle : Gore Vidal nous appelle les «fiers vainqueurs de Grenade».
Ah oui, ça c'est quand Reagan s'est levé et a dit : « Nous sommes à nouveau debout. »[38] Nous rions, mais rappelez-vous, des gens ne riaient pas à l'époque. L'invasion de Grenade était considérée comme un bon coup de fouet: nous sommes debout, ils ne vont plus nous marcher sur les pieds, tous ces cent mille-là. Nous avons vaincu leur noix de muscade.

Les Etats-Unis et les Nations unies

Lui : Noam, voyez-vous un quelconque rôle positif que l'O.N.U. puisse jouer, par exemple en envoyant des forces de maintien de la paix au lieu de forces d'intervention américaines ?
Les Nations unies peuvent seulement jouer un rôle positif si les grandes puissances le lui permettent. Donc, si les grandes puissances s'accordent plus ou moins et n'ont besoin que d'un mécanisme d'exécution, alors les Nations unies sont utiles. Mais si les grandes puissances sont en désaccord - comme lorsque, par exemple, les Etats-Unis ne sont pas d'accord avec quelque chose- alors, ça ne marche simplement pas.

Lui : Que se passerait-il si les Nations unies n'avaient pas un Conseil de Sécurité, ou si elles ne donnaient pas le droit de veto aux cinq membres permanents du Conseil de Sécurité ? [Le Conseil de Sécurité a 15 sièges, dont 5 sont en permanence assignés aux U.S.A., à la Grande-Bretagne, à la France, à la Russie, et à la Chine, et pour que des résolutions «substantielles» du Conseil de Sécurité soient adoptées, aucun des 5

membres permanents ne peut avoir voté «contre»; au contraire de l'Assemblée générale, le Conseil de Sécurité dispose de pouvoirs d'exécution.]
C'est impossible : les grandes puissances ne permettraient pas d'interférence avec leurs affaires. Prenez les Etats-Unis, qui ont été de loin ceux qui ont le plus souvent opposé leur veto aux résolutions du Conseil de Sécurité depuis les années 70 : si nous n'aimons pas ce que fait l'O.N.U., elle peut aller à l'égout, nous l'ignorons simplement et cela clôt l'affaire.[39] On ne plaisante pas avec un gorille de cinq cents kilos, vous savez. En fait, il est très intéressant de suivre les changements de l'attitude américaine vis-à-vis des Nations unies au cours des années. À la fin des années 1940, c'est simple, les Etats-Unis dirigeaient totalement l'O.N.U. : les relations de pouvoir au niveau international étaient telles que les Etats-Unis donnaient simplement les ordres et tout le monde suivait, parce que le reste du monde était en mille morceaux et mourait de faim après la Seconde Guerre mondiale. Et à l'époque, tout le monde ici adorait les Nations unies parce qu'elles nous suivaient toujours : quoi que nous disions aux pays de voter, ils le votaient. Etonnamment, lorsque j'étais étudiant à l'université, vers 1950, d'importants chercheurs en sciences sociales, comme Margaret Mead, ont essayé d'expliquer pourquoi les Russes disaient toujours «non» aux Nations unies -les Etats-Unis proposaient des résolutions, tout le monde votait « oui », sauf les Russes qui se levaient et disaient : « non ». On a donc été consulter des experts, des chercheurs en sciences sociales, pour essayer de comprendre. Et le résultat de leurs recherches est ce que nous avons appelé la «théorie du lange » ; leur conclusion était que la raison pour laquelle les Russes disaient toujours «non» aux Nations unies est qu'ils emmaillotaient leurs bébés dans des langes trop serrés. Littéralement: ils emmaillotent leurs bébés dans des langes trop serrés en

Russie, ce qui rend les Russes très négatifs, et lorsqu'ils arrivent aux Nations unies, tout ce qu'ils veulent, c'est dire «non» tout le temps. Cette explication a réellement été proposée, les gens l'ont prise au sérieux, il y a eu des articles dans les journaux à ce sujet, et ainsi de suite.[40]

Bon, au cours des années, le pouvoir des Etats-Unis sur les Nations unies a commencé à faiblir, au moins en termes relatifs. Beaucoup de pays du tiers monde ont adhéré à l'O.N.U., particulièrement dans les années 1960 -c'était un résultat de la décolonisation - de sorte qu'il y a eu beaucoup plus d'indépendance, et les Nations unies sont devenues incontrôlables, nous ne pouvions plus autant les diriger. Et au fur et à mesure que cela se produisait, on pouvait suivre l'attitude américaine envers l'O.N.U.: elle devenait de plus en plus négative. Par exemple, ils ont commencé à utiliser cette expression que vous avez sûrement entendue, «la tyrannie de la majorité». C'est quoi la «tyrannie de la majorité» ? C'est ce qu'on appelle «démocratie» ailleurs. Mais s'il arrive que *nous* soyons dans la minorité, alors cela devient «la tyrannie de la majorité». Et à partir des années 1970, les Etats-Unis ont commencé à mettre systématiquement leur veto : sur les résolutions à propos de l'Afrique du Sud, à propos d'Israël, à propos du désarmement, à propos de ce que vous voulez, les Etats-Unis mettaient leur veto. Et l'Union soviétique votait avec la majorité.[41] Et alors, tout d'un coup, il est apparu que les Nations unies étaient un désastre total.

Je n'oublierai jamais un article à ce sujet dans le *New York Times Magazine.* Il était de leur correspondant aux Nations unies, Richard Bernstein. Il commentait toute cette affaire, le monde entier qui votait tout le temps contre les Etats-Unis. Il ne se demandait pas : « Comment élève-t-on les enfants américains ? » Ce qu'il demandait, c'était : « Pourquoi le monde ne marche-t-il pas au pas ? » Littéralement : « Que se passe-t-

il avec le monde, il n'est pas au pas, il ne comprend pas, qu'y a-t-il avec le monde ? » Et puis, il poursuivait en cherchant les défauts dans le monde. Je n'exagère pas, c'est exactement comme cela que c'était rédigé -sans aucune gêne, sans détour.[42]

C'est pareil pour la Cour Internationale [« *thé World Court»* est le nom populaire pour la Cour Internationale de Justice, l'organe judiciaire de l'O.N.U.]. Lorsque la Cour Internationale publia une décision explicite contre les Etats-Unis en juin 1986, ordonnant *-ordonnant-* aux Etats-Unis de mettre fin à ce qu'elle appelait leur « usage illégitime de la force » et à leur guerre économique contre le Nicaragua, nous lui avons juste dit d'aller au diable, nous l'avons ignorée. La semaine suivante, le Congrès augmentait l'aide américaine aux *contras* de cent millions de dollars supplémentaires.[43] De nouveau, les commentaires aux Etats-Unis -le *New York Times,* le *Washington Post,* les grands experts du droit international - étaient partout unanimes : la Cour Internationale s'est discréditée elle-même en donnant ce jugement, donc nous n'avons évidemment pas à y prêter attention.[44] Critiquer les Etats-Unis ne fait que discréditer la Cour Internationale, c'est comme un truisme ici. Ensuite, juste après, lorsque le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. appela tous les Etats à respecter la loi internationale -sans faire allusion aux Etats-Unis, mais en faisant une allusion à cette décision de la Cour Internationale- les Etats-Unis mirent leur veto (n contre i, avec 3 abstentions) ; et lorsque l'Assemblée Générale fit passer la même résolution, la première fois à 94 contre 3 (Israël, le Salvador et les Etats-Unis), la fois suivante à 94 contre 2 (Israël et les Etats-Unis), la presse n'en parla même pas.[45] Eh bien, voilà ce que signifie être une grande puissance, vous faites tout ce que vous avez envie.

Et aujourd'hui, les Etats-Unis sont pratiquement en train d'étrangler l'O.N.U., nous sommes de loin le pays qui lui

doit le plus d'argent. En fait, les Nations unies fonctionnent difficilement parce que les Etats-Unis ne payent pas leurs factures.[46] Et les sections de l'O.N.U. que nous n'aimons pas, comme l'U.N.E.S.C.O. [Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture] -parce qu'elle travaille pour le tiers monde- nous les mettons pratiquement hors d'état de fonctionner.

Les Etats-Unis ont lancé une immense campagne de propagande contre l'U.N.E.S.C.O. dans les années 1970 et 1980 : c'était bourré de mensonges outrageants, totalement inventés, mais cela a néanmoins suffi à fondamentalement éliminer l'orientation tiers-mondiste de l'organisation et à lui faire cesser ses activités dans le tiers monde, telle l'amélioration de l'alphabétisation et des soins de santé, et ainsi de suite.[47] En fait, c'est juste la réalité à laquelle l'O.N.U. devra faire face lorsqu'elle poursuivra des politiques qui ne servent pas les intérêts des grandes puissances, elle pourra juste partir à l'égout, les Etats-Unis ne permettront pas qu'elle fasse ça.

Elle : Mais pourquoi la presse ne rapporte-t-elle rien de tout ceci ?

La presse a une tâche : sa tâche est d'empêcher les gens de comprendre le monde et de les endoctriner. En conséquence, elle ne rapportera pas de telles choses, et une fois de plus, cela découle assez logiquement de la nature des institutions de la presse elles-mêmes. En fait, la façon dont la presse américaine couvre les votes aux Nations unies fournit une très bonne illustration de son fonctionnement. Ainsi, par exemple, lorsqu'il y eut un vote aux Nations unies dénonçant l'invasion de l'Afghanistan par les Russes en novembre 1987, *cela,* ils le mirent en première page. Mais quand, lors de la même session, quelques jours après en fait, il y eut un vote appelant tous les Etats à respecter la loi internationale -cette résolution très discrète qui suivait la décision de la Cour Internationale

et qui ne mentionnait même pas directement les Etats-Unis - alors, ils ne l'ont pas mis en première page, en fait ils ne l'ont mis nulle part.[48]

Ou prenez le sommet où l'Union soviétique et les Etats-Unis signèrent le traité I.N.F. *[Intermediate-range Nuclear Forces,* les armes nucléaires à moyenne portée], en décembre 1987. Juste à ce moment-là, les médias concentraient leur attention sur les traités de réduction des armements. Eh bien, l'image sur laquelle les médias américains insistaient constamment était « Reagan le pacificateur », vous savez, « Reagan nous conduit vers une ère nouvelle », « Premier traité de contrôle des armements [pour abolir une classe de systèmes d'armes] », et ainsi de suite. C'était l'image standard dans toute la presse américaine. Or, le même mois, l'Assemblée Générale des Nations unies avait voté une série de résolutions sur le désarmement, mais si vous voulez en connaître les détails, vous devrez les chercher dans mon livre *Necessaty Illusions {Les illusions nécessaires],* parce que c'est à peu près le seul endroit aux Etats-Unis où vous les trouverez imprimés. L'Assemblée Générale vota une résolution appelant à l'interdiction de toutes les armes dans l'espace, vous savez, la Guerre des Étoiles. Le résultat fut 154 contre 1, et le 1, c'étaient les Etats-Unis. Elle vota aussi une résolution contre le développement de nouvelles armes de destruction massive ce fut 135 contre 1. Elle en vota une appelant au gel des essais nucléaires : cela donna 137 contre 3, les Etats-Unis emmenant cette fois-ci l'Angleterre et la France. Et il y en eut d'autres.

Pensez-vous que l'on évoqua un de ces votes dans les journaux aux Etats-Unis ? Non, parce que c'était justement le mauvais thème.[49] Le thème, c'était « Reagan le pacificateur», et non pas «les Etats-Unis sont seuls dans le monde, ils sont isolés dans leur effort pour maintenir la course aux armements » - ceci n'était pas le thème. Et de fait, lorsque le *New York Times* fit son résumé de ce qui s'était passé cette annéelà aux Nations unies, vous auriez pu parier sur votre tête que rien de tout cela n'y figurerait -il n'y en avait pas un mot.[50] C'est que, si vous voulez être un journaliste «responsable», vous devez comprendre ce qui est important. Et ce qui est important, c'est ce qui travaille pour la cause. Et le pouvoir des compagnies américaines, c'est ça, la cause. Vous ne resterez pas très longtemps dans la presse si vous n'avez pas intériorisé et compris ces valeurs intuitives. Il existe dans les institutions tout un minutieux processus de filtrage et de sélection pour éliminer ceux qui ne les comprennent *pas* et pour aider la carrière de ceux qui les comprennent. C'est comme ça qu'on peut avoir des commentateurs du *New York Times* qui posent, sans même un cillement, des questions du genre « Qu'est-ce qui ne va pas dans le monde ? » quand ce sont les Etats-Unis qui se retrouvent seuls face à tous les autres pays. Et bien sûr, cela fait aussi partie de la manière dont le système de propagande empêche chacun de comprendre les réalités élémentaires.

Business, apartheid et racisme

Elle : Professeur Chomsky, j'ai remarqué un sujet pour lequel les militants avaient bonne presse aux États-Unis - cela ne semble pas coller à ce que nous avons l'habitude de voir- et c'est la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Savez-vous pourquoi la couverture de ce combat semble un peu plus positive ? Je pense que vous avez raison : effectivement, les mouvements anti-apartheid aux Etats-Unis reçoivent un assez bon écho dans la presse ; de sorte que quand vous voyez un maire ou quelqu'un comme cela manifester contre l'Afrique du Sud, cela donne d'habitude un reportage plutôt favorable. Et je

pense que la raison principale en est que les entreprises occidentales sont elles-mêmes fondamentalement anti-apartheid en ce moment, donc cela a tendance à se refléter dans la couverture médiatique.

L'Afrique du Sud a subi une transformation économique interne, passant d'une société basée sur l'industrie extractive à une société basée sur la production industrielle. Et cette transformation a changé la nature des intérêts internationaux pour ce pays. Tant que l'Afrique du Sud était principalement une société dont la richesse était basée sur l'extraction de diamants, d'or, d'uranium, etc., ce dont on avait besoin, c'était fondamentalement d'esclaves en grand nombre, de gens qui descendaient dans les mines et y travaillaient quelques années, puis mouraient et étaient remplacés par d'autres. On avait donc besoin d'une population de travailleurs analphabètes et soumis. Les familles recevaient juste assez d'argent pour produire davantage d'esclaves, mais pas beaucoup plus. Et, soit on les envoyait dans les mines, soit on en faisait des mercenaires dans l'armée pour contrôler les autres, et ainsi de suite. Cela, c'était l'Afrique du Sud traditionnelle. Mais au fur et à mesure que le pays devient une société industrielle, ces besoins commencent à changer aussi : maintenant, ce n'est plus d'esclaves dont ils ont principalement besoin, mais d'une main-d'œuvre docile, partiellement éduquée.

En fait, quelque chose de semblable s'est produit aux Etats-Unis durant notre révolution industrielle. L'éducation publique de masse aux Etats-Unis fut introduite au dix-neuvième siècle pour former une main-d'œuvre, alors largement rurale, pour l'industrie. En fait, aux Etats-Unis, la majorité de la population était généralement opposée à l'éducation publique. Celle-ci signifiait enlever les enfants des fermes auxquelles ils appartenaient et où ils travaillaient avec leurs familles pour les forcer à intégrer ce système où, fondamentalement, ils

seraient formés pour devenir des ouvriers de l'industrie.[51] Cela fit partie des transformations de la société américaine au dix-neuvième siècle. Et ce bouleversement touche aujourd'hui la population noire d'Afrique du Sud, qui représente 85% de la population. Aujourd'hui, les élites sud-africaines blanches, et les investisseurs internationaux en général, ont besoin d'une main-d'œuvre formée pour l'industrie, et non plus seulement d'esclaves pour les mines. Cela signifie qu'ils ont besoin de gens qui soient capables de suivre des instructions, de lire des diagrammes, d'être chefs ou contremaîtres, des choses comme ça. Donc, l'esclavage n'est simplement plus le bon système pour le pays. Il doit évoluer vers un système ressemblant à celui que nous avons aux Etats-Unis. Et c'est bien pour cela que l'Occident est devenu anti-apartheid, et que les médias vont donc tendre à donner une image décente des mouvements anti-apartheid.

D'habitude, les manifestations politiques reçoivent un écho très négatif aux Etats-Unis, quelle qu'en soit la motivation, parce qu'elles montrent aux gens qu'ils peuvent faire quelque chose, qu'ils ne doivent pas simplement rester passifs et isolés. Et vous n'êtes pas censés recevoir cette leçon, vous êtes censés penser que vous êtes impuissants et que vous ne pouvez rien faire. Donc, tout type de manifestation publique ne sera ici généralement pas couvert par la presse, sauf peut-être localement, et d'habitude l'écho en sera très négatif. Et lorsqu'il s'agit d'une manifestation contre la politique d'un allié protégé des Etats-Unis, ce sera toujours le cas. Mais pour l'Afrique du Sud, l'écho est très encourageant. Et donc, si les gens vont aux assemblées d'actionnaires ou autres et font du tapage à propos du désinvestissement [retrait des investissements en Afrique du Sud pour faire pression sur son gouvernement], ils recevront en général un écho favorable dans la presse, ces temps-ci.

Je ne dis évidemment pas que ce que ces protestataires font est *mauvais* ; ce qu'ils font est juste. Mais ils doivent comprendre que la raison pour laquelle ils reçoivent aujourd'hui un écho raisonnablement favorable dans la presse est que, en ce moment, le monde des affaires les considère comme faisant partie de ses troupes : les managers ne *veulent* vraiment plus d'apartheid en Afrique du Sud. C'est la même raison qui a amené le monde des affaires à soutenir les mouvements pour les Droits civils aux Etats-Unis : l'apartheid dans le Sud n'avait plus d'utilité pour le business américain -en fait, c'était devenu mauvais pour les affaires.

Voyez-vous, le capitalisme n'est pas fondamentalement raciste ; il peut exploiter le racisme pour ses fins, mais le racisme ne lui est pas intrinsèque. Le capitalisme veut fondamentalement que les gens soient des engrenages interchangeables, et les différences entre eux, telles que les différences raciales, ne sont d'habitude pas fonctionnelles. Ou elles peuvent l'être pour un temps, comme quand on veut une main-d'œuvre super-exploitée, par exemple, mais ces situations sont plutôt anormales. Sur une longue période, vous pouvez vous attendre à ce que le capitalisme soit anti-raciste, précisément parce qu'il est anti-humain. Et la race est en fait une caractéristique humaine -il n'y a aucune raison pour qu'il s'agisse d'une caractéristique *négative,* mais c'est une caractéristique humaine. C'est pourquoi les identifications basées sur la race interfèrent avec l'idéal capitaliste de base selon lequel les gens devraient être disponibles juste comme consommateurs et producteurs, des engrenages interchangeables qui achèteront toute la camelote qui est produite : c'est à cela qu'ils servent en fin de compte, et toute autre propriété qu'ils pourraient avoir est plutôt inintéressante -et même une nuisance d'habitude.

Donc, dans cette perspective, vous pouvez vous attendre à ce que les efforts anti-apartheid soient raisonnablement

bien soutenus par les principales institutions aux Etats-Unis. Et, je pense qu'à long terme, l'apartheid en Afrique du Sud s'effondrera, rien que pour des raisons fonctionnelles. Bien sûr, ce sera vraiment dur, parce que les privilèges des Blancs en Afrique du Sud sont extrêmes, et la situation des Noirs est grotesque. Mais avec le temps, je présume que le système de l'apartheid va s'user; et je pense que nous devrons exercer une très forte pression pour que cela se produise. Ce n'est pas parce que les intérêts du monde des affaires étaient en sa faveur, que nous allions nous retourner contre le Mouvement des Droits civils. Ce n'était pas là le problème.

Gagner la Guerre du Viêt-nam

Elle : M. Chomsky, que se passe-t-il réellement au Viêt-nam, est-ce vraiment l'horrible dictature dont on nous fait le portrait, et voyez-vous quelque perspective de rétablissement social ou économique là-bas ?

Le Viêt-nam est un endroit assez raide et autocratique, mais il était évident que ce serait comme cela. N'oubliez pas, ce que nous avons fait à ce pays, c'est pratiquement l'effacer de la carte. Il faut garder en mémoire ce qui *s'est passé* là-bas. Personne ici ne s'en soucie, donc personne n'étudie cela de près. Mais au cours des guerres d'Indochine, le nombre de rués fut de quatre millions, ou plus. [«l'Indochine» était la colonie française englobant le Viêt-nam, le Cambodge et le Laos ; les Etats-Unis attaquèrent chacun de ces pays dans les années 60 et 70]. Des dizaines de millions de personnes furent déplacées de chez elles. De grandes parties du pays furent simplement détruites. Il y a encore des milliers et des milliers de décès chaque année dus à notre emploi des armes chimiques :

des enfants nés avec des malformations, des cancers, des rumeurs, des difformités. Je veux dire que le Viêt-nam a souffert d'un sort qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire européenne depuis la Peste Noire. Il faudra un siècle avant qu'ils ne puissent s'en remettre, en supposant que ce soit possible.[52]

Au début des années 1970, mon opinion personnelle - et je l'ai écrit à l'époque- était que soit rien ne survivrait dans la région - ce qui était possible - soit que seul le Viêt-nam du Nord, qui est un régime marxiste-léniniste orthodoxe pur et dur, survivrait. Et la raison pour laquelle seul le Viêt-nam du Nord aurait survécu est que dans des conditions d'extrême violence, seuls survivent les gens les plus durs."

Vous voyez, les structures libertaires ne sont guère résistantes : elles sont facilement balayées par la violence, alors que les structures autoritaires peuvent souvent survivre à cette violence ; en fait, l'un des *effets* de la violence est de magnifier le pouvoir des groupes autoritaires. Par exemple, supposons que nous soyons attaqués physiquement ici, supposons qu'un groupe de gangsters arrivent et veuillent nous tuer, et que nous devions trouver une façon de survivre. Je soupçonne que ce que nous ferions (au moins ce que je ferais), c'est de chercher parmi nous les plus forts gaillards et de les charger de l'affaire, parce que ce sont eux qui pourraient le plus probablement nous aider à survivre. C'est ce qu'on fait lorsqu'on souhaite survivre à une attaque : on se soumet au pouvoir et à l'autorité de ceux qui savent comment combattre. En fait, c'est cela le *résultat* d'une attaque : ceux qui restent aux commandes à la fin sont les éléments capables de survivre, et, d'habitude, ils ont survécu parce qu'ils sont très violents. Eh bien, notre attaque contre le Viêt-nam était extraordinairement violente, et le Front National de Libération au Viêt-nam du Sud, plus accommodant, n'a pas pu y survivre, tandis que le régime autoritaire du Nord l'a pu, et donc il a pris le dessus.

Et les pressions sur eux ne se sont jamais relâchées depuis la guerre. Et s'il a jamais *existé des* possibilités de rétablissement par après, les Etats-Unis se sont assurés que le Viêt-nam ne puisse rien en faire. Parce que la politique américaine depuis la guerre a été de faire souffrir le Viêt-nam autant que possible, et de le garder isolé du monde : c'est ce qu'on appelle « saigner le Viêt-nam».[54] Les leaders chinois sont beaucoup plus francs que nous à ce propos : par exemple, Deng Xiaoping [la figure politique dominante de la Chine jusqu'aux années 90] dit franchement que le motif pour soutenir Pol Pot au Cambodge est qu'il est l'ennemi du Viêt-nam, et qu'il nous aidera à faire souffrir le Viêt-nam autant que possible. Nous ne sommes pas tout à fait aussi francs à ce sujet, mais nous adoptons fondamentalement la même position, et pour des raisons très légèrement différentes. La Chine veut que le Viêt-nam souffre parce qu'il s'agit d'un concurrent idéologique, et ils n'aiment pas avoir un tel état indépendant à leur frontière ; les Etats-Unis veulent qu'il souffre parce que nous essayons d'augmenter la difficulté de la reconstruction économique en Asie du Sud-est. Nous allons donc soutenir Pol Pot via des alliés comme la Chine et la Thaïlande pour «saigner» le Viêt-nam plus efficacement.[55] [Pol Pot était le chef du parti cambodgien des Khmers rouges, responsable d'un génocide dans ce pays au milieu des années 70.]

Après tout, rappelez-vous les raisons de la Guerre du Viêt-nam. Cette guerre a été menée pour empêcher le Viêt-nam de devenir un modèle réussi de développement économique et social pour le tiers monde. Et nous ne voulons pas perdre cette guerre, Washington ne veut pas la perdre. Jusqu'ici, nous avons gagné : le Viêt-nam n'est pas un modèle de développement, c'est un modèle de destruction. Mais si les Vietnamiens pouvaient un jour se remettre de quelque façon que ce soit, alors le Viêt-nam pourrait redevenir un tel modèle. Et cela est inadmissible, nous devons toujours empêcher cela.[56]

L'ampleur du sadisme à ce propos est en fait extraordinaire. Par exemple, l'Inde a essayé d'envoyer une centaine de buffles au Viêt-nam, parce que les troupeaux de buffles ont été pratiquement anéantis là-bas. Le Viêt-nam est une société paysanne, rappelez-vous. Donc, buffle veut dire tracteur, engrais et ainsi de suite ; les Etats-Unis ont menacé de couper le programme d'aide « Nourriture pour la Paix» à l'Inde si elle le faisait. Nous avons essayé d'empêcher les Mennonites {un courant protestant anabaptiste missionnaire} d'envoyer du blé au Viêt-nam. Nous leur avons réellement coupé toute aide étrangère ces vingt dernières années en faisant pression sur d'autres pays pour qu'ils ne leur donnent rien.[57] Et le seul but de ces actions a été de faire souffrir le Viêt-nam autant que possible, de les empêcher de se développer un jour. Et ils ont été incapables de s'en sortir. Même les plus minuscules espoirs qu'ils ont pu avoir ont été éliminés, parce qu'ils ont fait erreur sur erreur en termes de reconstruction économique. Je veux dire que ces dernières années, ils ont fait l'imbécile en libéralisant le marché pour attirer des investisseurs étrangers et ainsi de suite. Il est assez difficile d'envisager un quelconque scénario positif pour eux.

Voyez-vous, essayer de se confronter aux problèmes économiques n'est généralement déjà pas si simple -les Etats-Unis faussent le jeu en gardant tous les avantages du monde pour eux. Et donc, s'occuper des problèmes de reconstruction économique dans des conditions imposées de totale dévastation, de manque de ressources, et d'isolement du reste du monde, c'est très, très dur. Je veux dire que le développement économique en Occident a été un processus très brutal, et ceci malgré d'assez bonnes conditions. Par exemple, les colonies américaines au dix-huitième siècle se portaient objectivement mieux que la plupart des pays du tiers monde aujourd'hui - et ceci en termes *absolus,* non en termes relatifs, ce qui signifie

que l'on devait travailler moins pour se nourrir, par exemple.[58] Le développement économique a tout de même été très brutal ici, malgré d'énormes avantages. Et rappelez-vous, c'était encore avec la présence de toutes les ressources du monde, prêtes à être volées : plus personne n'a cela, on les a déjà toutes volées. Donc, aujourd'hui, il y a objectivement des différences qualitatives dans les problèmes de développement du tiers monde. Et les Vietnamiens ont des problèmes bien plus grands encore, des problèmes qu'ils ne peuvent simplement pas résoudre en *ce* moment, autant que je puisse voir.

[Les relations officielles entre les Etats-Unis et le Viêt-nam ont changé en février 1994 parce que les entreprises américaines ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il leur permette de rejoindre des entreprises basées à l'étranger qui violaient l'embargo et faisaient des affaires au Viêt-nam.[59]]

«Génocide»: les Etats-Unis et Pol Pot

Lui : Vous avez dit que nous soutenions Pol Pot au Cambodge via nos alliés. N'y a-t-il pas le risque d'un autre génocide là-bas si les Khmers rouges reviennent au pouvoir ? Je suis terrifié à l'idée de ce risque.
Ah oui, c'est dangereux. Ce qui arrivera là-bas dépend de la question de savoir si l'Occident continuera de les soutenir...

Lui : Mais nous pouvons aller vers un nouveau génocide.
Il faut être un peu prudent à propos de cette affaire de «génocide». Pol Pot était évidemment un assassin de masse de première importance, mais il n'est pas évident que Pol Pot ait tué tellement plus de gens -ou même simplement *plus* de gens-que les Etats-Unis n'en ont tué au Cambodge dans la première moitié des années 70. Nous ne parlons de «génocide» que

quand ce sont les autres qui massacrent. [Les Etats-Unis ont bombardé et envahi le Cambodge à partir de 1969, et soutenu les forces de droites anti-parlementaires dans une guerre civile qui a duré jusqu'en 1975 ; Pol Pot a gouverné le pays entre 1975 et 1978.]

Il y a donc beaucoup d'incertitudes quant à l'échelle exacte du massacre perpétré par Pol Pot, niais la meilleure étude qui existe aujourd'hui estime les décès au Cambodge, toutes causes confondues, durant la période de Pol Pot, à un chiffre de plusieurs centaines de milliers, un million au maximum.[60] Alors, jetez simplement un coup d'œil au massacre qui a eu lieu au Cambodge entre 1970 et 1975, la période dont *nous* sommes responsables : c'était aussi dans les centaines de milliers.[61]

De plus, si on veut vraiment prendre cette histoire au sérieux -disons qu'un million de personnes sont mortes pendant les années Pol Pot, pour prendre le chiffre supérieur- il faut garder à l'esprit que lorsque les Etats-Unis mirent fin à leurs attaques à l'intérieur du Cambodge en 1975, des officiels américains et d'autres pays occidentaux ont prédit que dans l'après-guerre, environ un million de Cambodgiens supplémentaires périraient des seuls effets de la guerre américaine.[62] A l'époque où les Etats-Unis se retirèrent du Cambodge, rien qu'à Phnom Penh - oublions le reste du pays -les gens mouraient de faim au rythme de 100 000 personnes par an.[63] La dernière mission de *l'U.S. A.I.D. [Agency for International Development* {la coopération au développement américaine}] au Cambodge prédisait qu'il faudrait deux années d'un travail d'esclaves et de famine avant que le pays puisse à peine commencer à refonctionner.[64] Ainsi, s'il n'est pas simple de calculer le nombre de décès qu'on doit attribuer aux Etats-Unis durant la période de Pol Pot, c'est manifestement un grand nombre : lorsqu'on anéantit le système agricole d'un pays et que l'on déplace un million de gens de chez eux vers des villes

où ils deviennent des réfugiés, bien sûr que beaucoup de gens vont mourir. Et la responsabilité de leur mort n'est pas celle du régime qui a pris la suite, mais bien celle de ceux qui ont *tracé* le chemin ainsi.

Et en fait, il faut faire une remarque encore plus subtile, mais cependant significative. Quelle est la première raison pour laquelle Pol Pot et les Khmers rouges ont commis leurs massacres ? D'assez bons indices montrent que les forces khmères rouges prirent le pouvoir principalement parce qu'elles étaient les seules assez résistantes pour survivre aux attaques américaines. Et au vu des effets psychologiques destructifs des bombardements américains sur la population paysanne, un sursaut violent d'une sorte ou d'une autre était assez prévisible. Il y a eu dans ce qui s'est passé un important élément de simple revanche paysanne.[65] Ainsi, les bombardements américains atteignirent un réel sommet de férocité vers 1973, et c'est à la même période que le groupe de Pol Pot commença à monter en puissance. Le bombardement américain fut certainement au début un facteur significatif, et peut-être le facteur crucial, dans l'augmentation du soutien paysan aux Khmers rouges ; auparavant, ils n'avaient représenté qu'un élément assez marginal. Bref, si nous étions honnêtes à propos du terme «génocide», nous distinguerions dans les décès au cours de l'ère Pol Pot une partie principale qui est de *notre* responsabilité, de la responsabilité des Etats-Unis.

Héros et anti-héros

Lui : Noam, je dois avouer que toute cette information négative me déprime un peu : nous en avons besoin, cela ne fait aucun doute, mais nous avons aussi besoin d'une certaine

dose d'encouragement. Alors, permettez-moi de vous demander qui sont vos héros ?

Eh bien, permettez-moi de faire d'abord une remarque à propos de cette observation qui revient toujours sur «l'encouragement». Je ne sais jamais vraiment comment y répondre, parce que c'est précisément une mauvaise question. Le fait est qu'il y a plein d'occasions de faire des choses et si les gens s'en servent, il y aura des changements. On peut regarder comme on veut, il me semble que c'est toujours à cela que cela revient.

Lui : Je crois que j'ai posé la question sur vos héros pour que vous soyez un peu plus précis à propos de certaines de ces «occasions». Par exemple, qui admirez-vous vraiment dans le militantisme ?

Mes héros sont les gens qui travaillaient avec le *S.N.C.C.* [le *Student Nonviolent Coordinating Committee,* une organisation du Mouvement pour les Droits civils] dans le Sud : des gens qui jour après jour faisaient face à des conditions très dures et souffraient beaucoup, certains furent même tués. Ils n'entreront jamais dans l'histoire, mais j'en connaissais quelques-uns, j'en ai vu certains : ce sont des héros. Je pense que les réfractaires à la conscription durant la Guerre du Viêt-nam sont des héros. Beaucoup de personnes dans le tiers monde sont des héros : si jamais vous avez la chance d'aller là où le peuple se bat réellement -comme en Cisjordanie, au Nicaragua, au Laos- vous verrez énormément d'héroïsme, vous ne verrez qu'énormément d'héroïsme. Parmi les activistes issus de la classe moyenne, je connais trois ou quatre personnes qui mériteraient de recevoir le prix Nobel de la Paix, si cela signifiait quelque chose, ce qui n'est bien sûr pas le cas. En fait, c'est plutôt une sorte d'insulte que de le recevoir : voyez à qui il va.[66] Si vous regardez autour de vous, il y a des gens comme cela : si vous voulez des héros, vous pouvez en trouver. Vous ne les trouverez pas parmi les gens dont le nom apparaît dans les journaux: s'ils y sont, vous saurez probablement que ce ne sont pas des héros, mais des anti-héros.

Il y a plein de gens qui, lorsqu'un mouvement populaire est lancé, sont prêts à se lever et à dire «Je suis votre chef», c'est le syndrome d'Eugène McCarthy.

Eugène McCarthy [un candidat à la nomination présidentielle pour le parti Démocrate en 1968] en est un parfait exemple. Je me rappelle John Kenneth Galbraith [un économiste américain] disant un jour « McCarthy est le vrai héros de l'opposition à la Guerre du Viêt-nam », et le libéralisme américain le présente toujours comme un grand héros.[67] Eh bien, si on jette un coup d'œil à l'histoire de McCarthy, on peut comprendre pourquoi. Durant les dures années de la montée en puissance du mouvement pacifiste, personne n'a jamais entendu parler d'Eugène McCarthy. Il y avait bien quelques personnes au Congrès qui étaient impliquées dans l'opposition à la guerre, mais pas McCarthy ; en fait, ce n'était même pas McGovern, si vous voulez connaître la vérité, c'étaient Wayne Morse, Ernest Gruening, Gaylord Nelson, peut-être quelques autres, mais certainement pas McCarthy. En fait, on n'avait même jamais *entendu parler* de cet Eugène McCarthy jusqu'à l'époque de l'Offensive du Têt [en janvier 1968]. A cette époque, le monde des affaires américain s'était retourné contre la guerre, il y avait un énorme mouvement populaire de masse, et Eugène McCarthy s'imagina qu'il pourrait en tirer quelque pouvoir personnel, de sorte qu'il se présenta comme «Votre chef». Il n'a rien dit en réalité -si on examine les choses en lisant les textes, on ne sait même pas de quel côté il était- mais il parvint à faire croire qu'il était ce grand leader pacifiste.

Il gagna la primaire du New-Hampshire en 1968 et s'en fut à la Convention nationale Démocrate. Là, des tas et des

tas de jeunes gens apparurent pour soutenir sa campagne - vous savez, « *Clean for Gène,* Nettoyez pour Eugène» et ainsi de suite- et ils se firent brutaliser de façon sanglante par la police de Chicago [au cours d'un affrontement violent entre la police et des manifestants pacifistes]. McCarthy ne broncha pas, il ne daigna même jamais venir leur parler. Il ne gagna pas à la Convention de 1968, et donc il disparut. Il avait à ce moment-là beaucoup de prestige -immérité- en tant que porte-parole autoproclamé du mouvement pacifiste, et s'il s'était préoccupé, même de façon marginale, de ce qu'il disait, il se serait servi de ce statut immérité pour lutter contre la guerre. Mais il abandonna : le jeu du pouvoir était terminé, il était plus amusant d'écrire des poèmes et de parler de baseball, et c'est ce qu'il fit. Et c'est pourquoi il est un héros libéral : parce qu'il est une totale supercherie. Voilà, vous ne pourriez pas avoir un exemple plus clair de supercherie absolue.

Voilà le genre de « héros » que la culture va ériger pour vous : le genre de ceux qui apparaissent quand il y a des points à gagner et du pouvoir à gagner, qui essaient d'exploiter les mouvements populaires pour leurs propres intérêts, et qui pour cela les marginalisent. Ensuite si les choses ne s'arrangent pas pour eux, ils s'en vont ailleurs : ça, c'est un «héros ». Ou bien, vous savez, après qu'on vous a abattu, après qu'on vous a tué, comme Martin Luther King, alors vous devenez un héros, mais pas tant que vous êtes vivant. Rappelez-vous, malgré toute la mythologie d'aujourd'hui, on a férocement combattu Martin Luther King tant qu'il était vivant : l'administration Kennedy ne l'aimait vraiment pas, ils ont essayé de lui barrer la route de toutes les façons possibles. Ce que je veux dire, c'est que le Mouvement pour les Droits civiques est finalement devenu assez puissant pour qu'ils doivent *faire semblant* de bien l'aimer. King a aussi connu une sorte de période de popularité lorsqu'on le voyait se focaliser sur des questions extrêmement limitées, comme ces shérifs racistes du Sud, et ainsi de suite. Mais dès qu'il s'est occupé de questions plus larges, que ce soit la Guerre du Viêt-nam, ou la planification de la *Poor People Campaign* [la Campagne des Pauvres, un rassemblement et une marche de protestation sur Washington, en 1968], ou d'autres actions de ce type, il devint un paria complet et fut activement combattu.[68]

I.F. Stone est un autre cas du genre. I.F. Stone est un grand héros de la presse : ils disent tous : « Mon Dieu, si seulement nous avions eu plus de gens comme Izzy Stone». Mais si vous jetez un coup d'oeil sur ce qui s'est vraiment passé, c'est assez révélateur -je l'ai fait, un jour. Jusqu'en 1971, Izzy Stone était un proscrit complet, on ne citait même pas son nom, et la raison en était son hebdomadaire radical [I.F. *Stone Weekly].* Beaucoup de journalistes se l'arrachaient, mais ce type était un communiste et donc on ne voulait même pas le mentionner. En 1971, il a dû arrêter de publier son *Weekly* parce que sa femme et lui devenaient trop âgés. En un an, il gagna alors le Prix George Polk, on fit des films sur lui, il fut partout salué comme le grand journaliste indépendant qui avait démontré quelle presse fantastique nous avions, « si seulement nous avions plus de gens comme lui », et ainsi de suite. Tout le monde ne fait que jouer dans cette farce, tout le monde y joue.

« Anti-intellectualisme »

Elle: Noam, j'ai observé qu'il y avait un fort ton d'anti-intellectualisme dans la société américaine.

Quand vous dites qu'il y a de « l'anti-intellectualisme », qu'est-ce que cela signifie exactement ? Cela veut-il dire que les gens pensent que Henry Kissinger ne devrait pas pouvoir être conseiller pour la Sécurité nationale ?

Elle : Eh bien, j'ai le sentiment que dans un sens on vous méprise si vous vous occupez d'idées. Ainsi, je vais rentrer chez moi et dire à mes collègues que j'ai passé tout le week-end à écouter quelqu'un parler de politique étrangère, et ils ne vont pas voir ça d'un bon œil.
Ah oui, parce que vous auriez dû aller gagner de l'argent, ou regarder les sports ou quelque chose comme cela. Mais voyez-vous, je n'appelle pas ça de «l'anti-intellectualisme», c'est seulement être dépolitisé : qu'y a-t-il de spécialement « intellectuel» à se préoccuper du monde ? Si nous avions des syndicats qui fonctionnent, la classe laborieuse s'intéresserait au monde. En fait, *c'est le cas* en de nombreux endroits : les paysans salvadoriens s'intéressent au monde, ils ne sont pas des «intellectuels».

Ce sont de drôle de mots, en réalité. Je veux dire dans la façon dont on les utilise : être un « intellectuel » n'a virtuellement rien à voir avec le fait de travailler avec son cerveau, ce sont des choses différentes. Je soupçonne que plein de gens chez les artisans, les mécaniciens automobiles et ainsi de suite, font probablement autant ou davantage de travail intellectuel que plein de gens dans les universités. Il y a de vastes domaines dans les institutions académiques où ce que l'on appelle du travail « scientifique » est seulement du travail administratif, et je ne pense pas que le travail administratif soit mentalement plus stimulant que la réparation d'un moteur automobile ; en fait, je pense que c'est le contraire: je *peux* faire du travail administratif, mais je suis absolument incapable d'imaginer comment réparer un moteur automobile.

Donc, si par le terme «intellectuel» on désigne les gens qui utilisent leur cerveau, alors ils sont partout dans la société. Si par « intellectuel », on veut dire les gens d'une classe particulière dont le métier est d'imposer des idées, d'inventer des idées pour ceux qui occupent le pouvoir, de dire à tout le

monde ce qu'il faut croire, et ainsi de suite, alors oui, c'est différent. Ces gens-là sont appelés «intellectuels», mais il s'agit en réalité plutôt d'une sorte de prêtrise séculière, dont la tâche est de soutenir les vérités doctrinales de la société. Et sous cet angle-là, la population *doit* être contre les intellectuels, je pense que c'est une réaction saine.

En fait, si on compare les États-Unis à la France-ou à la majeure partie de l'Europe, dans ce cas- je pense qu'un des côtés sains aux Etats-Unis est précisément qu'il y a très peu de respect pour les intellectuels en tant que tels. Et c'est bien ainsi que cela doit être. Qu'y a-t-il là de respectable ? En France, si vous faites partie de l'élite intellectuelle et que vous toussez, on publie un article en première page du *Monde.* C'est une des raisons pour lesquelles la culture intellectuelle française est tellement burlesque : c'est comme Hollywood. Vous êtes tout le temps face aux caméras de la télévision et vous vous devez de continuer de faire du neuf pour qu'elles restent braquées sur vous et pas sur le type à la table voisine. Et comme les gens n'ont pas toujours de bonnes idées, ils arrivent alors avec des histoires invraisemblables, et les intellectuels deviennent pompeux et imbus d'eux-mêmes. Ainsi, je me souviens que durant la Guerre du Viêt-nam, il y avait ces grandes campagnes internationales de protestation contre la guerre, et on m'a plus d'une fois demandé de co-signer des lettres avec, disons, Jean-Paul Sartre. Bon, nous avions co-signé une déclaration, et en France, cela faisait la une des journaux ; ici, personne n'y faisait même allusion. Et les Français trouvaient cela scandaleux : moi, je trouvais cela formidable, pourquoi diable fallait-il en parler ? Quelle différence cela fait-il que deux types qui ont une certaine notoriété se rencontrent et signent une déclaration ? Quel intérêt cela peut-il avoir pour qui que ce soit? Donc, je pense que la réaction américaine est bien plus saine de ce point de vue.

Elle : Mais je voudrais faire remarquer que vous nous avez parlé ce week-end d'un certain nombre d'ouvrages qui soutiennent certaines de vos assertions : beaucoup de ces faits vous seraient inconnus si vous n'aviez pas lu tout cela.
C'est exact ; mais voyez-vous, ce que je critique ici c'est le *privilège,* je ne critique pas la vie intellectuelle. Le fait est que si vous êtes dans une université, vous êtes très privilégié. D'abord, contrairement à ce que beaucoup disent, vous ne devez pas travailler tellement dur. Et vous contrôlez votre propre travail : je veux dire que vous décidez peut-être de travailler quatre-vingt heures par semaine, mais *vous* décidez quelles quatre-vingt heures. Cela fait une énorme différence: c'est l'un des rares secteurs où vous contrôlez votre propre travail. Et de plus, vous avez une abondance de ressources: vous avez la formation, vous savez comment utiliser une bibliothèque, vous voyez les recensions de livres, de sorte que vous savez quels livres valent probablement la peine d'être lus, vous savez qu'il existe des documents qui ont été rendus publics parce que vous avez appris cela quelque part à l'école, et vous savez comment les trouver parce que vous savez utiliser une bibliothèque centrale. Et cette série de techniques et de privilèges vous donne accès à beaucoup d'informations. Mais cela n'a rien à voir avec le fait d'être un « intellectuel » : il y a plein de gens dans les universités qui ont tout cela, qui utilisent tout cela, et qui font du travail administratif. C'est parfaitement possible : vous pouvez obtenir les documents qui ont été rendus publics, en faire des copies, les comparer, et ensuite faire une note à propos de telle note en bas de page qui renvoie à quelque chose d'autre. C'est en fait cela, le plus gros du travail scientifique dans ces domaines, jetez un coup d'oeil aux monographies, à l'occasion, il n'y a pas une idée dans la tête des gens. Je pense qu'on fait moins de vrai travail intellectuel dans bien des départements d'universités qu'en essayant

de trouver ce qui ne va pas avec sa voiture, ce qui demande une certaine créativité.

Elle : D'accord, acceptons que le mécanicien automobile est un intellectuel ; alors je crois que d'un autre côté, nous devons aussi accepter que les gens qui emploient les livres correctement, et qui ne sont pas des employés administratifs, sont aussi des intellectuels.
Bon, si par « intellectuel », vous voulez seulement renvoyer à ceux qui utilisent leur cervelle, oui, d'accord. Mais dans ce sens-là, je ne crois pas que les gens soient anti-intellectuels. Par exemple, si vous amenez votre voiture chez un mécanicien vraiment très bon, qui est le seul type dans votre ville capable de voir ce qui ne va pas - les types à l'usine de voitures en sont incapables, mais ce gars-ci a vraiment un don pour les voitures- il regarde votre voiture et commence à la démonter... On ne méprise pas cette personne, on l'admire.

Elle : Mais les gens méprisent ceux qui lisent des livres.
Mais voyez-vous, ce type a peut-être lu des livres, peut-être a-t-il lu le manuel. Ces manuels ne sont pas faciles à lire ; en fait ils sont plus difficiles à lire que la plupart des livres savants, à mon avis.

Mais je n'essaie pas de dire que je ne suis pas d'accord, je pense juste que nous devrions regarder cela de façon un peu différente. Il y a le *travail* intellectuel, que beaucoup de gens font ; et puis, il y a ce qu'on appelle la « *vie* intellectuelle », qui est un métier particulier, qui ne requiert pas spécialement de penser -en fait, il vaut peut-être mieux ne pas trop penser- et c'est *cela* qu'on appelle être un intellectuel respecté. Et les gens ont raison de mépriser cela, parce que ce n'est rien de bien spécial. C'est précisément un métier pas très intéressant, et d'habitude pas très bien fait.

De mon point de vue personnel, si une société fait ces sortes de distinctions, ce n'est pas correct. Ma propre enfance s'est déroulée dans l'ambiance d'une sorte de classe laborieuse juive, où les gens n'avaient pas d'éducation formelle, ils étaient ouvriers -garçon d'atelier, couturière, ou autre- mais ils étaient cultivés : je les appelle donc des intellectuels. Pas des «intellectuels » dans le sens habituel, mais ils avaient beaucoup lu, ils pensaient aux choses, ils discutaient des choses : je ne vois aucune raison pour qu'une couturière ne puisse pas faire cela.

Sports de spectacle

Elle : Pourriez-vous nous parler un peu du rôle que les sports jouent dans notre société pour dépolitiser les gens : il me semble que c'est plus significatif que ce que les gens supposent généralement.
Voilà qui est intéressant, en fait. Je n'en sais pas grand-chose moi-même, mais en regardant seulement le phénomène de l'extérieur, il est évident que les sports professionnels, et les sports auxquels on ne participe pas en général, jouent un énorme rôle. Il ne fait aucun doute qu'ils captent une immense attention.

En fait, quand je conduis, j'ai l'habitude de mettre l'un de ces programmes radio où les gens téléphonent. Et c'est frappant quand on écoute ceux qui traitent des sports. Il y a des groupes de journalistes sportifs ou une sorte de table ronde d'experts, et les gens appellent et discutent avec eux. Premièrement, le public consacre évidemment un temps énorme à tout cela. Mais le plus frappant, c'est que les auditeurs sont de grands connaisseurs, ils ont une connaissance détaillée de toutes sortes de choses, ils mènent des discussions extrêmement complexes. Et de façon étonnante, ils ne craignent

pas du tout les experts, ce qui est un peu inhabituel. Voyez - vous, dans la plupart des secteurs de la société, on est ragé à se soumettre aux experts : nous le faisons tous plus qu'il ne faudrait. Mais dans ce secteur, il semble que les gens ne le font pas : ils sont enchantés de discuter avec l'entraîneur des *Boston Celtics* et de lui dire ce qu'il aurait dû faire, d'entrer dans de grands débats avec lui, et ainsi de suite. Donc, le fait est que dans ce domaine, pour une raison ou pour une autre, les gens se sentent sûrs d'eux et savent beaucoup de choses : ils y consacrent manifestement beaucoup d'intelligence. En réalité, cela me rappelle d'une certaine façon ce qu'on trouve dans les cultures non-lettrées ou non-technologiques - ce qu'on appelle les cultures « primitives » - où, par exemple, on a des systèmes de parenté extrêmement élaborés. Certains anthropologues croient que ces systèmes ont quelque chose à voir avec les tabous de l'inceste et ainsi de suite, mais cela paraît improbable parce que ces systèmes sont compliqués *bien au-delà* de toute utilité fonctionnelle. Et quand on examine leurs structures, ils ressemblent à une sorte de mathématique. C'est comme si les gens voulaient résoudre des problèmes mathématiques, et comme ils n'ont pas l'algèbre et l'arithmétique, ils le font au moyen d'autres structures. Et l'une des structures dont tout le monde dispose est celle des relations de parenté : donc, on construit des structures élaborées autour de ça, et on développe des experts, des théories, etc. Ou autre chose que l'on trouve parfois dans les cultures non-lettrées, c'est le développement de systèmes linguistiques les plus extraordinaires : il y a souvent une immense sophistication à propos du langage, et les gens jouent à toutes sortes de jeux avec le langage. Ainsi, il existe des rites de puberté durant lesquels les « initiants » développent ensemble un langage qui leur est propre et qui est habituellement une modification de leur vraie langue, mais avec des opérations mentales très

complexes pour la différencier. Ensuite, elle devient leur langue à eux pour le reste de leur vie, et pas celle d'autres personnes. Et ce que tout ceci semble montrer, c'est que les gens veulent utiliser leur intelligence d'une façon ou d'une autre. Et si on dispose de peu de technologie, on essaie autre chose.

Eh bien, dans notre société, nous avons des thèmes sur lesquels nous pourrions exercer notre intelligence, comme la politique, mais les gens ne peuvent pas vraiment s'y impliquer de façon très sérieuse; alors, ce qu'ils font, c'est se concentrer sur d'autres thèmes, comme les sports. Vous êtes formés à obéir; vous n'avez pas un travail intéressant ; il n'y a pas de possibilité de travail créatif pour vous ; dans l'environnement culturel, vous êtes un observateur passif de trucs qui sont habituellement d'assez mauvais goût ; la vie politique et la vie sociale sont hors de votre portée, elles sont aux mains des gens riches. Alors, que reste-t-il ? Eh bien, ce qui reste, c'est le sport: donc vous mettez là beaucoup d'intelligence, de réflexion et d'assurance. Et je suppose qu'il s'agit aussi d'une des fonctions de base que le sport remplit dans la société en général : il occupe la population, il l'empêche d'essayer de se mêler des affaires vraiment importantes. En fait, je présume que c'est là une partie de la raison pour laquelle les sports que l'on se contente de regarder en spectateur sont soutenus à un tel niveau par les institutions dominantes.

Et ces sports de spectacle ont aussi d'autres fonctions utiles. En tout cas, ils sont une bonne façon d'alimenter le chauvinisme : on commence à développer ces fidélités totalement irrationnelles tôt dans la vie et elles se transposent très bien à d'autres domaines. Ainsi, je me rappelle très bien avoir eu soudainement, à l'école secondaire, une sorte *d'Erlebnis,* vous savez, une sorte de compréhension immédiate, et de me demander pourquoi je me souciais de savoir si l'équipe de football de mon collège gagnait ou pas ? Je ne connaissais personne

dans l'équipe. Eux ne me connaissaient pas non plus. Je n'aurais pas su quoi leur dire si je les avais rencontrés. Pourquoi m'en soucier ? Pourquoi étais-je tout excité s'ils gagnaient, et tout abattu s'ils perdaient? Et c'est vrai, c'est comme ça: on vous apprend dès l'enfance que vous devez vous préoccuper des *PhiLadelphia Phillies,* c'est là que je me trouvais. En fait, il y a apparemment un phénomène psychologique de manque de confiance en soi ou quelque chose comme cela qui affectait les garçons de mon âge qui avaient grandi à Philadelphie. Chacune de nos équipes sportive était toujours à la dernière place, et c'est une sorte de choc pour votre ego lorsque cela arrive, les autres veulent toujours vous en imposer.

Mais ce qui est important, c'est que ce sentiment de fidélité irrationnelle à une sorte de communauté dépourvue de sens est un entraînement à la subordination, au pouvoir et au chauvinisme. Et bien sûr, vous regardez les gladiateurs. Vous regardez ces types qui peuvent faire des choses que vous ne pourriez pas faire. Vous ne pourriez pas, par exemple, sauter six mètres à la perche, ou faire toutes ces choses folles que font ces gens. Mais, c'est un modèle que vous êtes censé essayer d'imiter. Et ce sont des gladiateurs qui se battent pour vous, donc vous devez les encourager, et vous devez être heureux quand l'arrière de l'équipe adverse est emmené sur une civière dans un état épouvantable, et ainsi de suite. Tout cela développe fortement des aspects extrêmement anti-sociaux de la psychologie humaine. Je veux dire que ces aspects existent, ils existent sans aucun doute. Mais ils sont mis en relief, exagérés et révélés par les sports de spectacle : compétition irrationnelle, fidélité irrationnelle à des systèmes de pouvoir, acceptation passive de valeurs tout à fait horribles, vraiment. En fait, il est difficile d'imaginer quelque chose qui contribue plus fondamentalement aux attitudes autoritaires, en plus du fait que cela mobilise vraiment beaucoup d'intelligence et que cela éloigne les gens d'autres sujets.

Ainsi, si on examine l'entièreté du phénomène, il me semble qu'il joue un rôle social tout à fait substantiel. Je ne pense pas que ce soit le seul phénomène qui provoque ce genre d'effet. Les feuilletons à l'eau de rosé, par exemple, provoquent le même effet dans un autre domaine : ils apprennent aux gens d'autres sortes de passivité et d'absurdité. En réalité, vous devez traiter ces matières si vous voulez vraiment faire une critique sérieuse des médias. Après tout, ce sont ces sortes de choses qui occupent la plus grande partie des médias : la plupart d'entre eux ne traitent pas les nouvelles du Salvador pour des gens familiers de la politique, ils détournent l'ensemble de la population de ce qui est vraiment important. C'est d'ailleurs un point de vue qui reste vraiment lacunaire dans le travail que Ed Hermans et moi avons fait sur les médias : nous n'en parlons pas beaucoup. Mais cette affaire est une partie importante de tout le système d'endoctrinement et de propagande et cela vaut la peine de l'examiner de plus près. Il y a des gens qui ont écrit là-dessus, Neil Postman et d'autres : je ne me sens pas suffisamment connaisseur de ce sujet pour en dire davantage.[59]

Le militantisme en Europe occidentale et le Canada

Lui : Professeur Chomsky, je me demande si vous pensez que nous devrions apprendre quelque chose du militantisme en Europe occidentale : il semble qu'on y soit bien en avance sur nous en termes d'organisation et de stratégies politiques.
Non, je ne suis pas de cet avis : nous recherchons toujours un sauveur quelque part, et il n'y en a pas. Je veux dire qu'il existe plein de choses qui se sont développées aux Etats-Unis

et pas en Europe occidentale, et que les mouvements d'ici sont souvent beaucoup plus sains que leurs équivalents européens qui sont très gonflés d'idéologie: ils ont des «textes» et des «théories» et toutes sortes de choses que nous n'avons pas, que nous avons la chance de ne pas avoir. Il y a vraiment eu ici beaucoup d'initiatives réussies au cours des années.

Lui : Mais il y a des grandes manifestations, là-bas.
Oh oui, mais nous avons eu des grandes manifestations ici aussi : nous venons encore d'en avoir une à Washington il y a quelques jours [en soutien au droit d'avorter]. Nous savons comment faire cela, ce n'est pas bien difficile. Il n'y a pas de secrets à ce propos : il y a très peu de leçons à transmettre, pour autant que je sache. Voyez-vous, les gens ont été impliqués dans des initiatives très réussies aux Etats-Unis : le Mouvement pour les Droits civils, le mouvement pacifiste, le mouvement écologique, le mouvement féministe, tous ces mouvements ont connu des développements très heureux.

Lui : Mais que dire de toutes les politiques ouest-européennes de sécurité sociale ?
C'est vrai, il y a là-bas beaucoup de programmes de sécurité sociale que nous n'avons pas, mais c'est pareil au Canada, vous n'avez même pas besoin d'aller jusqu'en Europe. Par exemple, ils ont au Canada un programme public d'assurance de soins de santé qui fonctionne, ce que nous n'avons pas ici aux Etats-Unis. Mais vous voyez, cela est lié à l'extrême pouvoir du capital privé ici, et au fait que la classe capitaliste aux Etats-Unis a une extraordinaire conscience de classe, alors que la classe laborieuse est très dispersée et faible. Le résultat en est que nous n'avons pas de nombreux acquis qui sont considérés aujourd'hui comme élémentaires dans tous les autres pays industrialisés : nous avons plus de sans-abri et moins de santé.

Maintenant, vous pouvez examiner les particularités historiques spécifiques des Etats-Unis qui ont amené cette situation - et cela en vaut la peine - mais vraiment, il n'y a pas de grand secret sur la façon d'obtenir ces sortes de programmes. Et si vous voulez comprendre ce à quoi ressemblerait un programme de soins de santé national raisonnablement rationnel, vous ne devez pas aller bien loin. Il y a au minimum un bon point de départ juste de l'autre côté de la frontière.

Lui : Mais pourquoi le Canada a-t-il des programmes comme cela?

Eh bien là, il faut regarder l'histoire : il faut se demander en quoi l'histoire du Canada a été différente de celle des Etats-Unis. Et il y a eu beaucoup de différences. Par exemple, une différence concerne la Révolution américaine {révolution contre la puissance métropolitaine britannique, 1775-1776, également appelée la Guerre d'Indépendance}: durant la Révolution américaine, un grand nombre de personnes ont fui vers le Canada -vraiment beaucoup, en fait. Et beaucoup d'entre elles ont fui parce qu'elles n'aimaient pas l'environnement doctrinaire, pour ne pas dire fanatique, qui s'installait dans les colonies {de l'Angleterre en Amérique}. Le pourcentage de colons qui fuirent durant la Révolution américaine fut en réalité de 4 pour cent environ, probablement plus élevé que le pourcentage de Vietnamiens qui fuirent leur pays après la Guerre du Viêt-nam. Et rappelez-vous, ces colons fuyaient l'un des endroits les plus riches du monde -c'étaient des *boat-people.* Terrorisés, ils s'enfuyaient en plein hiver du port de Boston vers la Nouvelle-Ecosse, où ils mouraient dans la neige en essayant d'échapper à tous ces fous d'ici. On suppose que leur nombre fut aux alentours de cent mille, peut-être, sur une population totale d'environ deux millions et demi : donc c'était une partie substantielle de la population. Et parmi eux, il y avait des membres de groupes qui savaient qu'ils auraient des ennuis si les colons gagnaient, les Noirs et les Indiens par exemple.[70] Et ils avaient raison : dans le cas des Indiens, ce fut le génocide ; dans le cas des Noirs, ce fut l'esclavage.

En réalité, ce ne fut pas la seule grande immigration vers le Canada qui contribua à certaines des différences : il y eut aussi une autre immigration importante au tournant du siècle, en provenance du *Midwest* américain, après la chute du Mouvement populiste [les Populistes étaient un mouvement politique issu d'une protestation agraire dans les années 1880 et qui s'effondra après 1896]. Les Populistes furent le dernier sursaut de la politique démocratique populaire à grande échelle aux Etats-Unis, et ils étaient principalement localisés dans le *Midwest:* c'étaient des fermiers radicaux du Kansas, et ce genre de gens. Et lorsqu'ils furent finalement vaincus et que le Parti populiste fut dissout, beaucoup d'entre eux prirent simplement la fuite. Je ne connais pas les chiffres dans ce cas-ci, mais un bon nombre d'entre eux allèrent au Canada, et ils formèrent en fait une partie de la base du mouvement social-démocrate canadien qui se développa ensuite et fut responsable de la promotion de beaucoup des programmes de sécurité sociale au Canada.[71]

En dehors de cela, il y a beaucoup d'autres faits qui ont rendu le Canada différent. Par exemple, les Etats-Unis ont toujours été un pays capitaliste bien plus avancé, et de loin : les compagnies, dans le sens moderne, sont une invention américaine, et, depuis le tout début de la révolution industrielle, le monde des affaires américain a toujours été beaucoup plus puissant que son équivalent canadien. À part ça, le Canada était bien plus riche : nous n'avons pas arrêté d'essayer de l'envahir ; le Canada est beaucoup plus éparpillé et bien moins peuplé que les Etats-Unis ; il faisait partie de l'Empire britannique ; ils ont la division linguistique entre anglophones et francophones,

avec le Québec ; et ainsi de suite. Il y a donc entre les deux pays beaucoup de différences historiques et autres, et je pense que c'est une bonne question à examiner plus en détail. Mais le fait est qu'il y a des avantages et des désavantages dans chacun des deux pays. Beaucoup de choses bonnes ont été obtenues aux Etats-Unis et sont un modèle pour d'autres pays ; et en ce qui concerne l'organisation, c'est le genre de choses que l'on peut faire assez librement ici, libre de la peur d'une répression d'Etat très directe. Donc, il y a des choses à apprendre partout : on peut apprendre des choses du Nicaragua, du Viêt-nam, de l'Europe occidentale, et du Canada. Mais si vous voulez aller quelque part pour trouver le salut, vous ne le trouverez pas.

Dissiper les illusions

Elle : Noam, de façon générale, quels conseils donnez-vous aux gens ordinaires pour qu'ils essayent de dissiper les illusions qu'ils ont sur le monde : quelle est la meilleure façon de commencer ?
D'abord, on ne reste pas quelque part dans sa chambre pour dissiper ses illusions : très peu de gens sont capables de cela. Enfin, certains en sont capables, mais la plupart non. D'habitude, on découvre ses idées par l'interaction qu'elles ont avec d'autres, sinon on ne sait pas ce qu'on pense -on ne fait qu'entendre des choses, et peut-être les accepte-t-on, ou bien on n'y prête aucune attention, ou quelque chose comme cela. On apprend sur un sujet parce qu'on s'y intéresse, et quand il s'agit du monde social, l'intérêt évolue souvent -il devrait évoluer, au moins- tout en essayant de le faire changer: c'est dans ce contexte que l'on apprend. Et on apprend en essayant de lancer des idées, en écoutant les réactions qu'elles provoquent, en écoutant ce que d'autres ont à dire sur le sujet, en formulant des programmes, en s'efforçant de leur donner suite, en voyant où ils capotent, en gagnant de l'expérience, etc.

Ainsi, la dissipation des illusions n'est qu'une partie de l'organisation et de l'action. Ce n'est pas quelque chose que l'on fait dans un séminaire, ou dans son salon-non pas qu'on ne puisse pas le faire là, mais c'est précisément une activité d'un genre différent. Ainsi, si on a certaines illusions sur, disons, la Grèce classique, alors on peut les dissiper dans une bibliothèque, au moins dans une certaine mesure. Mais si on essaie de dissiper des illusions sur un processus social vivant, en marche, qui change continuellement et dont on ne peut voir que des petits bouts, ce n'est vraiment pas la bonne façon de faire. Il faut le faire par interaction avec d'autres personnes et en fonctionnant dans l'une ou l'autre communauté de préoccupations, d'engagement et de militantisme.

Lui : Si je devais tenir une réunion dans ma commune et inviter quelqu'un à parler du genre de choses dont nous avons discuté ce week-end, je n'aurais probablement qu'une assistance très réduite.
Le mouvement pour la paix dans les années soixante est devenu un immense mouvement de masse, impliquant des dizaines de millions de gens : il a commencé avec des gens qui ont fait exactement ce que vous disiez, inviter quelqu'un à venir parler dans leurs salons. Je m'en souviens, parce que j'ai fait cela pendant quelques années. Le monde a vraiment énormément changé depuis lors. Maintenant, j'ai des engagements deux ans à l'avance ou même davantage. J'ai des auditoires énormes, des publics de choix, des gens qui ont réfléchi, qui sont actifs, et j'apprends d'eux. Il n'y a pas si longtemps, j'étais invité dans un salon pour parler à deux ou trois voisins qui étaient prêts à me lyncher, ou dans quelque église où il y avait quatre personnes, en comptant le gars qui était arrivé là par

hasard parce qu'il n'avait rien à faire, deux types qui voulaient me tuer, et l'organisateur -il n'y a pas si longtemps, c'était en 1964. Et lorsque vous abordez d'autres sujets, comme les changements sociaux à grande échelle, eh bien, nous sommes encore en 1964 sous ce rapport. Mais les choses peuvent changer, et parfois elles changent très vite.

Prenez le Mouvement pour les Droits civils aux États-Unis : sur une période de dix ans, ce fut vraiment un raz de marée. Ou prenez le mouvement féministe, dans lequel beaucoup d'entre vous sont impliqués : les changements sont arrivés très vite. Il s'est développé à partir de pratiquement rien, un échange un peu vif à propos de groupes militants où les femmes collaient les timbres, et, en quelques années, c'est devenu un mouvement important qui s'est étendu à tout le pays. Quand c'est le bon moment, les choses vont vite. Elles ne se produisent pas à partir de rien : elles doivent mûrir très longuement. Mais alors, elles peuvent se cristalliser au bon moment et souvent devenir très importantes.

Elle : Je fais beaucoup de travail politique dans ma communauté. Pourtant, après un certain temps, j'ai l'impression de ne prêcher que des convertis. C'est très frustrant.

Ce l'est certainement. Le militantisme est très frustrant. Mais vous obtenez aussi des résultats : vous rameutez une ou deux personnes, elles commencent à bouger, et, tôt ou tard, cela peut conduire à de très grands changements. Nous le savons bien. Ainsi, l'ancien Parti communiste d'Amérique -vous pouvez le critiquer comme vous voulez, le dire stalinien, ou n'importe quoi d'autre- présentait quelques aspects très forts, c'est un fait. Un aspect est qu'il intégrait beaucoup de gens qui étaient vraiment engagés : on pouvait compter sur eux lorsqu'on avait besoin de quelqu'un pour tourner la ronéo, parce qu'ils étaient convaincus que c'était la bonne façon d'arriver

à quelque chose. Et ils étaient volontaires pour militer, ils militaient pour des changements, avec d'autres personnes de leurs communautés qu'ils voulaient aider et dont ils voulaient améliorer les conditions d'existence. Et ne l'oubliez pas, ce sont eux qui se sont battu pour les droits civils alors que ce n'était pas une plaisanterie, quand il ne s'agissait pas de marcher tous ensemble sur Selma*, mais d'être tout seul dans un patelin du Sud, là où on pouvait facilement se faire tuer : tout ça, c'était principalement le Parti communiste d'Amérique. Tous ceux qui accablent le Parti communiste feraient bien de se rappeler ces faits.

Mais n'oubliez pas non plus que beaucoup des destructions que vous voyez dans le monde se produisent en réaction au fait que des gens s'organisent continuellement, avancent, progressent, prennent le dessus et combattent leurs oppresseurs. Je veux dire que le fait que toutes ces atrocités se sont passées en Amérique centrale dans les années 1980 est un signe de *progrès,* en fait. Jusqu'à la fin des années 1970 environ, personne ici n'a fait un seul commentaire sur l'Amérique centrale. Pourquoi ? Parce que c'était *complètement* sous contrôle, c'étaient de *pures* atrocités, personne ne ripostait, et donc personne ici n'y a prêté la moindre attention. C'est seulement devenu un problème dans les années 1980 parce qu'il y avait pas mal d'initiatives réussies là-bas : ils *ont* renversé le régime

* Selma, Alabama. Il s'agit d'une ville symbolique du Mouvement pour les Droits civils, d'où partit vers Montgomery, siège du gouvernement de l'Alabama, une première marche de militants qui exigeaient le droit de vote des noirs, le i"mars 1965, qui se solda par 770 arrestations. Une seconde marche partit le 7 mars, jour connu comme le Bloody Sunday (dimanche sanglant) car les violences de la police obligèrent les marcheurs à rebrousser chemin. Deux jours plus tard, Martin Luther King)r conduisit une troisième marche symbolique jusqu'au lieu des violences, puis le juge F.M. Johnson Jr confirma la légalité de ce genre de marche de protestation. Une quatrième marche partit le 21 mars avec 3200 personnes et arriva à Montgomery le 25 mars, avec 25000 personnes.

de Somoza au Nicaragua, d'énormes syndicats paysans se formaient pour la première fois au Salvador et au Guatemala, c'était vraiment de grandes initiatives, extrêmement efficaces qui se développaient. Alors, les escadrons de la mort sont arrivés, et les instructeurs américains sont arrivés, et les gens comme vous et moi ont dû payer leurs impôts pour qu'on assassine ces gens. Mais ils n'en sont toujours pas venus à bout. Malgré toute la terreur au Guatemala -on pourrait même parler de génocide - les syndicats de travailleurs se rétablissent, ils sont toujours là. Et dans les années 1980, ce militantisme a induit de façon décisive un mouvement de solidarité aux Etats-Unis, qui a interagi de manière très constructive avec les gens de là-bas : c'est là un changement extrêmement important, un changement fondamental. Alors, quand nous parlons de ce que font les gouvernements, bien sûr que tout paraît très peu encourageant. Mais regardez autour de vous, il se passe plein d'autres choses, et cela, c'est ce que vous faites.

Table des matières

Chapitre 3

Colloque à Rowe : en soirée 135